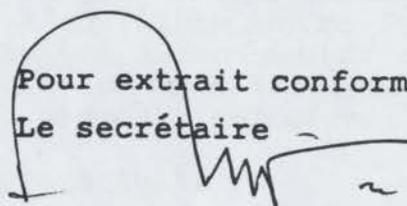


5. Il est pris acte des conclusions du rapport du groupe de travail interdépartemental chargé d'examiner la question de "La Turquie, région traditionnelle de recrutement?", qui sont approuvées.

Pour extrait conforme,
Le secrétaire



Protokollauszug an:				
<input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
	X	EDA	8	-
		EDI		
X		EJPD	8	-
		EMD		
	X	EFD	7	-
X		EVD	8	-
		EVED		
	X	BK	6	-
		EFK		
		Fin.Del.		

Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986 (OLE); Ouverture de la procédure de consultation

Résumé

La révision est limitée, cette année encore, au minimum. La persistance d'une conjoncture favorable a conduit à une pénurie généralisée de personnel de toutes qualifications. Cette situation persistera avec une ultérieure croissance de l'occupation. Les résidents permanents et les actifs étrangers sont en augmentation constante, mais l'équilibre entre Suisses et étrangers n'est pas compromis. Malgré les récents, mais faibles allègements, la pression des milieux intéressés ne se relâche pas, surtout à l'heure du discours européen.

Les nombres maximums sont fixés comme suit:

- a) *les résidents*: 8'006 aux cantons; 4'000 à l'OFIAMT; les cantonaux sont relevés de 1'006, pour atténuer des pertes résultant de la nouvelle clef de répartition et répondre aux besoins croissants sur le plan cantonal.
- b) *les saisonniers*: ceux des cantons sont relevés de 7'025, pour atténuer les effets des corrections exigées par la nouvelle clef.
- c) *les séjours de courte durée*: le total est relevé de 1'002, en relation avec la nouvelle clef, la même que pour les résidents (cantons: 9'002; OFIAMT: 6'000).

Les modifications matérielles portent sur

- a) *L'octroi de permis de 4 mois*: les assouplissements n'entravent pas la maturation des droits acquis par les saisonniers; un plafond par entreprise est établi.
- b) *Les séjours au pair* qui sont prolongés de 12 à 18 mois.
- c) *L'admission d'étudiants dont le cursus prévoit un stage obligatoire*, n'est pas contingentée si ce dernier ne dépasse pas la moitié de la formation totale.
- d) *Le transfert de cadres au sein de groupes internationaux* dont l'admission est assouplie.
- e) La compétence pour *les séjours de perfectionnement dans les professions de la santé* qui est transférée aux cantons dont les contingents sont largement relevés.
- f) Les autorisations pour *l'entrée anticipée des saisonniers de la construction* qui relèveront de la compétence des cantons en relation avec la libération de leurs unités.

Le "groupe Spitteler" de la Conférence des directeurs de l'économie publique, élargi à 11 cantons, approuve à l'unanimité les modifications et n'accepte pas une remise en question des allègements quantitatifs aux cantons.

Augmentation supplémentaire de la population étrangère:
3 - 5'000 environ.

Il est proposé de maintenir l'exclusion de la Turquie des régions traditionnelles de recrutement.

**Teilrevision der Verordnung des Bundesrates über die Begrenzung der Zahl der Ausländer vom 6. Oktober 1986 (BVO);
Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens**

Zusammenfassung

Die Revision beschränkt sich auch dieses Jahr auf ein Minimum. Die weiterhin günstige Konjunkturlage hat zu einem allgemeinen Arbeitskräftemangel auf allen Qualifikationsstufen geführt. Diese Situation wird mit dem zu erwartenden Beschäftigungswachstum anhalten. Die ausländische Wohnbevölkerung und die Zahl der erwerbstätigen Ausländer nehmen weiter zu, ohne aber das ausgewogene Verhältnis zwischen schweizerischer und ausländischer Wohnbevölkerung in Frage zu stellen. Trotz gewisser, kürzlich zugestandener Erleichterungen nimmt der Druck seitens der interessierten Kreise weiter zu.

Die Höchstzahlen werden wie folgt festgelegt:

- a) **Jahresaufenthalter:** 8.006 an die Kantone; 4.000 ans BIGA; (Freigabe: 3.000) die kantonalen werden um 1.006 erhöht, um die aus dem neuen Verteilschlüssel resultierenden Verluste zu vermeiden und den wachsenden Bedürfnissen der Kantone, vor allem im Gesundheitswesen, Rechnung zu tragen.
- b) **Saisonarbeitskräfte:** Erhöhung der kantonalen um 7.025, um die Verluste aus dem neuen Verteilschlüssel zu vermeiden.
- c) **Kurzaufenthalter:** insgesamt Erhöhung um 1.002, im Zusammenhang mit dem neuen Schlüssel, gleich wie bei den Jahresaufenthaltern (Kantone: 9.002; BIGA: 6.000).

Die materiellen Änderungen betreffen:

- a) **4-Monate-Bewilligungen:** Die Anpassungen beeinträchtigen die Umwandlungsansprüche der Saisoniers nicht; zahlenmässige betriebliche Begrenzung.
- b) **Au-pair-Angestellte:** Ausdehnung von 12 auf 18 Monate.
- c) **Studenten mit obligatorischem Praktikum:** Kontingentsfrei, wenn letzteres die Hälfte der gesamten Ausbildung nicht übersteigt.
- d) **Kadertransfer internationaler Unternehmen:** erleichtert.
- e) **Weiterbildungsaufenthalte Gesundheitswesen:** Verantwortung an Kantone überbunden, deren Kontingente erhöht werden.
- f) **Vorzeitige Einreise Bausaisoniers:** Bewilligungen durch die Kantone im Rahmen ihrer Kontingente.

Die "Gruppe Spitteler" der Volkswirtschaftsdirektoren-Konferenz, auf 11 Kantone erweitert, befürwortet diese Änderungen einstimmig und lehnt die Festlegung tieferer Kontingente klar ab.

Zusätzliche Erhöhung der ausländischen Bevölkerung: ca. 3 - 5.000.

Es wird empfohlen, am Ausschluss der Türkei aus der Gruppe der traditionellen Rekrutierungsländer festzuhalten.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

530.1

Berne, le 22 mai 1990

Au Conseil fédéral

Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère 1990/91;

Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986;

Ouverture de la procédure de consultation

1. Considérations générales

Depuis la refonte substantielle de la réglementation en 1986, les révisions annuelles successives ont été limitées au strict minimum. Les expériences positives faites jusqu'ici ainsi que la perspective de négociations sur le plan européen incitent à surseoir, cette année encore, à une modification importante de l'ordonnance.

La persistance d'une situation économique favorable au cours des douze derniers mois a encore accentué la tension pourtant déjà très forte sur le marché de l'emploi. Outre la pénurie chronique et désormais généralisée de personnel qualifié et très qualifié ainsi que de personnel moins qualifié dans les secteurs du tourisme et de la construction, il apparaît un tarissement de plus en plus évident du potentiel de personnel auxiliaire qui, entre certaines limites, n'est pas moins nécessaire au déroulement satisfaisant du processus économique.

Les principaux indicateurs ne laissant présager qu'un léger fléchissement de la demande intérieure et extérieure, on peut légitimement prévoir que le niveau de l'occupation continuera d'augmenter, plus ou moins fortement.

L'augmentation de la population étrangère déjà inscrite sur une courbe ascendante s'est encore accélérée pour se situer à fin mars, en moyenne annuelle, à 4,0 % contre 2,9 % pour la période correspondante précédente.

La population résidente permanente de nationalité étrangère comptait ainsi, à fin mars 1990, 1'055'078 personnes. Pendant la même période, le nombre des étrangers actifs augmentait pour sa part, de 5,2 % atteignant un total d'environ 870'000 travailleurs. Ce sont les frontaliers (+ 5,8 % jusqu'à un effectif de 162'863) et les saisonniers (+ 8,8 % et un effectif de 65'938 à fin mars) qui ont le plus fortement augmenté. L'accroissement des actifs et même celui de la population résidente n'a cependant pas eu un effet trop sensible sur le rapport entre la population suisse et étrangère qui a passé de 15,3 % en décembre 1988 à 15,6 % à fin 1989, c'est-à-dire à un taux de 0,9 % seulement supérieur à celui de 1986.

Vu la pénurie croissante de personnel, le Conseil fédéral a consenti ces deux dernières années à un léger assouplissement des mesures de contingentement, en libérant, après quatre ans de restrictions particulièrement sévères, la totalité des contingents fixés pour les autorisations à l'année et saisonnières. Bien que ces allégements aient été accueillis avec soulagement, ils ont été considérés comme nettement insuffisants par une large majorité des milieux politiques et économiques qui, confortés dans leurs propos par les discours d'ouverture européenne, n'ont cessé d'insister aux fins d'ultérieurs assouplissements. Différentes consultations préliminaires ont encore confirmé le large consensus existant à ce sujet.

Les modifications proposées concernent, avant tout, la fixation de nouveaux nombres maximums, selon de nouvelles clefs de répartition issues de la révision à laquelle le Conseil fédéral s'était engagé. S'y ajoutent des modifications matérielles dont l'opportunité a été révélée par la pratique ou dictée par le souci d'opérer une meilleure répartition des compétences entre la Confédération et les cantons. Toutes continuent de s'inscrire dans la ligne des trois objectifs poursuivis par les mesures limitatives et elles n'ont pas d'incidence pour ce qui est du droit communautaire. De plus, elles ont été approuvées à l'unanimité par le groupe de travail regroupant 11 cantons, institué au sein de la Conférence des directeurs de l'économie publique.

2. Les modifications

2.1 Les nombres maximums pour les autorisations de séjour

Il est prévu de libérer des contingents pour un total de 11'006 autorisations de séjour à l'année: 8'006 sont réparties entre les cantons, 3'000 sont attribuées à l'OFIAMT. L'augmentation de 7'000 à 8'006 des contingents cantonaux se justifie, entre autres, par une accentuation marquée des besoins dont la satisfaction relève de la compétence cantonale. Le Conseil fédéral se réserve encore la possibilité de décider, au printemps 1991, une libération ultérieure de 1'000 unités du contingent fédéral, si la demande de personnel très qualifié devait s'accroître. L'augmentation des contingents pour les autorisations à l'année pourrait entraîner une augmentation supplémentaire de la population étrangère de 3'000 personnes.

Les nombres maximums pour les saisonniers sont fixés à 163'750 au total, dont 10'000 sont attribués comme par le passé à la Confédération. Ceux à disposition des cantons sont par contre augmentés de 7'025, aux fins d'atténuer les pertes résultant pour certains cantons du fait de la nouvelle clef de répartition.

Les contingents d'autorisations de courte durée s'élèveront à 15'002 au total, ce qui correspond à une augmentation de 1'002 par rapport à l'année précédente. Les nombres cantonaux passeraient de 7'000 à 9'002, alors que le contingent de la Confédération serait diminué de 1'000 pour s'élever à 6'000. Cette adaptation des contingents est justifiée par le transfert de la Confédération aux cantons de la compétence pour l'octroi d'autorisations de courte durée au secteur de la santé.

2.2 Répartition des contingents cantonaux

Selon le mandat confié par le Conseil fédéral à nos deux départements, un groupe de travail étendu à onze cantons représentatifs a élaboré des propositions portant sur une nouvelle clef de répartition pour les différentes catégories de séjour, une devant servir aux autorisations saisonnières et l'autre valable pour les autorisations à l'année et de courte durée.

Par souci de continuité, la nouvelle clef pour les autorisations à l'année devrait être appliquée seulement au 30 % des contingents actuels auquel vient s'ajouter l'augmentation prévue de 1'006 unités au total.

Pour les saisonniers, la nouvelle clef sera appliquée au 50 % des contingents actuels. Il y a eu là le souci de limiter les gains des cantons à 25 % au maximum et d'éviter les pertes pour tous. Il s'en suit un relèvement du nombre total des autorisations de 7'000 environ.

Des informations détaillées sont données dans le rapport final complémentaire annexé.

2.3 Modifications matérielles

Les modifications les plus importantes portent sur les critères régissant l'octroi des autorisations de courte durée non contingentées et des autorisations de courte durée aux fins du perfectionnement professionnel dans le secteur de la santé.

En octobre 1989, lors de l'extension de trois à quatre mois de la durée des autorisations non contingentées, des critères très restrictifs ont été adoptés afin, d'une part, d'éviter des abus notamment en ce qui concerne l'évitement du statut du saisonnier et, d'autre part, d'assurer une protection juridique adéquate à cette catégorie de travailleurs par l'obligation du contrat de travail écrit. Les expériences faites jusqu'ici ont fait ressortir certains éléments de rigidité qui ne permettent pas de tenir suffisamment compte de situations économiques et personnelles réelles. Afin d'assurer une plus grande souplesse, tout en sauvegardant la poursuite de la maturation des droits déjà acquis par les saisonniers, il peut être admis que cette catégorie d'autorisations ne doit pas être utilisée pour des saisonniers qui ont déjà effectué une saison de plus de sept mois, au cours de l'année précédente.

Outre cette limite qui doit sauvegarder les droits individuels, il a paru indispensable de limiter quantitativement par entreprise, le recours à cette catégorie de travailleurs. Ceci afin d'éviter notamment que certaines activités puissent être entreprises et déployées pratiquement hors des mesures limitatives, à l'encontre du processus de rationalisation et de restructuration nécessaire. Il sera par contre possible aux établissements du secteur touristique, dont l'activité est marquée par deux saisons, de recourir, dans

les limites imposées, à ces travailleurs lors des deux saisons.

Le transfert aux cantons de la compétence en matière d'autorisations de courte durée pour le perfectionnement professionnel dans le secteur de la santé non seulement répond aux vœux exprimés par une large majorité d'entre eux, mais encore doit permettre par l'unicité de compétence lors des attributions des unités des contingents, une optimisation des disponibilités. Ces autorisations resteront valables pour des séjours de dix-huit mois au maximum.

Par souci de cohérence et dans la ligne de la Convention du Conseil de l'Europe, signée mais non encore ratifiée par la Suisse, les autorisations de séjour pour les jeunes gens au pair pourront également être prolongées jusqu'à dix-huit mois.

2.4 Autres modifications

Les autres modifications proposées ont pour but essentiel d'assouplir la réglementation actuelle et de simplifier les procédures par une délégation des compétences de l'OFIAMT aux autorités cantonales de l'emploi. L'adaptation de la disposition relative à l'octroi d'unités du contingent fédéral en faveur du personnel de sociétés transnationales transféré temporairement en Suisse doit répondre aux besoins découlant de l'internationalisation croissante de la structure économique.

La simplification concerne l'admission hors contingentement des étudiants des établissements d'enseignement supérieur qui prévoient un cursus avec stage pratique obligatoire dont la durée ne devra pas dépasser la moitié de la formation totale, ainsi que les autorisations portant sur l'entrée anticipée des saisonniers de la construction pour lesquels les contingents cantonaux seront imputés.

3. Conclusion

Les cantons, les partis et les associations faïtières patronales et syndicales sont invités, comme par le passé, à participer à la consultation qui devrait être close au 23 août 1990.

Le Conseil fédéral devrait se prononcer sur l'arrêté définitif au début du mois d'octobre.

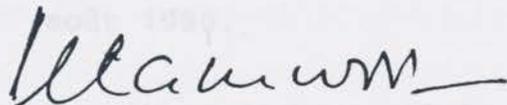
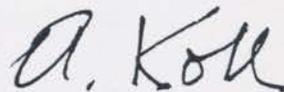
La modification doit entrer en vigueur le 1er novembre 1990.

Suite au rapport, ci-joint, du groupe de travail interdépartemental chargé d'examiner la question de savoir si la Turquie pouvait être reconnue comme "région traditionnelle de recrutement", il est proposé de maintenir le principe de son exclusion desdites régions.

Nous vous proposons de prendre la décision ci-jointe.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

Annexes:

- Projet de décision du Conseil fédéral
- Projet de modification de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers
- Commentaires explicatifs au projet de modification
- Rapport final sur la révision des clefs de répartition
- Projet de lettre d'accompagnement destinée aux gouvernements cantonaux
- Projet de lettre d'accompagnement destinée aux partis politiques et organisations intéressées
- Communiqué de presse avec annexe
- Rapport sur la question "La Turquie, région traditionnelle de recrutement ?"

Extrait du procès-verbal à:

- DFEP 9 (SG 4, OFIAMT 5)
- DFJP 8 (SG 3, OFE 5)

Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère 1990/91
Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

Vu la proposition des DFEP et DFJP du 22 mai 1990

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé :

1. Il est pris acte du projet de modification de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers et des commentaires explicatifs et rapport l'accompagnant.
2. Le Département fédéral de l'économie publique et le Département fédéral de justice et police sont autorisés à ouvrir la consultation auprès des gouvernements cantonaux, partis politiques et organisations intéressées.
3. Le délai de la procédure de consultation expire le 23 août 1990.
4. La Chancellerie fédérale annonce l'ouverture de la procédure de consultation dans la Feuille fédérale.
5. Il est pris acte des conclusions du rapport du groupe de travail interdépartemental chargé d'examiner la question de "La Turquie, région traditionnelle de recrutement?", qui sont approuvées.

Pour extrait conforme,
Le secrétaire

Ordonnance
limitant le nombre des étrangers
(OLE)

Modification du

Le Conseil fédéral suisse
arrête :

I

L'Ordonnance du 6 octobre 1986⁽¹⁾ limitant le nombre des étrangers est modifiée comme suit:

Art. 13, let. d, chiffres 3-5, let. m

Ne sont pas comptés dans les nombres maximums :

d. Les étrangers qui n'exercent au total une activité en Suisse que durant quatre mois au maximum par année civile:

3. Qu'ils n'ont pas déjà travaillé en Suisse l'année précédente comme saisonniers (art. 16) pendant plus de sept mois

4. Que les autorisations ne sont accordées aux entreprises saisonnières (art. 16, 2e et 3e al.) que durant la saison ou une période de pointe;

(1) RS 823.21

5. Que la totalité des étrangers occupés durant ces courtes périodes ne dépasse que dans des cas justifiés d'exception, le quart de l'effectif total du personnel de l'entreprise;

m. Les élèves et étudiants des établissements d'enseignement supérieur, des écoles professionnelles ou des écoles de métiers qui suivent, en Suisse, un enseignement à plein temps avec un stage pratique obligatoire, lorsque le stage ne représente pas plus de la moitié de la formation totale;

Art. 15, 4e al., let. b

⁴Lorsqu'il s'agit d'activités d'une durée limitée, l'OFIAMT peut prendre des décisions pour des autorisations de séjour d'une durée limitée en faveur :

b) De dirigeants ou spécialistes qualifiés de sociétés dont l'activité se développe essentiellement sur le plan international, qui sont transférés au sein du groupe;

Art. 17, 2e al.

²S'il existe des besoins urgents d'importance nationale ou de grande importance régionale ou s'il s'agit de cas spéciaux, les saisonniers concernés pourront, sur décision des offices cantonaux de l'emploi compétents pour l'attribution des unités du contingent ou de l'OFIAMT, être autorisés à prendre leur emploi plus tôt.

Art. 20 Nombres maximums dont disposent les cantons

¹Les cantons peuvent délivrer des autorisations de séjour jusqu'à concurrence du nombre maximum fixé dans l'appendice 3, 1er alinéa, lettre a :

- a. Pour six mois au maximum, à des étrangers venant exercer en Suisse une activité lucrative de courte durée;
- b. Pour dix-huit mois au maximum, à des jeunes gens au pair;
- c. Pour dix-huit mois au maximum, à de jeunes travailleurs qualifiés des professions de la santé qui ont acquis leur formation à l'étranger et désirent parfaire les connaissances professionnelles acquises.

²Les besoins de la santé publique doivent en principe être pris en considération dans les limites des nombres maximums des cantons.

Art. 25, 1er, 3e et 4e al.

¹Les autorisations à l'année accordées pour des activités de durée limitée (art. 15, 4e al.) peuvent être prolongées seulement pour des raisons impératives, sur décision de l'OFIAMT.

³Les autorisations pour des séjours de courte durée selon l'article 20, 1er alinéa, lettre a ne peuvent pas être prolongées.

⁴Les autorisations pour des séjours de courte durée selon l'article 20, 1er alinéa, lettres b et c ainsi que selon l'article 21 peuvent être prolongées au maximum jusqu'à une durée totale de dix-huit mois.

Art. 26, 3e al.

³Un étranger peut recevoir une seule fois une autorisation pour un séjour de perfectionnement (art. 20, 1er al., let. c, art. 21, 2e al., et art. 22).

Art. 49, 1er al., let. a.^{ter}

¹Les offices cantonaux de l'emploi sont compétents en matière de :

a.^{ter} Décisions relatives à l'entrée anticipée de saisonniers du secteur de la construction (art. 17, 2e al.), si les autorisations ont été imputées sur les nombres maximums des cantons.

Art. 50, let. a, c et e

L'OFIAMT est compétent en matière de :

- a. Approbations pour le retour après un séjour prolongé à l'étranger (art. 13, let. i, ch. 2);
- c. Décisions relatives à l'entrée anticipée de saisonniers du secteur de la construction (art. 17, 2e al.), si les autorisations sont imputées sur le nombre maximum de la Confédération.
- e. Décisions relatives à la prolongation d'autorisations à l'année pour des activités de durée limitée (art. 25, 1er al.), d'autorisations de courte durée (art. 25, 4e al.) et d'autorisations pour stagiaires (art. 25, 5e al.);

II

La nouvelle version des appendices 1 à 3 figure en annexe.

III

La présente modification entre en vigueur le 1er novembre 1990.

102	Schaffhouse	1'372
103	Appenzell A.O.-Ext.	922
104	Appenzell A.O.-Int.	387
105	Saint-Gall	47
106	Grisons	122
107	Argovie	
108	Tessin	
109	Vaud	
110	Vallée	
111	Neuchâtel	
112	Geneve	
113	Jura	

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération

Le chancelier de la Confédération

Appendice 1
(Art. 14 et 15)

¹Les nombres maximums des autorisations à l'année initiales permettant d'exercer une activité lucrative sont fixés à 12'006 au total :

a. Nombres maximums pour les cantons : 8'006

Zurich	1'372	Schaffhouse	106
Berne	925	Appenzell Rh.-Ext.	107
Lucerne	387	Appenzell Rh.-Int.	28
Uri	47	Saint-Gall	404
Schwyz	152	Grisons	310
Unterwald-le-Haut	50	Argovie	487
Unterwald-le-Bas	37	Thurgovie	244
Glaris	77	Tessin	293
Zoug	111	Vaud	687
Fribourg	243	Valais	308
Soleure	241	Neuchâtel	264
Bâle-Ville	292	Genève	516
Bâle-Campagne	237	Jura	81

b. Nombre maximum pour la Confédération : 4'000

Le nombre maximum de 4'000 n'est libéré que jusqu'à concurrence de 3'000.

²Les nombres maximums sont valables du 1er novembre 1990 au 31 octobre 1991.

³S'ils ne sont pas encore épuisés, les nombres maximums, libérés conformément à la modification du 18 octobre 1989⁽¹⁾

(1) RO 1989 2234

Appendice 2

(Art. 18 et 19)

¹L'effectif maximum des saisonniers est fixé à 110'000 pour toute la Suisse: cet effectif ne devra pas être dépassé à aucun moment.

²Les nombres maximums des autorisations saisonnières sont fixés à 163'750 au total:

a. *Nombres maximums pour les cantons : 153'750*

Zurich	15'187	Schaffhouse	768
Berne	16'890	Appenzell Rh.-Ext.	980
Lucerne	6'714	Appenzell Rh.-Int.	445
Uri	1'489	Saint-Gall	6'768
Schwyz	2'905	Grisons	25'374
Unterwald-le-Haut	1'961	Argovie	5'356
Unterwald-le-Bas	1'182	Thurgovie	3'294
Glaris	1'129	Tessin	9'201
Zoug	1'554	Vaud	14'152
Fribourg	2'918	Valais	16'852
Soleure	2'189	Neuchâtel	2'110
Bâle-Ville	2'554	Genève	8'506
Bâle-Campagne	2'263	Jura	1'009

b. *Nombre maximum pour la Confédération : 10'000*

³Les nombres maximums sont valables du 1er novembre 1990 au 31 octobre 1991.

⁴Les autorisations accordées à des saisonniers qui arrivent en Suisse après le 31 octobre 1990 sont imputées sur les nombres maximums de 1990/91, même si les demandes ont été présentées et traitées avant cette date.

Appendice 3
(Art. 20 et 21)

¹Les nombres maximums des autorisations pour des séjours de courte durée sont fixés à 15'002 au total:

a. *Nombres maximums pour les cantons : 9'002*

Zurich	1'544	Schaffhouse	119
Berne	1'041	Appenzell Rh.-Ext.	114
Lucerne	436	Appenzell Rh.-Int.	30
Uri	53	Saint-Gall	454
Schwyz	171	Grisons	349
Unterwald-le-Haut	57	Argovie	548
Unterwald-le-Bas	42	Thurgovie	275
Glaris	86	Tessin	329
Zoug	125	Vaud	773
Fribourg	274	Valais	346
Soleure	271	Neuchâtel	297
Bâle-Ville	329	Genève	581
Bâle-Campagne	267	Jura	91

b. *Nombre maximum pour la Confédération : 6'000*

²Les nombres maximums sont valables du 1er novembre 1990 au 31 octobre 1991.

³S'ils ne sont pas encore épuisés, les nombres maximums, libérés conformément à la modification du 18 octobre 1989⁽³⁾ de l'ordonnance du Conseil fédéral et destinés à l'octroi d'autorisations de courte durée, ne pourront plus être utilisés après le 31 octobre 1990.

(3) RO 1989 2234

Commentaires explicatifs au projet de modification
de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers

I

Art.13, let. d Exceptions

La formulation nouvelle constitue une adaptation d'une importance somme toute relative de la modification adoptée l'année passée. Elle s'impose du fait des expériences faites jusqu'ici.

Le chiffre 3 actuel s'est révélé être trop restrictif et peut avoir des conséquences négatives pour les travailleurs que l'on voulait protéger. Afin de ne pas interrompre la maturation des droits acquis à la transformation de l'autorisation saisonnière en autorisation à l'année, il suffit de proscrire l'octroi de telles autorisations à ceux qui ont déjà travaillé l'année précédente, comme saisonniers, pendant plus de 7 mois. Cette limite temporelle tient compte également des périodes de vacances éventuellement reportées à la fin de la saison.

Pour les établissements à double saison, le fait de limiter, au chiffre 4, à une seule saison la possibilité de recourir à cette catégorie de travailleurs ne tient pas dûment compte des besoins réels des établissements saisonniers sis dans les régions touristiques et de montagne, car leur activité pourrait être entravée pendant une des deux saisons principales. Cette restriction est par conséquent abrogée.

On a par contre introduit, au chiffre 5, une limitation quantitative par entreprise, afin d'empêcher un recours exagéré ou abusif à cette catégorie de travailleurs. Il faut donc que l'établissement à double saison dispose d'un personnel de base minimal pour pouvoir engager des étrangers avec des autorisations non contingentées.

Art. 13, let. m Exceptions

Il ne s'agit pas ici d'une modification matérielle, mais plutôt d'une délégation de compétence de l'OFIAMT aux autorités cantonales de l'emploi. Les élèves et étudiants qui suivent une formation à plein temps avec un stage pratique obligatoire ont été admis jusqu'ici hors contingentement si le stage n'excédait pas le tiers de la formation totale. Des durées de stage supérieures ont pu être autorisées seulement avec l'approbation de l'OFIAMT. Il s'agit en effet d'opérer une distinction entre la formation professionnelle en école et celle en entreprise qui est, elle, soumise aux mesures de contingentement.

Aujourd'hui on peut admettre généralement que, lorsque le stage obligatoire n'excède pas la moitié de la formation totale, celle-ci peut être suivie sans imputation des contingents.

Art. 15, 4e al, let. b Nombre maximum dont dispose
la Confédération
(activités de durée limitée)

Cette adaptation a pour but d'assouplir la réglementation lorsqu'il s'agit de transferts de cadres dirigeants ou de spécialistes au sein d'un groupe international. Une solution optimale se heurtant aux mesures de contingentement, il importe de mieux tenir compte des besoins croissants de mobilité au sein des entreprises actives sur le plan international. Parallèlement, il sera précisé dans les directives que la durée maximum du séjour pourra être portée de trois à quatre ans. A ce sujet il faut se reporter également à l'art. 25, 1er al.

Art. 17, 2e al. Date d'entrée pour les saisonniers
de la construction

La modification prévue est de nature administrative; elle transfère la compétence en matière d'entrées anticipées pour les saisonniers de la construction, de l'OFIAMT aux autorités cantonales de l'emploi. Les demandes aux fins d'obtenir ce type d'exception seront désormais traitées par les autorités compétentes en matière d'attribution des unités des contingents.

Art. 20 Nombres maximums dont disposent les cantons

La possibilité, à l'art. 20, 1er al., let. b, de prolonger les autorisations pour les jeunes gens au pair jusqu'à dix-huit mois a été retenue essentiellement aux fins d'une concordance avec le délai prévu à la lettre c, ainsi que d'un meilleur alignement sur la Convention du Conseil de l'Europe. Cette adaptation n'aura pas d'importantes conséquences du point de vue quantitatif.

La modification proposée à l'art. 20, 1er al., let. c apporte une innovation essentielle en ce qui concerne les séjours de perfectionnement dans les professions de la santé. En concordance avec le principe régissant l'octroi des autorisations à l'année selon lequel la compétence pour les demandes du secteur de la santé relève des cantons, il se justifie de leur attribuer également la responsabilité pour ce qui est des autorisations de courte durée. Cette délégation de l'OFIAMT aux cantons de l'exécution des mesures de contingentement entraînera, grâce à l'unicité de compétence sur le plan régional et cantonal, une accélération de l'exécution. Cette solution a été à différentes reprises, préconisée par plusieurs cantons.

Quant au fond, la disposition nouvelle correspond à la teneur de l'actuel art. 21, 2e al., let. c, à l'exception de l'obligation d'un placement par une association professionnelle. La modification tient compte des conditions actuelles dans le secteur de la santé.

L'art. 20, 2e al. est nouveau. Il correspond à l'art. 14, 3e al. qui fixe le même principe. Les cantons pourront donc octroyer, en pleine compétence et autonomie, des autorisations de courte durée pour le perfectionnement professionnel dans le secteur de la santé.

Art. 25, 1er, 3e et 4e al. Prolongations

La nouvelle teneur de l'art. 25, 1er al. signifie qu'en cas de nécessité, une prolongation imprévue du séjour d'un cadre transféré au sein d'un groupe international pourra être autorisée sans imputation nouvelle des nombres maximums. Une plus grande souplesse est ainsi assurée aux autorités compétentes.

Les 3e et 4e al. sont de simples adaptations formelles sans incidence sur la réglementation actuelle.

Art 26, 3e al. Renouvellements

Il s'agit ici aussi d'une simple adaptation formelle. Comme par le passé, des autorisations jusqu'à dix-huit mois au maximum aux fins du perfectionnement professionnel ne pourront être octroyées qu'une seule fois (art. 20 et 21).

Art. 49, 1er al., let. a^{ter} Offices cantonaux de l'emploi

Cette adjonction précise formellement la compétence pour les entrées anticipées de saisonniers du secteur de la construction (art. 17, 2e al. supra).

Art. 50, let. a, c et e OFIAMT

Il s'est agi ici également, de préciser formellement la compétence en relation avec les modifications matérielles opérées à l'art. 13, let. m (exceptions pour élèves et étudiants), à l'art. 17, 2e al. (entrée anticipée des saisonniers de la construction) et à l'art. 25.

II

Annexes 1-3 Nombres maximums

Le Conseil fédéral a chargé, l'année passée, l'OFIAMT et l'Office fédéral des étrangers de réexaminer avec les cantons la répartition des nombres maximums cantonaux pour les différentes catégories de séjour et de lui soumettre, pour décision, de nouvelles propositions. Le groupe de travail auquel participaient 11 cantons, après une étude approfondie, s'est prononcé à la majorité pour les solutions ci-après (pour des informations détaillées, voir le rapport final du groupe de travail).

Annexe 1 Autorisations à l'année

La base pour la clef de répartition est donnée par les chiffres annuels portant sur la totalité des personnes actives (Suisses et étrangers, sans les saisonniers). La répartition de base correspondante est pondérée et corrigée par trois éléments: l'effectif des frontaliers, des étrangers actifs et la migration intérieure. Afin d'assurer la continuité nécessaire sur le plan économique et de limiter les pertes consécutives à la modification, la variante principale propose de maintenir 70 % des contingents actuels et d'opérer la nouvelle répartition sur les 30 % restants. Cette solution comporte un relèvement de 1'006 unités des contingents cantonaux.

Annexe 2 Autorisations saisonnières

La base pour la clef de répartition est donnée par les chiffres annuels relatifs au total des personnes occupées (Suisses et étrangers, avec les saisonniers) dans les secteurs de l'agriculture, de la construction et de l'hôtellerie. La répartition de base concernant l'hôtellerie est encore pondérée par un facteur de fluctuation saisonnière (nombre de lits/nuitées) et un facteur de rotation (établissements à double-saison). Pour terminer, cette répartition générale est pondérée et corrigée par la dépendance des saisons et l'occupation des frontaliers.

Compte tenu de l'extrême tension régnant actuellement sur le marché de l'emploi, une telle répartition aurait entraîné des réductions insoutenables surtout pour les cantons non touristiques. Le groupe de travail propose donc de limiter les gains à 25 % au maximum et d'éviter des pertes pour tous. La variante principale suggère de reprendre 50 % des contingents actuels et d'opérer la nouvelle répartition sur les 50 % restants; cette solution implique un relèvement des contingents cantonaux de 7'025 unités, c'est-à-dire jusqu'à un nombre maximum de 153'750.

Annexe 3 Autorisations de courte durée

La répartition de ces contingents est opérée selon la clef valable pour les autorisations à l'année (cf. supra, Annexe 1).

	1990	1989		1990	1989		1990	1989	
Total	8'000	7'500	1'000	153'750 ²⁰	146'750	7'025	8'000	7'000	2'000
1	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
2	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
3	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
4	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
5	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
6	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
7	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
8	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
9	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
10	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
11	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
12	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
13	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
14	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
15	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
16	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
17	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
18	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
19	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
20	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
21	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
22	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
23	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
24	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
25	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
26	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
27	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
28	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
29	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
30	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
31	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
32	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
33	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
34	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
35	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
36	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
37	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
38	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
39	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
40	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
41	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
42	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
43	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
44	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
45	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
46	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
47	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
48	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
49	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
50	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
51	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
52	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
53	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
54	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
55	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
56	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
57	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
58	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
59	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
60	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
61	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
62	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
63	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
64	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
65	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
66	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
67	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
68	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
69	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
70	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
71	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
72	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
73	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
74	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
75	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
76	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
77	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
78	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
79	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
80	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
81	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
82	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
83	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
84	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
85	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
86	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
87	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
88	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
89	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
90	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
91	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
92	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
93	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
94	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
95	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
96	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
97	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
98	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
99	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0
100	100	100	0	1'000	1'000	0	100	100	0

Ausländerregelung 1990/91
Réglementation pour les étrangers 1990/91

Höchstzahlen der Kantone
für die Kontingentsperiode November 1990 - Oktober 1991

Nombres maximums de contingents par canton
Période novembre 1990 - octobre 1991

Kanton Canton	Erstmalige Jahresbewilligungen autorisations à l'année initiales			Saison- bewilligungen autorisations saisonnnières			Kurzaufenthalter- bewilligungen autorisations pour des séjours de courte durée		
	1990	1989	+	1990	1989	+	1990	1989	+
Total	8'006	7'000	1'006	153'750	146'725	7'025	9'002	7'000	2'002
ZH	1'372	1'162	210	15'187	15'187	0	1'544	1'162	382
BE	925	750	175	16'890	14'897	1'993	1'041	750	291
LU	387	273	114	6'714	5'564	1'150	436	273	163
UR	47	36	11	1'489	1'356	133	53	36	17
SZ	152	123	29	2'905	2'324	581	171	123	48
OW	50	44	6	1'961	1'569	392	57	44	13
NW	37	26	11	1'182	1'109	73	42	26	16
GL	77	70	7	1'129	1'129	0	86	70	16
ZG	111	74	37	1'554	1'554	0	125	74	51
FR	243	177	66	2'918	2'334	584	274	177	97
SO	241	207	34	2'189	2'189	0	271	207	64
BS	292	253	39	2'554	2'554	0	329	253	76
BL	237	228	9	2'263	2'263	0	267	228	39
SH	106	105	1	768	768	0	119	105	14
AR	107	107	0	980	966	14	114	107	7
AI	28	28	0	445	356	89	30	28	2
SG	404	336	68	6'768	6'768	0	454	336	118
GR	310	310	0	25'374	24'871	503	349	310	39
AG	487	414	73	5'356	5'234	122	548	414	134
TG	244	229	15	3'294	3'026	268	275	229	46
TI	293	276	17	9'201	9'201	0	329	276	53
VD	687	645	42	14'152	14'152	0	773	645	128
VS	308	281	27	16'852	15'790	1'062	346	281	65
NE	264	264	0	2'110	2'110	0	297	264	33
GE	516	507	9	8'506	8'506	0	581	507	74
JU	81	75	6	1'009	948	61	91	75	16

Rapport final sur la révision des clefs de répartition
(autorisations à l'année et de courte durée et autorisations
saisonnnières)

1. Introduction

En 1989, suite aux résultats de la consultation sur la révision de la réglementation de la main-d'oeuvre étrangère, ainsi qu'à la demande de la Conférence des directeurs cantonaux de l'économie publique, l'OFIAMT a été chargé de constituer un groupe de travail aux fins d'une révision des clefs de répartition (méthodes de calcul), en vigueur pour les contingents d'autorisations à l'année, de courte durée et saisonnières. Les nouvelles clefs devaient être le plus objectives possible et d'une application simple et claire. Le groupe de travail a tenu, entre le 26 octobre 1989 et le 2 avril 1990, 6 séances d'une demi-journée au cours desquelles les données devant servir à ce rapport final ont été examinées et discutées. La dernière révision des clefs de répartition remonte à 1986, mais elle avait porté uniquement sur les contingents pour les autorisations à l'année et de courte durée.

Composition du groupe de travail :

- D. Grossen, OFIAMT, président
- A. Villiger, OCIAMT Zurich
- K. Leiser, OCIAMT Berne
- H. Blümli, OCT Lucerne
- M. Marti, OCT Unterwald-le-Haut
- G. Curty, OCT Fribourg
- Mme Jaiser, OCIAMT Bâle-Campagne
- St. Frei, OCIAMT Saint-Gall
- P. Schwendener, OCIAMT Grisons
- H. Engler, OCIAMT Argovie
- R. Piccand, OCE Vaud
- M. Dini, OCT Valais
- A. Kipfer, OFE
- G. Steffen, K. Rohner, P. Chatelain,
U. Treuthardt et E. Williner, OFIAMT, secrétariat.

Les mécanismes et les méthodes d'évaluation pour chaque clef de répartition ont été développés et traités successivement au cours des séances. Les nombreux calculs de base ont été effectués par le représentant du Registre central des étrangers du même office. Le groupe de travail a examiné également les données fournies par différents cantons (ZH, BE, LU, OW, AG); celles-ci, après une discussion approfondie, ont été prises en compte dans la mesure où elles étaient compatibles avec la conception générale retenue.

2. Conditions et principes généraux

2.1 Conditions générales

Lors de ses travaux, le groupe chargé de la révision a dû tenir compte des circonstances et exigences suivantes :

- l'extrême diversité des structures de l'économie et de l'emploi dans les cantons, ainsi que leurs évolutions différentes;
- la difficulté à prendre en compte d'une manière conséquente, dans une clef de répartition, la situation et l'évolution de ces structures;
- les désirs des cantons d'augmenter leurs contingents;
- l'observance du principe de la stabilisation;
- la nécessité d'aboutir à une répartition plus plausible et objective des contingents totaux.

Cette brève énumération montre les difficultés auxquelles a été confronté le groupe de travail qui devait chercher de concilier des buts et exigences contradictoires. Il a été tout de suite évident que la volonté générale d'aboutir à de meilleures clefs de répartition comportait bien des éléments fondamentaux et justifiés, mais traduisait avant tout le désir d'obtenir des contingents plus élevés.

2.2 Principes

Le groupe de travail a recouru aux relevés statistiques par branches économiques. Les sources et données plus importantes utilisées ont été :

- le recensement fédéral des entreprises de 1985 et
- les données d'août 1989 du Registre central des étrangers.
- Les clefs et les contingents valables jusqu'ici, pour toutes les variantes qui ne prévoyaient pas une nouvelle répartition entièrement opérée selon les nouvelles clefs.

3. La clef de répartition pour les saisonniers

3.1 Éléments de base et pondération

Le groupe de travail a examiné un très large éventail d'éléments susceptibles d'être retenus, notamment ceux qui sont caractéristiques sur le plan structurel et ceux qui

renseignent sur l'évolution de ces mêmes structures. Certains d'entre eux ont cependant dû être écartés, après une évaluation approfondie des avantages et inconvénients qu'ils comportaient. En premier lieu, du fait que les données statistiques n'étaient pas toujours fiables et en second lieu, parce que la marge d'interprétation ne pouvait pas être clairement définie. Il a fallu écarter avant tout les éléments suivants : les nuitées dans la parahôtellerie, le produit agricole brut global par cultures, les subventions fédérales à l'agriculture, le taux de rotation dans la construction et l'agriculture (rapport entre les entrées et l'effectif des saisonniers occupés à un moment donné/période donnée), les indemnités pour cause d'intempéries versées par l'assurance chômage.

Pour calculer les différentes variantes servant de clef de répartition pour les saisonniers, le groupe de travail a retenu les éléments suivants :

- Suisses et étrangers occupés dans l'agriculture;
- Suisses et étrangers occupés dans la construction;
- Suisses et étrangers occupés dans l'hôtellerie;
- Fluctuations saisonnières dans l'hôtellerie, calculées d'après les données relatives au nombre de lits disponibles et aux nuitées (cf. Tableau 2.10.90.01);
- Taux de rotation dans l'hôtellerie (problème des établissements à double saison);
- Caractère saisonnier des économies cantonales, donné par le rapport entre le total des personnes occupées dans le canton et celui des personnes occupées dans les branches saisonnières correspondantes;
- Occupation des frontaliers (10 % de l'effectif des frontaliers).

3.2 Nouvelle clef de répartition pour les saisonniers

De nombreux calculs ont été effectués à partir des éléments susindiqués. Des variantes retenant une plus forte pondération des frontaliers ont également été calculées.

La méthode de calcul retenue pour la clef de répartition et pour les contingents ressort clairement des tableaux correspondants annexés.

Il faut cependant relever qu'ici figurent en premier lieu les résultats obtenus en appliquant la nouvelle clef de répartition à la totalité des contingents: solution qui d'un point de vue objectif, aurait été la plus logique. Il est

fait référence dans ce cas aux tableaux 2.10.90.01, 2.20.90.01 et 2.00.21. Les résultats de ce nouveau calcul révèlent, par rapport aux contingents actuels, les variations extrêmes ci-après :

BE	+ 3.998	+ 26.84 %	ZH	- 4.356	- 28.68 %
FR	+ 2.509	+ 107.51 %	GE	- 4.247	- 49.92 %
VS	+ 2.153	+ 13.63 %	VD	- 2.394	- 16.92 %
LU	+ 1.770	+ 31.81 %	BS	- 1.035	- 40.52 %
GR	+ 1.032	+ 4.15 %	TI	- 743	- 8.07 %
SZ	+ 956	+ 41.13 %	BL	- 596	- 26.33 %
OW	+ 912	+ 58.10 %	NE	- 513	- 24.30 %

Sur la base de ces résultats, le groupe de travail a dû conclure qu'une répartition appliquant la nouvelle clef à la totalité des nombres maximums ne permettait pas d'aboutir à une solution réaliste, car elle aurait nécessairement conduit à de sérieuses difficultés d'exécution dans les cantons les plus touchés par des réductions. Le groupe de travail était néanmoins conscient des avantages indiscutables que la nouvelle méthode présentait par rapport à celle en vigueur jusqu'ici, car de toute évidence elle reflétait plus exactement le caractère saisonnier des économies cantonales. Le groupe a donc décidé d'examiner un certain nombre de sous-variantes qui auraient repris partiellement les anciens contingents et opéré la répartition selon la nouvelle clef uniquement sur une part du nombre maximum total attribué aux cantons. La nouvelle répartition aurait pu porter sur des nombres correspondant à une part du total comprise dans une fourchette variant entre 10 % et 90 %. Après de vives discussions, le groupe de travail s'est prononcé pour cette

Variante principale de nouvelle clef de répartition :

La nouvelle répartition des nombres maximums pour les saisonniers est ainsi opérée à partir des nouveaux éléments de base retenus, auxquels viennent s'ajouter les principes suivants :

- Nouvelle répartition portant sur le 50 % des anciens contingents, afin de se rapprocher progressivement des données réelles;
- Evitement des pertes (garantie des acquis);
- Plafonnement des gains à 25 %.

Le déroulement du calcul et les résultats détaillés figurent aux tableaux 2.00.01 et 3.00.01. Leur analyse fait ressortir les particularités suivantes :

- Le nombre total des unités saisonnières à répartir a été augmenté de 7.025, c'est-à-dire qu'il a passé de 146.725 à 153.750. On a pu ainsi assurer les acquis et par la limite imposée aux gains, atteindre les nombres maximums cantonaux malgré la correction nécessaire. Un transfert d'unités du contingent fédéral à ceux des cantons a été rejeté (flexibilité du système limitatif).
- Il a été ainsi possible d'assurer les acquis à 12 cantons dont ZH, TI, VD, NE et GE, alors que 14 cantons et en particulier BE, LU, FR et VS bénéficient d'une augmentation contenue de leurs contingents.

Etat actuel	Augmentation	Absolue	en %
ZH	BE	1.992	13.37
GL	LU	1.149	20.66
ZG	VS	1.062	6.73
SO	FR	584	25.00
BS	SZ	581	25.00
BL	GR	503	2.02
SH	OW	392	25.00
SG	TG	268	8.87
TI	UR	133	9.81
VD	AG	122	2.34
NE	AI	89	25.00
GE	NW	73	6.57
	JU	61	6.43
	AR	14	1.45

- Les critères retenus, à savoir une nouvelle répartition limitée à 50 %, l'évitement des pertes et un plafond pour les gains comportent surtout pour les cantons de SZ, OW et FR des pertes de gains relativement importantes.

En relation avec la nouvelle méthode de calcul, il faut relever pour conclure, que si l'on avait procédé à une nouvelle répartition portant sur la totalité des nombres maximums, il aurait fallu, en respectant les principes retenus pour les pertes et les gains, augmenter les contingents globaux de 11.272 unités.

Bilan de l'opération de révision de la clef de répartition pour les autorisations saisonnières

Eu égard à l'impératif politique de limitation et aux aspects techniques inhérents à la répartition, le groupe de travail estime que la variante principale, expliquée ci-dessus et présentée par les tableaux 2.10.90.01. 2.20.90.01, 2.00.01 et 3.00.01 (50 % de nouvelle répartition, pertes = 0, gains = 25 % au maximum et augmentation du nombre total de 7.025), doit être tenue pour la meilleure parmi toutes celles qui ont été étudiées. Il recommande par conséquent de l'adopter et l'appliquer.

4. La clef de répartition pour les autorisations à l'année

4.1 Eléments de base et pondération

Pour l'élaboration d'une nouvelle clef de répartition pour les autorisations à l'année, le groupe de travail a suivi la même méthode que pour les autorisations saisonnières. Il a tout d'abord recherché les éléments de base nécessaires, puis les a discutés, évalués et sélectionnés. Les cantons universitaires et ceux qui ont des charges importantes sur le plan de la santé publique ont proposé de procéder en leur faveur et selon des critères déterminés, à une première répartition d'une certaine part des contingents (5 à 10 %) et de répartir seulement les nombres restants selon la clef révisée. Le groupe de travail n'a pas retenu cette proposition car force est d'admettre que la santé publique pose des problèmes pratiquement dans tous les cantons. Une série d'autres éléments ont également été jugés inappropriés : l'évolution de l'occupation dans les cantons mesurée par l'indice de l'emploi, la situation du marché de l'emploi des cantons et en particulier les données relatives aux chômeurs.

Il faut cependant relever que certains aspects de ces éléments finalement écartés ont néanmoins pu être pris en considération par le biais de ceux qui ont été retenus; pour ce qui est de la situation du marché de l'emploi, il faut également relever que les éléments qui la déterminent sont très variés et qu'elle dépend, entre autres, d'une structure sociale qui s'est développée lentement et qui peut difficilement être influencée.

Pour calculer les nombreuses variantes de clef pour les résidents (et les séjours de courte durée), le groupe de travail a décidé finalement de retenir les critères ci-après

- Total des actifs (sans les saisonniers);
- Correctif "occupation d'étrangers" (permis B + C);
- Correctif "migrations intérieures" (permis B);
- Correctif "occupation de frontaliers".

Le groupe de travail a consacré beaucoup de temps au problème du dosage des différents correctifs. Il a fallu procéder à un grand nombre de calculs et d'analyses de résultat, en combinant de différentes manières les correctifs et les dosages.

En se fondant sur les données obtenues, le groupe a pu s'accorder pour les pondérations suivantes :

- Le correctif "occupation d'étrangers" a été limité à 20%. Il est ainsi possible de tenir dûment compte des structures économiques et sociales déjà développées, tout en accordant aux cantons avec une faible proportion d'étrangers une compensation adéquate.
- Le correctif "migrations intérieures" a été pondéré à 10%. Ici, seules les migrations intérieures des résidents ont été prises en considération. La pondération relativement faible de ce correctif s'explique par la situation parfois insatisfaisante des données numériques et par le fait que les cantons qui sont bénéficiaires sur le plan des migrations intérieures n'accueillent pas nécessairement les travailleurs qui correspondent le mieux à leurs besoins.
- Pour ce qui est du nombre des frontaliers occupés, il a été décidé de répartir entre les cantons de la Suisse intérieure, les unités déduites aux cantons frontaliers, à raison de 3 ‰. La discussion a porté sur l'importance de la pondération à l'intérieur d'une fourchette se situant entre 1 et 5 ‰. En choisissant une voie moyenne de 3 ‰, on a adopté un procédé de répartition s'apparentant à celui d'un pool. Malgré cette pondération moyenne, les effets du correctif sont importants. Il faut, dans ce domaine, prendre en compte, entre autres, le fait que le réservoir de personnel frontalier fait défaut aux cantons de la Suisse intérieure aussi pour les emplois moins qualifiés.

Un système de pool intégral suppose que tous les cantons frontaliers apportent au pool, une part déterminée d'unités en relation avec leur effectif de frontaliers et que par la suite ce nombre soit redistribué de nouveau à tous les cantons selon la répartition de base. Ce système aurait permis d'atténuer les pertes des cantons dont l'effectif de frontaliers est moins important.

4.2 Nouvelle clef de répartition pour les résidents

Ici aussi, on a examiné en premier lieu, les résultats que l'on obtient en répartissant le total de 7.000 unités (nombres maximums cantonaux actuels), avec la nouvelle méthode de calcul.

Le déroulement de l'opération et les détails complets du calcul figurent aux tableaux P.02.100, 1.02.100 et 2.02.100

Les résultats de cette nouvelle répartition font apparaître d'importantes différences par rapport à la situation actuelle :

LU	+ 220	+ 80.55 %	GE	- 185	- 36.45 %
BE	+ 199	+ 26.50 %	VD	- 146	- 22.64 %
ZH	+ 129	+ 11.12 %	GR	- 129	- 41.46 %
FR	+ 119	+ 67.45 %	NE	- 110	- 41.70 %
ZG	+ 77	+ 104.49 %	BL	- 69	- 30.12 %
SG	+ 57	+ 17.00 %	TI	- 66	- 23.94 %
AG	+ 42	+ 10.04 %	AR	- 62	- 57.98 %

Bien que la variante de répartition ci-dessus prenne bien en compte les aspects économiques et la présence des étrangers, elle n'est pas, malgré sa logique, satisfaisante sur le plan des résultats auxquels elle aboutit. Cependant, pour les résidents, on ne voulait pas, en principe, travailler en posant des conditions relatives aux pertes et aux gains comme pour les saisonniers: le nouveau mode de calcul devait déployer ses effets le plus fidèlement possible. Il a donc été convenu de refaire la répartition, mais en partant d'un total de 8.000. Les résultats obtenus figurent au tableau 4.02.100. De cette manière, les variations négatives ont pu être corrigées, mais seulement dans une faible mesure.

Il a par conséquent été décidé de procéder au calcul de variantes supplémentaires en utilisant les mêmes éléments de base et correctifs, mais en variant les parts reprises des anciens contingents et celles soumises à une nouvelle répartition. Les variantes qui devaient se révéler les plus intéressantes ont été celles opérant une nouvelle répartition, l'une sur le 50 % et l'autre sur le 30 %.

Suite à la discussion au sein du groupe de travail et sur la base des résultats obtenus, les commentaires porteront avant tout sur la variante reprenant une nouvelle répartition limitée au 30 %. Deux constatations s'imposent :

- Avec une répartition portant sur 7.000 unités, 13 cantons essuyaient toujours des pertes par rapport à leurs contingents actuels; avec une réduction de 17,4 %, le canton de AR était le plus fortement touché, suivi par AI avec 16.11 %. Le canton TI et tous les cantons romands, à l'exception de FR, sortaient encore une fois perdants.
- Avec une répartition portant sur 8.000 unités le nombre des "cantons perdants" passait à 2. Les réductions, en termes absolus et relatifs, se situaient dans une fourchette acceptable (AR : - 5.59 % et AI : - 4,12 %).

Les calculs et les résultats détaillés pour cette variante figurent aux tableaux P.02.030, 1.02.030, 2.02.030, 4.02.030.

Bilan de l'opération de révision de la clef de répartition pour les autorisations à l'année

- La nouvelle méthode de calcul est jugée, sans conteste, plus objective et simple que la précédente.
- Une répartition selon la nouvelle clef opérée sur le total des nombres maximums susciterait, en raison des réductions importantes qu'elle comporte, des réactions politiques qui en compromettraient l'adoption.
- Vu que les données servant de base de calcul et leur mise en oeuvre correspondent au but préconisé, il importe que les éléments de la nouvelle clef soient appliqués dans la plus large mesure possible.
- Le groupe de travail a par conséquent préféré la variante figurant au tableau P.02.030, même si certains cantons aurait accordé la préférence à une autre qui leur était plus favorable, mais qui aurait pénalisé un plus grand nombre d'entre eux. La variante privilégiée comporte une nouvelle répartition limitée au 30 % du total qui est relevé de 1.000 unités et passe à 8.000. Etant donné que les cantons également, doivent de plus en plus consacrer leurs unités aux travailleurs qualifiés, le groupe de travail a estimé qu'il était préférable de reporter à l'avantage des cantons, la libération supplémentaire d'unités du contingent fédéral possible aux termes de l'ordonnance.

5. La clef de répartition pour les séjours de courte durée

La clef de répartition pour les autorisations de courte durée est identique à celle pour les résidents. On peut donc formuler à son sujet des remarques analogues. Les résultats du calcul figurent aux tableaux de l'annexe 3.

6. Considérations finales

La préoccupation constante du groupe de travail a été de rechercher, pour les clefs de répartition, une solution nouvelle, plus objective mais surtout plus simple et facile pour ce qui est de son application ultérieure. Il a fallu pour ce faire, ajuster les intérêts particuliers et compréhensibles des différents membres du groupe à une conception globale synthétisant plusieurs objectifs d'ordre général. Les solutions auxquelles cette démarche a abouti s'appuient sur la base la plus large possible. Il importe cependant de souligner clairement que certains membres du groupe de travail se prononçant en tant que représentants de leur propre canton, ont dû, à certaines occasions, exprimer nettement leurs réserves. Celles-ci portaient cependant plus sur les résultats que sur la méthode même de calcul.

Ainsi qu'il a été expliqué et bien que souhaitable, toutes les nouvelles clefs n'ont pas été, pour des raisons plausibles, appliquées intégralement. La proposition définitive pour les saisonniers a retenu le principe d'une nouvelle répartition portant sur le 50 % du total. Les résultats ainsi obtenus ont dû être ultérieurement ajustés aux fins de l'élimination des pertes et de la limitation des gains à 25 % au maximum. Il a fallu de plus relever le nombre total à distribuer. Pour les résidents et les séjours de courte durée, l'application de la nouvelle clef a dû même être limitée au 30 % du total. Cette variante qui a pu déplaire à plusieurs membres du groupe de travail présente l'avantage de réduire à un minimum, le nombre des cantons perdants. Là également, il a fallu, aux fins de limiter les pertes, envisager une augmentation du nombre total.

En dépit de toutes les réserves exprimées, le groupe de travail est néanmoins parvenu à la conclusion que les clefs de répartition et nombres maximums actuels devaient être remplacés par les nouvelles méthodes de calcul proposées et par les nouveaux nombres résultant de la "nouvelle répartition partielle" opérée. Le groupe de travail estime en outre essentiel de relever le lien étroit existant entre les deux propositions de révision des clefs; il propose donc leur révision simultanée.

- Appendice 1 : Résultats comparatifs pour les saisonniers
- Appendice 2 : Résultats comparatifs pour les résidents
- Appendice 3 : Résultats comparatifs pour les autorisations de courte durée

Annexes : tableaux mentionnés dans le texte

OFIAMT, avril 1990

REVIDIERTER VERTEILUNGSSCHLUESSEL FUER SAISONARBEITER
SAISONNIERS: CLEF DE REPARTITION REVISEE

Arbeits- kantone	Kant. Kont. gemäss VO 1989/1990	Neuverteilung gemäss revidiertem Verteilungsschlüssel												Arbeits- kantone
		100 % neu verteilt ohne Korrekturen			50 % vert. mit Korrekt. *)			Differenz zu den bisherigen Kontingenten absolut			in Prozent			
		A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12			
CH	146725	146725	146725	153750	0	0	7025	0,00	0,00	4,79	CH			
ZH	15187	10031	12996	15187	-4356	-2191	0	-26,66	-14,43	0,00	ZH			
BE	14897	18895	16889	16889	3998	1992	1992	26,84	13,37	13,37	BE			
LU	5564	7334	6713	6713	1770	1149	1149	31,81	20,66	20,66	LU			
UR	1356	1513	1489	1489	157	133	133	11,56	9,81	9,81	UR			
SZ	2324	3280	2920	2905	956	596	581	41,13	25,66	25,00	SZ			
OW	1569	2481	2114	1901	912	545	392	56,10	34,70	25,00	OW			
NW	1109	1170	1182	1182	61	73	73	5,53	6,57	6,57	NW			
GL	1129	889	1041	1129	-240	-86	0	-21,27	-7,79	0,00	GL			
ZG	1554	1130	1383	1554	-424	-171	0	-27,30	-11,02	0,00	ZG			
FR	2334	4843	3763	2918	2509	1429	584	107,51	61,24	25,00	FR			
SO	2189	1975	2076	2189	-214	-113	0	-9,77	-5,15	0,00	SO			
BS	2554	1519	1910	2554	-1035	-644	0	-40,52	-25,20	0,00	BS			
BL	2263	1667	1913	2263	-596	-350	0	-26,33	-15,47	0,00	BL			
SH	768	725	725	768	-43	-43	0	-5,58	-5,65	0,00	SH			
AR	966	997	980	980	31	14	14	3,18	1,45	1,45	AR			
AI	356	649	502	445	293	146	89	82,33	41,13	25,00	AI			
SG	6768	6023	6643	6768	-145	-125	0	-2,14	-1,85	0,00	SG			
GR	24871	25903	25374	25374	1032	503	503	4,15	2,02	2,02	GR			
AG	5234	5573	5356	5356	339	122	122	6,47	2,34	2,34	AG			
TG	3026	3615	3294	3294	589	208	268	19,47	8,87	8,87	TG			
TI	9201	8458	8635	9201	-743	-566	0	-8,07	-6,16	0,00	TI			
VD	14152	11758	12896	14152	-2394	-1256	0	-16,92	-8,87	0,00	VD			
VS	15790	17943	16852	16852	2153	1062	1062	13,63	6,73	6,73	VS			
NE	2110	1597	1835	2110	-513	-275	0	-24,30	-13,02	0,00	NE			
GE	8506	4259	6232	8506	-4247	-2274	0	-49,92	-26,73	0,00	GE			
JU	948	1097	1009	1009	149	61	61	15,78	6,43	6,43	JU			

*) 1. Verluste = 0
2. Gewinne höchstens 25 %
3. 50 Prozent neu verteilt

REVIDERTER VERTEILUNGSSCHLUESSEL FUER JAHRESAUFEHTHALTER
RESIDENTS: CLEF DE REPARTITION REVISEE

Arbeits- kantone	Kant.Kont. gemäss VO 1949/1900	Neuverteilung von 7000 Einheiten gemäss revidiertem Verteilungsschlüssel												Arbeits- kantone			
		100 % nach neuem Schlüssel			50 % verteilt			30 %			Differenz zu den bisherigen Kontingenzen						
		A	B	C	A	B	C	A	B	C	absolut VARIANTE				in Prozent VARIANTE		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
CH	7000	7000	7000	7000	7000	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	CH				
ZH	1162	1227	1291	1201	129	65	39	0	0,00	11,12	5,50	3,34	ZH				
BE	750	849	810	810	199	98	60	0	26,50	13,25	7,95	7,95	BE				
LU	273	383	493	339	220	110	66	0	80,56	40,27	24,16	24,16	LU				
UR	36	44	53	41	17	8	5	0	45,96	22,98	13,79	13,79	UR				
SZ	123	139	156	133	33	16	10	0	26,50	13,25	7,95	7,95	SZ				
OW	44	44	44	44	0	0	0	0	0,21	0,12	0,07	0,07	OW				
NW	26	37	48	33	22	11	7	0	86,41	43,20	25,92	25,92	NW				
GL	70	65	60	67	-10	-5	-3	0	-14,48	-7,24	-4,34	-4,34	GL				
ZG	74	113	151	97	77	39	23	0	104,49	52,25	31,35	31,35	ZG				
FR	177	237	296	213	119	60	36	0	67,45	33,73	20,24	20,24	FR				
SO	207	213	220	211	13	6	4	0	6,19	3,09	1,86	1,86	SO				
BS	253	258	262	256	9	5	3	0	3,70	1,85	1,11	1,11	BS				
BL	228	159	194	207	69	34	21	0	30,12	15,06	9,04	9,04	BL				
SH	105	64	64	93	-41	-20	-12	0	-38,78	-19,39	-11,63	-11,63	SH				
AR	107	45	45	76	-62	-31	-19	0	-57,98	-28,99	-17,40	-17,40	AR				
AI	28	13	13	20	-15	-8	-5	0	-53,69	-20,84	-16,11	-16,11	AI				
SG	336	393	365	353	57	29	17	0	17,00	8,50	5,10	5,10	SG				
GR	310	181	181	246	-129	-64	-39	0	-41,46	-20,73	-12,44	-12,44	GR				
AG	414	456	435	426	42	21	12	0	10,04	5,02	3,01	3,01	AG				
TG	229	178	178	203	-51	-26	-15	0	-22,31	-11,15	-6,69	-6,69	TG				
TI	276	210	210	243	-33	-20	-20	0	-23,94	-11,97	-7,18	-7,18	TI				
VO	645	499	499	572	-146	-73	-44	0	-22,64	-11,32	-6,79	-6,79	VO				
VS	281	242	242	269	-39	-19	-12	0	-13,83	-6,91	-4,15	-4,15	VS				
NE	304	164	164	209	-110	-65	-33	0	-41,70	-20,85	-12,51	-12,51	NE				
GE	507	322	322	415	-185	-92	-65	0	-30,45	-16,22	-10,93	-10,93	GE				
JU	75	60	60	67	-15	-8	-5	0	-20,16	-10,08	-6,05	-6,05	JU				

REVIDIERTER VERTEILUNGSSCHLUESSEL FUER KURZAUFENTHALTER
SEJOURS DE COURTE DUREE: CLEF DE REPARTITION REVISEE

Arbeits- kantone	Kant. Kont. gemäss VO 1989/1990	Neuverteilung von 7000 Einheiten gemäss revidiertem Verteilungsschlüssel												Arbeits- kantone
		100 % nach neuem Schlüssel verteilt			50 % 30 %			Differenz zu den bisherigen Kontingenzen						
		A	U	C	A	U	C	A	B	C	A	B	C	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	CH		
CH	7000	7000	7000	7000	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	CH		
ZH	1162	1291	1227	1201	129	65	39	11,12	5,56	3,34	3,34	ZH		
BE	750	949	849	810	199	99	60	26,50	13,25	7,95	7,95	BE		
LU	273	493	383	339	220	110	66	80,55	40,27	24,16	24,16	LU		
UR	36	53	44	41	17	8	5	45,96	22,98	13,79	13,79	UR		
SZ	123	156	139	133	33	16	10	26,50	13,25	7,95	7,95	SZ		
OW	44	44	44	44	0	0	0	0,21	0,12	0,07	0,07	OW		
NW	26	48	37	33	22	11	7	86,41	43,20	25,92	25,92	NW		
GL	70	60	65	67	-10	-5	-3	-14,48	-7,24	-4,34	-4,34	GL		
ZG	74	151	113	97	77	39	23	104,49	52,25	31,35	31,35	ZG		
FR	177	296	237	213	119	60	36	67,45	33,73	20,24	20,24	FR		
SO	207	220	213	211	13	6	4	6,19	3,09	1,86	1,86	SO		
BS	253	262	258	256	9	5	3	3,70	1,85	1,11	1,11	BS		
BL	228	159	194	207	69	34	21	30,12	15,06	9,04	9,04	BL		
SH	105	64	85	93	-41	-20	-12	-38,78	-19,39	-11,63	-11,63	SH		
AR	107	45	76	88	-62	-31	-19	-57,96	-28,99	-17,40	-17,40	AR		
AI	28	13	20	23	-15	-8	-5	-53,69	-26,84	-16,11	-16,11	AI		
SG	336	393	365	353	57	29	17	17,00	8,50	5,10	5,10	SG		
GR	310	181	246	271	-129	-64	-39	-41,46	-20,73	-12,44	-12,44	GR		
AG	414	456	435	428	42	21	12	10,04	5,02	3,01	3,01	AG		
TG	229	178	203	214	-51	-26	-15	-22,31	-11,15	-6,09	-6,09	TG		
TI	276	210	243	256	-66	-33	-20	-23,04	-11,97	-7,18	-7,18	TI		
VD	645	499	572	601	-146	-73	-44	-22,64	-11,32	6,79	6,79	VD		
VS	281	242	262	269	-39	-19	-12	-13,83	-6,91	-4,15	-4,15	VS		
NE	264	154	209	231	-110	-55	-33	-41,70	-20,85	-12,51	-12,51	NE		
GE	507	322	415	452	-185	-92	-55	-36,45	-18,22	-10,93	-10,93	GE		
JU	75	60	67	70	-15	-8	-5	-20,16	-10,08	-6,05	-6,05	JU		

Grundlagen Saisonniers-
Verteilungsschlüssel

bases pour clef de
répartition: saisonniers

NA 09.02.1990 TABELLE 2.20.90.01

A. TABELLETS: HAFT

F. Baugesetze

in d. Ländebesch. Vert. von
Atl. Schweizer u. Ausl. 26100
Ean- FR BZ 85/Ausl. 8.89 Einn.gen.
tone Absolut in Fol. 14

in Bauges. besch. Vert. von
Schweizer u. Ausl. 52700
CH BZ 85/Ausl. 8.89/Einn.gen. Ean-
Absolut in Fol. 31
tone

CH	17	18	19	20	21	22	CH
190973	100,00	28106	358253	100,00	52726	52726	
ZH	17020	8,91	2505	58246	16,26	8572	ZH
BE	37143	19,45	5466	43356	12,10	6301	BE
LU	14254	7,46	2098	16253	4,54	2392	LU
UP	1416	0,74	208	2546	0,71	375	UR
SZ	4129	2,16	608	5950	1,66	876	SZ
OW	1652	0,87	243	1750	0,49	258	OW
NW	1243	0,65	183	1682	0,47	248	NW
GL	1325	0,69	195	2157	0,60	317	GL
ZG	1791	0,94	264	4874	1,36	717	ZG
FR	11055	5,79	1627	9832	2,74	1447	FR
SO	4939	2,59	727	9240	2,58	1360	SO
BS	621	0,33	91	13319	3,72	1960	BS
BL	3698	1,94	544	9438	2,63	1389	BL
SH	2019	1,06	297	3133	0,87	461	SH
AR	1991	1,04	293	2141	0,60	315	AR
AI	1180	0,62	174	630	0,18	93	AI
SG	12351	6,47	1818	21893	6,11	3222	SG
GR	7497	3,93	1103	15027	4,19	2212	GR
AG	11915	6,24	1754	20958	5,85	3085	AG
TG	9681	5,07	1425	9853	2,75	1450	TG
TI	4790	2,51	705	25281	7,06	3721	TI
VD	17267	9,04	2541	30915	8,63	4550	VD
VS	12262	6,42	1805	18012	5,03	2651	VS
NE	3522	1,84	518	7694	2,15	1132	NE
GE	3002	1,57	442	21209	5,92	3121	GE
JU	3210	1,68	472	2864	0,80	422	JU

1) Ohne Forstwirtschaft

Saisonniers-Verteilungs-
 schlüssel revidiert:
 100% neu verteilt,
 ohne Einschränkungen

clef de répartition pour
 saisonniers, révisée:
 répartition des 100%,
 sans corrections

SA 09.02.1980 LAIM III (0.01)

B. Revidierter Verteilungsschlüssel
 (für Berücksichtigung des Saisonniersfaktors gemäss Tabelle 0.01)

Kant. gemäss VO 1988/1989	Landw. (Kol.19)	Haugew. (Kol.22)	Gastgew. (Kol.38)	Saisakt. (Kol.1)	Zusammen Kol.2 bis Kol.4 x Saisakt. (Kol.5)	Prozent von (Kol.6)	Prozent verteil von (Kol.7)	Wert von 146725 gem. Kol.7	Grenz- bestund Ende Aug. 1989 v. Kol.9	Kol.8 abzüglich (Kantone ohne Grenz- z. v. Kol.11)	Prozent verteil (Kol.12)	Verteil von 1634 Einheiten gemäss Kol.12	Kol.13	Kol.14	DIFFERENZ ZU DEN KONTINGENTEN 1988/1989	Absolut	in %	Arbeits- kantone
CH	146725	28106	52726	47960	148928	0	100,00	146725	163302	145091	21006	100,00	1634	146725	0	0,00	0,00	CH
ZH	15187	2505	8572	3812	11021	0	7,40	10858	2706	10831	0	0,00	0	10831	-4356	-28,68	ZH	
BE	14897	5466	6381	5724	19193	0	12,89	18909	1352	18895	0	0,00	0	18895	3998	26,84	BE	
LU	5564	2098	2392	1323	6907	0	4,64	6804	0	6804	6804	32,39	529	7334	1770	31,81	LU	
UR	1356	208	375	337	1425	0	0,96	1404	0	1404	1404	6,68	109	1513	157	11,56	UR	
SZ	2324	608	876	719	3089	0	2,07	3043	0	3043	3043	14,49	237	3280	956	41,13	SZ	
OW	1569	243	258	808	2336	0	1,57	2302	0	2302	2302	10,96	179	2481	912	56,10	OW	
NW	1109	183	248	326	1102	0	0,74	1036	0	1036	1036	5,17	84	1170	61	5,53	NW	
GL	1120	195	317	252	837	0	0,56	825	0	825	825	3,93	64	889	-240	-21,27	GL	
ZG	1554	204	717	261	1064	0	0,71	1048	0	1048	1048	4,99	82	1130	-424	-27,30	ZG	
FR	2334	1627	1447	384	4561	0	3,06	4494	0	4494	4494	21,39	349	4843	2509	107,51	FR	
SO	2189	727	1300	430	2010	0	1,36	1080	1142	1076	0	0,00	0	1076	-214	-9,77	SO	
BS	2554	91	1960	996	1798	0	1,21	1771	25218	1519	0	0,00	0	1519	-1035	-40,82	BS	
BL	2763	544	1389	343	1798	0	1,21	1771	10432	1667	0	0,00	0	1667	-596	-26,33	BL	
SH	768	297	461	163	781	0	0,52	769	4396	725	0	0,00	0	725	-43	-5,58	SH	
AR	966	293	315	204	1014	0	0,68	999	269	997	0	0,00	0	997	31	3,18	AR	
AI	366	174	83	88	659	0	0,44	649	21	649	0	0,00	0	649	293	82,33	AI	
SG	6768	1818	3222	2088	6829	0	4,59	6728	10535	6623	0	0,00	0	6623	-145	-2,14	SG	
GR	24871	1103	2212	11099	26317	0	17,67	25928	2524	25903	0	0,00	0	25903	1032	4,15	GR	
AG	5234	1754	3085	2027	5752	0	3,86	5667	9410	5573	0	0,00	0	5573	339	6,47	AG	
TG	3028	1425	1450	395	3722	0	2,50	3667	5221	3615	0	0,00	0	3615	589	19,47	TG	
TI	9201	705	3721	2852	8981	0	6,03	8848	38997	8458	0	0,00	0	8458	-743	-6,07	TI	
VD	14152	2541	4550	3959	12054	0	8,09	11875	11729	11758	0	0,00	0	11758	-2384	-16,92	VD	
VS	15790	1805	2651	6525	18241	0	12,25	17971	2856	17943	0	0,00	0	17943	2153	13,63	VS	
NE	2110	518	1132	360	1658	0	1,11	1634	3655	1597	0	0,00	0	1597	-513	-24,30	NE	
GE	8506	442	3121	2336	4630	0	3,11	4581	30154	4259	0	0,00	0	4259	-4247	-49,92	GE	
JU	948	472	422	150	1142	0	0,77	1125	2745	1097	0	0,00	0	1097	149	15,76	JU	

Tab. 2.00.21

Gewichtung: 0,00 0,00 0,00 0,00 0,00 0,00 0,00 100,00 100,00 100,00 10 Promille 146725
 Zur Beachtung: Erlaubte Einwanderung gemäss Rotationsfaktor 143264 Effektiver erreichbarer Höchstbestand (August) 119550
 Geplante Einreiseziffer (einschl. ÜBGA-Kont.) 156725 Mögliche Ueberschreitung..... 10334

Saisonniers-Verteilungs-
schlüssel revidiert:
50% neu verteilt

clef de répartition pour
saisonniers, révisée:
répartition des 50%

R Revidierter Verteilungsschlüssel

(Bei Berücksichtigung des Saisonstichtags gemäss Tabelle 0.01)

Arb kant	Kant.Kont.	Neue Berechnungsgrundlagen gemäss VO 1988/1989	Landw. (Kol.19)	Baugew. (Kol.22)	Gastgew. (Kol.38)	Zusammen Kol.2 bis Kol.4 x Statist.	Kol.5	Prozent von	Kol.6	Prozent von	Kol.7	Prozent vert.	Vert.von 73362,5 Linhl. gem.Kol.7	Grenz- bestand Ende Aug. 1989	Kol.8	Kol.9	Kol.10	Kol.11	Kol.12	Kol.13	Kol.14	Kol.15	Kol.16	Arbeits kantone
CH	146725	29106	52728	47960	148928	73363	100,00	73363	100,00	73363	100,00	10503	100,00	163362	71729	10503	100,00	1634	146725	0	0,00	0,00	0,00	CH
ZH	15187	2505	8572	3812	11021	7594	7,40	5429	2706	5402	5402	0	0,00	2706	5402	0	0,00	0	12996	-2191	-14,43	ZH		
BE	14897	5466	6381	5724	19193	7449	12,89	9454	1352	0441	0441	0	0,00	1352	0441	0	0,00	0	16089	1992	13,37	BE		
LU	5564	2098	2392	1323	6907	2782	4,04	3402	0	3402	3402	3402	32,39	0	3402	3402	3402	529	6713	1149	20,06	LU		
UR	1356	208	375	137	1475	678	0,96	702	0	702	702	702	6,68	0	702	702	702	109	1489	133	9,01	UR		
SZ	2324	608	876	719	3089	1162	2,07	1522	0	1522	1522	1522	14,49	0	1522	1522	1522	237	2920	598	25,66	SZ		
OW	1569	243	258	808	2336	785	1,57	1151	0	1151	1151	1151	10,96	0	1151	1151	1151	179	2114	545	34,76	OW		
NW	1109	183	248	326	1102	555	0,74	543	0	543	543	543	5,17	0	543	543	543	84	1182	73	6,57	NW		
GL	1129	195	317	252	837	565	0,56	412	0	412	412	412	3,93	0	412	412	412	64	1041	-88	-7,79	GL		
ZG	1554	264	717	261	1064	777	0,71	524	0	524	524	524	4,99	0	524	524	524	82	1383	-171	-11,02	ZG		
FR	2334	1627	1447	394	4561	1167	3,06	2247	0	2247	2247	2247	21,39	0	2247	2247	2247	349	3763	1429	61,24	FR		
SO	2189	727	1360	430	2016	1095	1,35	993	1142	982	982	982	9,82	0	982	982	982	0	2078	-113	-5,15	SO		
BS	2554	91	1960	956	1798	1277	1,21	886	25218	633	633	633	6,33	0	633	633	633	0	1910	-044	-25,20	BS		
BL	2263	544	1389	343	1798	1132	1,21	886	10432	781	781	781	7,81	0	781	781	781	0	1913	-350	-15,47	BL		
SH	768	297	461	163	781	384	0,52	385	4396	341	341	341	3,41	0	341	341	341	0	725	-43	-5,65	SH		
AR	966	293	315	204	1014	483	0,68	500	269	497	497	497	4,97	0	497	497	497	0	980	14	1,45	AR		
AI	356	174	93	88	659	178	0,44	325	21	324	324	324	3,24	0	324	324	324	0	502	146	41,13	AI		
SG	6768	1818	3222	2088	6829	3384	4,59	3364	10535	3259	3259	3259	32,59	0	3259	3259	3259	0	6643	-125	-1,85	SG		
GR	24871	1103	2212	11099	26317	12436	17,67	12964	2524	12939	12939	12939	129,39	0	12939	12939	12939	0	25374	503	2,02	GR		
AG	5234	1754	3085	2027	5752	2617	3,86	2833	9410	1834	1834	1834	18,34	0	1834	1834	1834	0	3284	122	2,34	AG		
TG	3026	1425	1450	395	3722	1513	2,50	1834	4424	5221	5221	5221	52,21	0	5221	5221	5221	0	3284	268	8,87	TG		
TI	9201	705	3721	2952	8981	4601	6,03	4424	38997	4034	4034	4034	40,34	0	4034	4034	4034	0	8635	-666	-6,16	TI		
VD	14152	2541	4550	3959	12054	7076	8,09	5938	11729	5820	5820	5820	58,20	0	5820	5820	5820	0	12898	-1256	-8,87	VD		
VS	15790	1805	2651	6525	18241	7895	12,25	8986	2856	8957	8957	8957	89,57	0	8957	8957	8957	0	18652	1062	6,73	VS		
NE	2110	518	1132	360	1658	1055	1,11	817	3655	780	780	780	7,80	0	780	780	780	0	1835	-276	-15,02	NE		
GE	8506	442	3121	2336	4630	4253	3,11	2281	30154	1979	1979	1979	19,79	0	1979	1979	1979	0	6232	-2274	-26,73	GE		
JU	948	472	422	150	1142	474	0,77	562	2745	535	535	535	5,35	0	535	535	535	0	1009	61	6,43	JU		

Gewichtung: 0,00 0,00 0,00 0,00 50,00 50,00 50,00 146725

Zur Beachtung: Erlaubte Einwanderung gemäss Notationsfaktor
Geplante Einreisenziffer (einschl. BKGA-Kont.)

143264 Effektiver höchster Bestand (August)
156725 Mögliche Ueberschreitung

119550
10334

Tab. 2.00.01

Tab. 3.00.01

Saisonniers-Verteilungsschlüssel revidiert;
 Forts. Tab. 2.00.01;
Einschränkungen:

clef de répartition pour saisonniers, révisée;
 suite Tab. 2.00.01;
corrections:

Verluste = 0
 Gewinne < 25%
 Neuverteilung 50%
 Kontingenterhöhung
 + 7'025 Einheiten

perte = 0
 gains < 25%
 répartitions des 50%
 augmentation de
 7'025 unités

SA 09.02.1990 TABELLE 3.00.01

LIMITATION DES VARIATIONS PAR RAPPORT
 AUX CONTINGENTS PRECEDENTS

C. BEGRENZUNG DER VERÄNDERUNGEN GEGENÜBER
 DEN LETZTJÄHRIGEN KANTONALEN KONTINGENTEN

- 1 Verluste 0
- 2 Gewinne höchstens 25 %
- 3 50 Prozent neu verteilt

Kant. Kont.	Kantonale Arb. gemäss VO kant. 1988/1989	Kontingente gemäß neuem Verteilungs- schlüssel 2)	Begrenzung der Veränderungen der kantonalen Kontingente gegenüber den Vorjahreskontingenten				Differenz absolut in %	Arb.- kant.	
			Verluste höchstens = 0	Gewinne höchstens 25 %	Kol. 3 Kol. 4 als 25 %	Kol. 5 Kol. 6 als 25 %			
1	2	3	4	5	6	7	8		
CH	146/25	146/25	66301	8229	71610	153750	7025	4,70	CH
ZH	15187	12996	15187	0	15187	15187	0	0,00	ZH
BE	14897	10889	0	0	0	16989	1992	13,37	BE
LU	5564	6713	0	0	0	6713	1149	20,68	LU
UR	1356	1489	0	0	0	1489	133	9,81	UR
SZ	2324	2920	0	2905	2905	2905	581	25,00	SZ
OW	1569	2114	0	1901	1901	1961	392	25,00	OW
NW	1109	1182	0	0	0	1182	73	6,57	NW
GL	1129	1041	1129	0	1129	1129	0	0,00	GL
ZG	1554	1383	1554	0	1554	1554	0	0,00	ZG
FR	2334	3763	0	2918	2918	2918	564	25,00	FR
SO	2189	2076	2189	0	2189	2189	0	0,00	SO
BS	2554	1910	2554	0	2554	2554	0	0,00	BS
BL	2263	1913	2263	0	2263	2263	0	0,00	BL
SH	768	725	768	0	768	768	0	0,00	SH
AR	906	980	0	0	0	980	14	1,45	AR
AI	356	502	0	445	445	445	89	25,00	AI
SG	6768	6643	6768	0	6768	6768	0	0,00	SG
GR	24871	25374	0	0	0	25374	503	2,02	GR
AG	5234	5356	0	0	0	5356	122	2,34	AG
TG	3026	3294	0	0	0	3294	268	8,87	TG
TI	9201	8635	9201	0	9201	9201	0	0,00	TI
VD	14152	12896	14152	0	14152	14152	0	0,00	VD
VS	15790	16652	0	0	0	16652	1062	6,73	VS
NE	2110	1835	2110	0	2110	2110	0	0,00	NE
GE	8506	6232	8506	0	8506	8506	0	0,00	GE
JU	948	1009	0	0	0	1009	61	6,43	JU

PARAMETERTABELLE

Tabelle P .02.100

PARAMETER	Prozent
Grenzgängerabzug (Promille)	3
Ausl.-Beschäftigungsabzug	20
Abzug für Binnenwanderung	10
Neuverteilung	100

RESIDENTS: CONTINGENTS CANTONNAUX
Révision de la clef de répartition

KANTONALE KONTINGENTE FÜR JAHRESAUFENTHALTER

Revision des Verteilungsschlüssels

Tabella 1 .02.100

K	Kant.	Erwerbst.	Grenz-	Kol. 3	Erwerb.	Kol. 6	Ausländer-	Kol. 6 x	Kol. 3	Masszahl	Vertei-	Saldo der	K
a	Konting.	insgesamt	bestand	abzuhl.	JA + NG	in % der	beschäfti-	Kol. 6	abzuhl.	für die	lung von	Binnenw.	a
i	(bisher)	1989 1)	August	Kol. 4	August	Kol. 5	gungstakt	: 100	20	Grundver-	7000 Ein-	JA	n
		1989	1989	(Vebert)	Kol. 7 2)				Prozent	teilung	heiten	1989	i
									von Kol.9	(Kol. 10)			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
CH	7000	2988177	163362	2824815	620633	21,97	100,00	689669	2850243	100,00	7000	343	CH
ZH	1162	565273	2706	562587	132455	23,54	107,16	141944	636884	18,84	1319	255	ZH
DE	750	392983	1352	391631	51517	13,15	59,87	30845	346814	13,57	950	18	DE
LU	273	129116	0	129116	19908	15,42	70,18	13971	126322	4,43	310	54	LU
UR	36	13067	0	13067	1311	10,03	45,66	509	12947	0,45	32	-7	UR
SZ	123	38379	0	38379	5897	15,37	69,93	4124	37554	1,32	92	-40	SZ
OW	44	10718	0	10718	1089	10,16	46,25	504	10617	0,37	26	-12	OW
NW	26	11605	0	11605	1086	9,36	42,59	463	11512	0,40	28	-17	NW
GL	70	16047	0	16047	3962	24,69	112,38	4452	15157	0,53	37	2	GL
ZG	74	39868	0	39868	7815	19,60	89,22	6973	38473	1,35	94	9	ZG
FR	177	76089	0	76089	10376	13,64	62,07	6440	74801	2,62	184	4	FR
SO	207	93658	1142	92516	15701	16,97	77,24	12128	91232	3,20	224	19	SO
BS	253	142689	25218	117471	25938	22,08	100,50	26067	137476	4,82	338	9	BS
BL	228	83974	10432	73542	16411	22,32	101,57	16668	80640	2,83	198	82	BL
SH	105	32344	4396	27948	6203	22,19	101,02	6266	31091	1,09	76	-8	SH
AR	107	17388	269	17119	3565	20,82	94,78	3379	16712	0,59	41	-45	AR
AI	28	4946	21	4925	629	12,77	58,13	306	4873	0,17	12	-10	AI
SG	306	185192	10535	174657	35281	20,20	91,94	32438	178704	6,27	439	161	SG
GR	310	72223	2524	69699	11615	16,66	75,85	8810	70491	2,47	173	-151	GR
AG	414	201646	9410	192236	39860	20,73	94,38	37618	194122	6,81	477	-48	AG
TG	229	82438	5221	77217	18264	23,65	107,66	19662	78506	2,75	193	1	TG
TI	276	143577	38997	104580	36791	35,18	160,12	58910	131795	4,62	324	-22	TI
VD	645	239281	11729	227552	70307	30,90	140,63	98872	219507	7,70	539	74	VD
VS	281	100315	2856	97459	16234	16,66	75,02	12308	97853	3,43	240	-82	VS
NE	264	70472	3655	66817	18174	27,20	123,80	22499	65972	2,31	162	-21	NE
GE	507	197249	30154	167095	66650	39,89	181,55	121002	173049	6,07	425	139	GE
JU	75	27640	2745	24895	3594	14,44	65,71	2362	27168	0,95	67	-11	JU

1) Gemäss Betriebszählung 1985 (Schweizer) plus Ausländerbestand August (1989) ohne Saisonarbeiter

2) Kantonszahlen in % des Totals

3) Abzug für Ausl.-Beschäftig. = 20 %

Tab. 2.02.100

RESIDENTS: CONTINGENTS CANTONNAUX
Révision de la clef de répartition

KANTONALE KONTINGENTE FÜR JAHRESAUFENTHALTER
Révision des contingents annuels

Tabelle 2 .02.100

a) Grenz.-Abzug:		3 / 1000				b) Neuverteilung:				100 %			
K	Kol. 12	Grenz- abzug	Kantone ohne Grenz- gänger	Prozent- ver- teilung	Grenz- zuschlag - (Kol.3)	7	8	9	10	11	12	13	14
a	abzüglich Kol.13	/1000 Kol.13		lung	+	Neue Grundver- teilung	von 7000 Einheiten	% der bleherig. Konting.	% neu ver- teilt	Neue Konting. Kol.9 + Kol.10	Veränderung zu den bisherigen Konting. absolut	in %	K
CH	6966	490	805	100,00	6966	100,00	7000	0	7000	7000	0	0,00	CH
ZH	1293	8	0	0,00	1285	18,45	1291	0	1291	1291	129	11,12	ZH
BE	948	4	0	0,00	944	13,55	949	0	949	949	199	20,50	BE
LU	305	0	305	37,88	490	7,04	493	0	493	493	220	80,55	LU
UR	32	0	32	4,04	52	0,75	53	0	53	53	17	45,98	UR
SZ	96	0	96	11,96	155	2,22	156	0	156	156	33	20,50	SZ
OW	27	0	27	3,39	44	0,63	44	0	44	44	0	0,23	OW
NW	30	0	30	3,72	48	0,69	48	0	48	48	22	86,41	NW
GL	37	0	37	4,60	60	0,86	60	0	60	60	-10	-14,48	GL
ZG	94	0	94	11,63	151	2,16	151	0	151	151	77	104,49	ZG
FR	183	0	183	22,78	295	4,23	296	0	296	296	119	67,45	FR
SO	222	3	0	0,00	219	3,14	220	0	220	220	13	6,19	SO
BS	337	76	0	0,00	261	3,75	262	0	262	262	9	3,70	BS
BL	190	31	0	0,00	159	2,28	159	0	159	159	-69	-30,12	BL
SH	77	13	0	0,00	64	0,92	64	0	64	64	-41	-38,78	SH
AR	46	1	0	0,00	45	0,64	45	0	45	45	-62	-57,98	AR
AI	13	0	0	0,00	13	0,19	13	0	13	13	-15	-53,69	AI
SG	423	32	0	0,00	391	5,62	393	0	393	393	57	17,00	SG
GR	188	8	0	0,00	181	2,59	181	0	181	181	-129	-41,48	GR
AG	482	28	0	0,00	453	6,51	456	0	456	456	42	10,04	AG
TG	193	16	0	0,00	177	2,54	178	0	178	178	-51	-22,31	TG
Ti	326	117	0	0,00	209	3,00	210	0	210	210	-66	-23,94	Ti
VD	532	35	0	0,00	497	7,13	499	0	499	499	-146	-22,64	VD
V5	250	9	0	0,00	241	3,46	242	0	242	242	-39	-13,83	V5
NE	161	11	0	0,00	153	2,20	154	0	154	154	-110	-41,70	NE
GE	411	90	0	0,00	321	4,60	322	0	322	322	-165	-36,45	GE
JU	68	8	0	0,00	60	0,86	60	0	60	60	-15	-20,16	JU

Tab. 4.02.100

REPARTITION DE 8'000 UNITES

VERTEILUNG VON 8000 EINHEITEN

Tabelle 4 .02.100

K	"Neue" Konting. gem. Kol.11*)	Prozent-vert. von Kol. 2	Vert. von 8000 Einheiten gem. Kol.3	Dift. Kol. 4 zu Kol.2	Differenz der neuen Kontingente zu den bisherigen Konting.		
					absolut	in %	
1	2	3	4	5	6	7	8
CH	7000	100,00	8000	1000	14,29	1000	14,29
ZH	1291	18,45	1478	184	14,29	314	27,00
BE	949	13,55	1084	136	14,29	334	44,50
LU	493	7,04	563	70	14,29	290	106,34
LJ	53	0,75	60	8	14,29	24	66,81
SZ	156	2,22	178	22	14,29	55	44,57
OW	44	0,63	50	6	14,29	6	14,55
NW	48	0,69	55	7	14,29	29	113,04
GL	60	0,86	68	9	14,29	-2	-2,26
ZG	151	2,16	173	22	14,29	99	133,71
FR	296	4,23	339	42	14,29	162	91,38
SO	220	3,14	251	31	14,29	44	21,36
BS	262	3,75	300	37	14,29	47	18,51
BL	159	2,28	182	23	14,29	-46	-20,13
SH	64	0,92	73	9	14,29	-32	-30,03
AR	45	0,64	51	6	14,29	-56	-51,98
AI	13	0,19	15	2	14,29	-13	-47,07
SG	393	5,62	449	56	14,29	113	33,71
GR	181	2,59	207	26	14,29	-103	-33,10
AG	456	6,51	521	65	14,29	107	25,78
TG	178	2,54	203	25	14,29	-26	-11,21
TI	210	3,00	240	30	14,29	-36	-13,08
VD	499	7,13	570	71	14,29	-75	-11,59
VS	242	3,46	277	35	14,29	-4	-1,82
NE	154	2,20	176	22	14,29	-86	-33,37
GE	322	4,60	368	46	14,29	-139	-27,37
JU	60	0,86	68	9	14,29	-7	-6,75

*) Tab. 2 .02.100

PARAMETERTABELLE

Tabelle P .02.030

PARAMETER	Prozent
Grenzgängerabzug (Promille)	3
Ausl.-Beschäftigungsabzug	20
Abzug für Binnenwanderung	10
Neuverteilung	30

Tab. 2.02.030

RESIDENTS: CONTINGENTS CANTONNAUX
Révision de la clef de répartition
KANTONALE KONTINGENTE FÜR JAHRESAUFENTHALTER
Revision des Verteilungsschlüssels

Tabelle 2 02.030

a) Grenz-Abzug		3 /1000		b) Neuverteilung		30 %																
K	Kol. 12	Grenz- abzüglich	Kantone ohne	Prozent- verteilung	(Kol. 2) Grenz- zuschlag	Neue Grundverteilung	von 7000	Einheiten	70	30	Neue Konting.	Veränderung zu den	K	11	12	13	14	11	12	13	14	
n	abzüglich	/1000	3 Grenz- gänger	3 Grenz- gänger	3 Grenz- gänger	3 Grenz- gänger	3 Grenz- gänger	3 Grenz- gänger	9	10	Kol. 9 + Kol. 10	absolut	n	Kol. 9 + Kol. 10	absolut	in %	n	Kol. 9 + Kol. 10	absolut	in %	n	Kol. 9 + Kol. 10
i	% der	Kol. 13			(Kol. 3)				% der	% neu			i				i				i	
CH	6966	490	805	100,00	6966	100,00	7000	4500	2100	7000	0	0,00	CH	7000	0	0,00		7000	0	0,00		
ZH	1293	8	0	0,00	1285	18,45	1291	813	397	1291	1201	39	ZH	1201	39	3,34		1201	39	3,34		
BE	948	4	0	0,00	944	13,55	949	525	285	949	810	60	BE	810	60	7,95		810	60	7,95		
LU	305	0	305	37,88	490	7,04	493	191	148	493	339	66	LU	339	66	24,18		339	66	24,18		
UR	32	0	32	4,04	52	0,75	53	25	16	53	41	5	UR	41	5	13,79		41	5	13,79		
SZ	96	0	96	11,96	155	2,22	156	86	47	156	133	10	SZ	133	10	7,95		133	10	7,95		
OW	27	0	27	3,39	44	0,63	44	31	13	44	44	0	OW	44	0	0,07		44	0	0,07		
NW	30	0	30	3,72	48	0,69	48	18	15	48	33	7	NW	33	7	25,92		33	7	25,92		
GL	37	0	37	4,60	60	0,86	60	49	18	60	67	-3	GL	67	-3	-4,34		67	-3	-4,34		
ZG	94	0	94	11,63	151	2,16	151	52	45	151	97	23	ZG	97	23	31,35		97	23	31,35		
FR	183	0	183	22,78	295	4,23	296	124	89	296	213	30	FR	213	30	20,24		213	30	20,24		
SO	222	3	0	0,00	219	3,14	220	145	66	220	211	4	SO	211	4	1,86		211	4	1,86		
BS	337	76	0	0,00	261	3,75	262	177	79	262	256	3	BS	256	3	1,11		256	3	1,11		
BL	190	31	0	0,00	159	2,28	159	160	48	159	207	-21	BL	207	-21	-9,04		207	-21	-9,04		
SH	77	13	0	0,00	64	0,92	64	74	19	64	93	-12	SH	93	-12	-11,63		93	-12	-11,63		
AI	46	1	0	0,00	45	0,64	45	75	13	45	88	-19	AI	88	-19	-17,40		88	-19	-17,40		
AI	13	0	0	0,00	13	0,19	13	20	4	13	23	-5	AI	23	-5	-16,11		23	-5	-16,11		
SG	423	32	0	0,00	391	5,62	393	235	118	393	353	17	SG	353	17	5,10		353	17	5,10		
GR	188	8	0	0,00	181	2,59	181	217	54	181	271	-39	GR	271	-39	-12,44		271	-39	-12,44		
AG	482	28	0	0,00	453	6,51	456	290	137	456	428	12	AG	428	12	3,01		428	12	3,01		
TG	193	16	0	0,00	177	2,54	178	160	53	178	214	-15	TG	214	-15	-6,69		214	-15	-6,69		
TI	326	117	0	0,00	209	3,00	210	193	63	210	256	-20	TI	256	-20	-7,18		256	-20	-7,18		
VD	532	35	0	0,00	497	7,13	499	452	150	499	601	-44	VD	601	-44	-6,79		601	-44	-6,79		
VS	250	9	0	0,00	241	3,46	242	197	73	242	269	-12	VS	269	-12	-4,15		269	-12	-4,15		
NE	164	11	0	0,00	153	2,20	154	185	46	154	231	-33	NE	231	-33	-12,51		231	-33	-12,51		
GE	411	90	0	0,00	321	4,60	322	355	97	322	452	-55	GE	452	-55	-10,03		452	-55	-10,03		
JU	68	8	0	0,00	60	0,86	60	53	18	60	70	-5	JU	70	-5	-6,05		70	-5	-6,05		

REPARTITION DE 8'000 UNITES
VERTEILUNG VON 8000 EINHEITEN

Tab. 4 .02.030

K	"Neue" Konting. gem. Kol.11*)	1	2	3	4	5	Differenz der neuen Kontingente zu den bisherigen Konting.		
							Prozent- vert. von Kol.2	Vert.von 8000 Einheiten gem.Kol.3	Diff. Kol.4 zu Kol.2 absolut in %
CH	7000	100,00	8000	1000	14,29	1000	14,29	1000	14,29
ZH	1201	17,15	1372	172	14,29	172	14,29	210	18,10
BE	810	11,57	925	116	14,29	116	14,29	175	23,37
LU	339	4,84	387	48	14,29	48	14,29	114	41,90
UR	41	0,59	47	6	14,29	6	14,29	11	30,04
SZ	133	1,90	152	19	14,29	19	14,29	29	23,37
OW	44	0,63	50	6	14,29	6	14,29	6	14,37
NW	33	0,47	37	5	14,29	5	14,29	11	43,91
GL	67	0,96	77	10	14,29	10	14,29	7	9,32
ZG	97	1,39	111	14	14,29	14	14,29	37	50,11
FR	213	3,04	243	30	14,29	30	14,29	66	37,41
SO	211	3,01	241	30	14,29	30	14,29	34	16,41
BS	256	3,65	292	37	14,29	37	14,29	39	15,55
BL	207	2,96	237	30	14,29	30	14,29	0	3,08
SH	93	1,33	106	13	14,29	13	14,29	1	0,90
AH	88	1,26	101	13	14,29	13	14,29	-6	-5,59
AI	23	0,34	27	3	14,29	3	14,29	-1	-4,12
SG	353	5,04	404	50	14,29	50	14,29	68	20,11
GR	271	3,88	310	39	14,29	39	14,29	0	0,07
AG	426	6,09	487	61	14,29	61	14,29	73	17,73
TG	214	3,05	244	31	14,29	31	14,29	15	6,64
TI	256	3,66	293	37	14,29	37	14,29	17	6,08
VD	501	8,59	687	66	14,29	66	14,29	42	6,52
VS	269	3,85	308	38	14,29	38	14,29	27	9,54
NE	231	3,30	264	33	14,29	33	14,29	0	-0,01
GE	452	6,45	516	65	14,29	65	14,29	9	1,79
JU	70	1,01	81	10	14,29	10	14,29	6	7,37

*) Tab. 2 .02.030

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

Berne, le

Aux gouvernements cantonaux

Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère 1990/91;

Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

Monsieur le Président,
Madame la Conseillère d'Etat,
Messieurs les Conseillers d'Etat,

Nous vous adressons en annexe le projet de modification de l'Ordonnance du Conseil fédéral limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986. Le groupe de travail constitué au sein de la Conférence des directeurs de l'économie publique a déjà pris connaissance de ces propositions, les a discutées et approuvées.

Le Conseil fédéral souhaite vous donner l'occasion de vous prononcer à ce sujet. Nous vous prions de faire parvenir vos commentaires à nos deux départements jusqu'au 23 août 1990, au plus tard.

1. Considérations générales

La persistance d'une conjoncture économique favorable a eu pour effet d'accentuer la tension déjà très forte sur le marché de l'emploi. Avec un taux de chômage de 0,6 % et un

nombre croissant d'offres d'emploi, on peut conclure à une pénurie généralisée de personnel de pratiquement tous les niveaux de qualification. Les principaux indicateurs ne laissant présager qu'un faible fléchissement de la demande intérieure et extérieure, on peut s'attendre à une croissance plus ou moins forte de l'occupation.

L'augmentation de la population étrangère s'est encore accentuée pour se situer à fin mars, en moyenne annuelle, à 4 % contre 2,9 % pour la période correspondante précédente. Le nombre des étrangers résidant à titre permanent s'élevait ainsi, à fin mars 1990, à environ 1'055'000. La persistance de la croissance économique a eu pour effet une augmentation ultérieure du nombre de ceux exerçant une activité. Encore une fois ce sont les mêmes catégories d'étrangers qui s'inscrivent en tête de l'augmentation: les frontaliers (+ 5,8 % jusqu'à un effectif de 163'000 environ) et les saisonniers dont le nombre occupé à fin mars est de 8,8 % supérieur à celui enregistré l'an passé. Ces augmentations ont cependant eu un effet limité sur le rapport entre la population suisse et étrangère qui s'est situé à 15,6 % à fin 1989, c'est-à-dire à un taux de 0,9 % supérieur à celui de 1986.

Les allègements quantitatifs consentis par le Conseil fédéral dès avril 1989, bien que généralement considérés comme insuffisants, ont néanmoins permis aux cantons de mieux répondre aux demandes les plus urgentes des principaux secteurs socio-économiques. La libération immédiate de la totalité des contingents, en automne 1989, facilite la planification des recrutements. La plupart des milieux politiques et économiques n'en sont pas moins restés convaincus que des assouplissements ultérieurs sont nécessaires, voire indispensables surtout à l'heure du discours d'ouverture européenne. Aucune voix cependant ne s'est élevée pour remettre en question l'objectif, toujours prioritaire, de la limitation à long terme.

Le projet de révision ci-joint se situe donc dans la ligne politique suivie jusqu'ici. Il comporte néanmoins un certain nombre d'assouplissements quantitatifs et qualitatifs ainsi que des simplifications administratives en réponse aux voeux exprimés par une large majorité de milieux intéressés.

2. Modifications de la réglementation

2.1 Les nombres maximums pour les travailleurs étrangers

Il est prévu de libérer des contingents pour un total de 11'006 autorisations à l'année: 8'006 sont réparties entre les cantons, 3'000 sont attribuées à l'OFIAMT. Le Conseil fédéral se réserve la possibilité de décider, au printemps 1991, une libération ultérieure de 1'000 unités du contingent fédéral si la demande de personnel très qualifié devait s'accroître. L'augmentation de 7'000 à 8'006 des contingents cantonaux se justifie, entre autres, par la nette accentuation des besoins dont la satisfaction relève de la compétence cantonale. Elle pourrait entraîner une augmentation supplémentaire de la population étrangère de 3'000 personnes.

Les nombres pour les saisonniers sont fixés à 163'750 au total, dont 10'000 sont attribués comme par le passé à la Confédération. Ceux à disposition des cantons sont par contre augmentés de 7'000 environ, aux fins d'atténuer les pertes résultant pour certains cantons de la nouvelle clef de répartition.

Les contingents d'autorisations de courte durée s'élèveront à 15'002 au total, ce qui correspond à une augmentation de 1'002 par rapport à ceux valables actuellement. Les nombres cantonaux passeraient à 9'002 alors que celui de la Confédération serait réduit à 6'000. Cette adaptation se justifie du fait du transfert aux cantons de la compétence pour l'octroi de ces autorisations au secteur de la santé.

L'attribution supplémentaire aux cantons correspond plus que largement au nombre dont a bénéficié jusqu'ici le secteur concerné. L'augmentation de 1'002 unités de ces nombres maximums doit servir également à répondre à des besoins croissants notamment en matière de transferts de spécialistes indispensables à l'exécution de mandats temporaires; elle se traduira par une augmentation d'environ 1'000 étrangers qui n'aura pas d'effet à long terme.

2.2 Répartition des contingents cantonaux

Suite à l'engagement pris par le Conseil fédéral en automne dernier, un groupe de travail, placé sous la direction de l'OFIAMT et de l'Office fédéral des étrangers et étendu à onze cantons représentatifs, a élaboré des propositions portant sur une nouvelle clef de répartition pour les différentes catégories de séjour, une devant servir aux autorisations saisonnières et l'autre valable pour les autorisations à l'année et de courte durée.

Outre celui d'une pondération plus affinée des données économiques, deux principes notamment ont régi les travaux: le souci de continuité et celui d'éviter des pertes pour tous. Cela a pu être opéré uniquement grâce à un léger relèvement de tous les contingents.

Des informations détaillées sont données dans les commentaires explicatifs et le rapport final annexés.

2.3 Modifications matérielles

Les modifications les plus importantes portent sur les critères régissant l'octroi des autorisations de courte durée non contingentées et de celles aux fins du perfectionnement professionnel dans le secteur de la santé.

Depuis l'extension de trois à quatre mois de la durée des autorisations non contingentées, l'expérience a fait ressortir certains éléments de rigidité de la réglementation qui ne permettent pas de tenir suffisamment compte de situations économiques et personnelles réelles. Les assouplissements prévus prennent en considération d'une part la sauvegarde des droits à la transformation déjà mûris par les saisonniers et d'autre part les fluctuations de l'activité dans les régions touristiques. Il a par contre paru indispensable de fixer une limite quantitative par entreprise pour l'occupation de cette catégorie de travailleurs afin de prévenir un évitement des mesures de limitation et également de ne pas aller à l'encontre du processus de rationalisation et de restructuration nécessaire.

Le transfert aux cantons de la compétence en matière d'autorisations de courte durée pour le perfectionnement professionnel dans le secteur de la santé répond aux vœux exprimés par une large majorité des cantons, mais doit encore favoriser par l'unicité de compétence, une optimisation des disponibilités.

Par souci de cohérence et dans la ligne de la Convention du Conseil de l'Europe, déjà signée par la Suisse, les autorisations pour les jeunes gens au pair pourront également être prolongées jusqu'à dix-huit mois au maximum.

2.4 Autres modifications

Les autres modifications proposées ont pour but essentiel d'assouplir le système et de simplifier les procédures par une délégation des compétences de l'OFIAMT aux autorités cantonales de l'emploi.

L'adaptation de la disposition de l'article 15 relative au transfert de personnel de sociétés transnationales tient précisément compte de l'internationalisation croissante de la structure économique.

La nouvelle répartition des compétences pour l'entrée anticipée des saisonniers de la construction accélérera l'exécution.

Des informations détaillées sur toutes les modifications sont données dans les commentaires explicatifs annexés.

3. Remarques finales

Compte tenu de la conjoncture économique actuelle et de l'objectif de limitation à long terme, le Conseil fédéral s'est efforcé d'utiliser la marge de manoeuvre extrêmement réduite qui restait encore. La perspective de négociations européennes dicte une prudente réserve afin de pouvoir disposer d'une plus grande latitude aux moments des choix sur d'éventuelles libéralisations.

Par les solutions proposées, le Conseil fédéral espère satisfaire les intérêts de la majorité des cantons, des milieux économiques ainsi que des partenaires sociaux.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, Madame la Conseillère d'Etat, Messieurs les Conseillers d'Etat, à l'assurance de notre haute considération.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

Mesdames,

Messieurs,

Nous vous adressons en annexe le projet de modification de l'Ordonnance du Conseil fédéral limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986. Le groupe de travail constitué au sein de la Conférence des directeurs de l'économie publique a déjà pris connaissance de ces propositions, les a discutées et approuvées.

Le Conseil fédéral souhaite vous donner l'occasion de vous prononcer à ce sujet. Nous vous prions de faire parvenir vos commentaires à nos deux départements jusqu'au 23 août 1986, au plus tard.

Annexes:

- Projet de modification de l'Ordonnance du Conseil fédéral limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986
- Commentaires explicatifs
- Rapport final sur la révision des clefs de répartition

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

Berne, le

Aux

- partis politiques
 - associations faîtières
des employeurs et
des travailleurs
-

Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère 1990/91;

Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

Mesdames,
Messieurs,

Nous vous adressons en annexe le projet de modification de l'Ordonnance du Conseil fédéral limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986. Le groupe de travail constitué au sein de la Conférence des directeurs de l'économie publique a déjà pris connaissance de ces propositions, les a discutées et approuvées.

Le Conseil fédéral souhaite vous donner l'occasion de vous prononcer à ce sujet. Nous vous prions de faire parvenir vos commentaires à nos deux départements jusqu'au 23 août 1990, au plus tard.

1. Considérations générales

La persistance d'une conjoncture économique favorable a eu pour effet d'accentuer la tension déjà très forte sur le marché de l'emploi. Avec un taux de chômage de 0,6 % et un

nombre croissant d'offres d'emploi, on peut conclure à une pénurie généralisée de personnel de pratiquement tous les niveaux de qualification. Les principaux indicateurs ne laissant présager qu'un faible fléchissement de la demande intérieure et extérieure, on peut s'attendre à une croissance plus ou moins forte de l'occupation.

L'augmentation de la population étrangère s'est encore accentuée pour se situer à fin mars, en moyenne annuelle, à 4 % contre 2,9 % pour la période correspondante précédente. Le nombre des étrangers résidant à titre permanent s'élevait ainsi, à fin mars 1990, à environ 1'055'000. La persistance de la croissance économique a eu pour effet une augmentation ultérieure du nombre de ceux exerçant une activité. Encore une fois ce sont les mêmes catégories d'étrangers qui s'inscrivent en tête de l'augmentation: les frontaliers (+ 5,8 % jusqu'à un effectif de 163'000 environ) et les saisonniers dont le nombre occupé à fin mars est de 8,8 % supérieur à celui enregistré l'an passé. Ces augmentations ont cependant eu un effet limité sur le rapport entre la population suisse et étrangère qui s'est situé à 15,6 % à fin 1989, c'est-à-dire à un taux de 0,9 % supérieur à celui de 1986.

Les allègements quantitatifs consentis par le Conseil fédéral dès avril 1989, bien que généralement considérés comme insuffisants, ont néanmoins permis aux cantons de mieux répondre aux demandes les plus urgentes des principaux secteurs socio-économiques. La libération immédiate de la totalité des contingents, en automne 1989, facilite la planification des recrutements. La plupart des milieux politiques et économiques n'en sont pas moins restés convaincus que des assouplissements ultérieurs sont nécessaires, voire indispensables surtout à l'heure du discours d'ouverture européenne. Aucune voix cependant ne s'est élevée pour remettre en question l'objectif, toujours prioritaire, de la limitation à long terme.

Le projet de révision ci-joint se situe donc dans la ligne politique suivie jusqu'ici. Il comporte néanmoins un certain nombre d'assouplissements quantitatifs et qualitatifs ainsi que des simplifications administratives en réponse aux vœux exprimés par une large majorité de milieux intéressés.

2. Modifications de la réglementation

2.1 Les nombres maximums pour les travailleurs étrangers

Il est prévu de libérer des contingents pour un total de 11'006 autorisations à l'année: 8'006 sont réparties entre les cantons, 3'000 sont attribuées à l'OFIAMT. Le Conseil fédéral se réserve la possibilité de décider, au printemps 1991, une libération ultérieure de 1'000 unités du contingent fédéral si la demande de personnel très qualifié devait s'accentuer. L'augmentation de 7'000 à 8'006 des contingents cantonaux se justifie, entre autres, par la nette accentuation des besoins dont la satisfaction relève de la compétence cantonale. Elle pourrait entraîner une augmentation supplémentaire de la population étrangère de 3'000 personnes.

Les nombres pour les saisonniers sont fixés à 163'750 au total, dont 10'000 sont attribués comme par le passé à la Confédération. Ceux à disposition des cantons sont par contre augmentés de 7'000 environ, aux fins d'atténuer les pertes résultant pour certains cantons de la nouvelle clef de répartition.

Les contingents d'autorisations de courte durée s'élèveront à 15'002 au total, ce qui correspond à une augmentation de 1'002 par rapport à ceux valables actuellement. Les nombres cantonaux passeraient à 9'002 alors que celui de la Confédération serait réduit à 6'000. Cette adaptation se justifie du fait du transfert aux cantons de la compétence pour l'octroi de ces autorisations au secteur de la santé.

L'attribution supplémentaire aux cantons correspond plus que largement au nombre dont a bénéficié jusqu'ici le secteur concerné. L'augmentation de 1'002 unités de ces nombres maximums doit servir également à répondre à des besoins croissants notamment en matière de transferts de spécialistes indispensables à l'exécution de mandats temporaires; elle se traduira par une augmentation d'environ 1'000 étrangers qui n'aura pas d'effet à long terme.

2.2 Répartition des contingents cantonaux

Suite à l'engagement pris par le Conseil fédéral en automne dernier, un groupe de travail, placé sous la direction de l'OFIAMT et de l'Office fédéral des étrangers et étendu à onze cantons représentatifs, a élaboré des propositions portant sur une nouvelle clef de répartition pour les différentes catégories de séjour, une devant servir aux autorisations saisonnières et l'autre valable pour les autorisations à l'année et de courte durée.

Outre celui d'une pondération plus affinée des données économiques, deux principes notamment ont régi les travaux: le souci de continuité et celui d'éviter des pertes pour tous. Cela a pu être opéré uniquement grâce à un léger relèvement de tous les contingents.

Des informations détaillées sont données dans les commentaires explicatifs et le rapport final annexés.

2.3 Modifications matérielles

Les modifications les plus importantes portent sur les critères régissant l'octroi des autorisations de courte durée non contingentées et de celles aux fins du perfectionnement professionnel dans le secteur de la santé.

Depuis l'extension de trois à quatre mois de la durée des autorisations non contingentées, l'expérience a fait ressortir certains éléments de rigidité de la réglementation qui ne permettent pas de tenir suffisamment compte de situations économiques et personnelles réelles. Les assouplissements prévus prennent en considération d'une part la sauvegarde des droits à la transformation déjà mûris par les saisonniers et d'autre part les fluctuations de l'activité dans les régions touristiques. Il a par contre paru indispensable de fixer une limite quantitative par entreprise pour l'occupation de cette catégorie de travailleurs afin de prévenir un évitement des mesures de limitation et également de ne pas aller à l'encontre du processus de rationalisation et de restructuration nécessaire.

Le transfert aux cantons de la compétence en matière d'autorisations de courte durée pour le perfectionnement professionnel dans le secteur de la santé répond aux vœux exprimés par une large majorité des cantons, mais doit encore favoriser par l'unicité de compétence, une optimisation des disponibilités.

Par souci de cohérence et dans la ligne de la Convention du Conseil de l'Europe, déjà signée par la Suisse, les autorisations pour les jeunes gens au pair pourront également être prolongées jusqu'à dix-huit mois au maximum.

2.4 Autres modifications

Les autres modifications proposées ont pour but essentiel d'assouplir le système et de simplifier les procédures par une délégation des compétences de l'OFIAMT aux autorités cantonales de l'emploi.

L'adaptation de la disposition de l'article 15 relative au transfert de personnel de sociétés transnationales tient précisément compte de l'internationalisation croissante de la structure économique.

La nouvelle répartition des compétences pour l'entrée anticipée des saisonniers de la construction accélérera l'exécution.

Des informations détaillées sur toutes les modifications sont données dans les commentaires explicatifs annexés.

3. Remarques finales

Compte tenu de la conjoncture économique actuelle et de l'objectif de limitation à long terme, le Conseil fédéral s'est efforcé d'utiliser la marge de manoeuvre extrêmement réduite qui restait encore. La perspective de négociations européennes dicte une prudente réserve afin de pouvoir disposer d'une plus grande latitude aux moments des choix sur d'éventuelles libéralisations.

Par les solutions proposées, le Conseil fédéral espère satisfaire les intérêts de la majorité des cantons, des milieux économiques ainsi que des partenaires sociaux.

Nous vous prions de croire, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de notre considération distinguée.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

Annexes:

- Projet de modification de l'Ordonnance du Conseil fédéral limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986
- Commentaires explicatifs
- Rapport final sur la révision des clefs de répartition

ADRESSENLISTE / LISTE DES ADRESSES

I. Politische Parteien / Partis politiques

- | | |
|--|--|
| - Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz
Postfach 2642, 3001 <u>Bern</u> | - GPS/PES
Grüne Partei der Schweiz
Postfach 6415, 3001 <u>Bern</u> |
| - Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz
Postfach, 3001 <u>Bern</u> | - Nationale Aktion für Volk und Heimat
Postfach 59, 8956 <u>Killwangen</u> |
| - Sozialdemokratische Partei der Schweiz
Postfach, 3001 <u>Bern</u> | - Progressive Organisationen der Schweiz
Zentralsekretariat
Postfach 1461, 4600 <u>Olten 1</u> |
| - Schweizerische Volkspartei
Generalsekretariat
Postfach, 3000 <u>Bern 9</u> | - Partito Socialista unitario
Casella postale 2245
6501 <u>Bellinzona</u> |
| - Liberale Partei der Schweiz
Postfach 625, 3018 <u>Bern</u> | - Schweizer Autopartei
Postfach, 8700 <u>Küsnacht</u> |
| - Landesring der Unabhängigen
Postfach 7075, 3001 <u>Bern</u> | - Parti Suisse du Travail
Case postale 232
1211 <u>Genève 8</u> |
| - Evangelische Volkspartei der Schweiz
Postfach 7334, 8023 <u>Zürich</u> | |

II. Spitzenverbände der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen / Associations faïtières des employeurs et des travailleurs

- | | |
|--|--|
| - Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins
Postfach 4138, 8022 <u>Zürich</u> | - Schweizerischer Gewerkschaftsbund
Postfach 64, 3000 <u>Bern 23</u> |
| - Schweizerischer Gewerbeverband
Postfach 2721, 3001 <u>Bern</u> | - Vereinigung Schweizerischer Angestelltenverbände
Badenerstrasse 332, 8004 <u>Zürich</u> |
| - Zentralverband Schweizerischer Arbeitgeber-Organisationen
Postfach 504, 8034 <u>Zürich</u> | - Christlichnationaler Gewerkschaftsbund der Schweiz
Postfach 2630, 3001 <u>Bern</u> |
| - Schweizerischer Bauernverband
Laurstrasse 10, 5200 <u>Brugg</u> | - Landesverband Freier Schweizer Arbeitnehmer
Badenerstrasse 41, 8004 <u>Zürich</u> |

Document de travail concernant la réglementation à l'égard des étrangers 1990/91

Rapport sur la question "La Turquie, région traditionnelle de recrutement?"

1. La constitution du groupe de travail et son mandat

Par lettre du 7 mars 1988 à Madame Elisabeth Kopp, alors chef du DFJP, le gouvernement du canton de Genève proposait d'inclure la Turquie dans les régions traditionnelles de recrutement. Le 19 juin 1989, à l'heure des questions, le Conseiller national Allenspach demanda si le Conseil fédéral envisageait une telle décision. En automne 1989, à l'occasion de la révision de l'ordonnance limitant le nombre des étrangers (OLE), les chefs des DFJP et DFEP décidaient d'examiner de plus près la possibilité d'inclure la Turquie dans les régions traditionnelles de recrutement de la main-d'oeuvre étrangère. Ce mandat fut confié à un groupe de travail interdépartemental présidé par Monsieur Klaus Hug, directeur de l'OFIAMT. Le groupe de travail a tenu deux séances et effectué une partie de ses travaux par correspondance.

Il a été chargé d'examiner s'il convenait d'étendre la notion de région traditionnelle de recrutement (art. 8 OLE) à la Turquie. Il n'incombait pas au groupe de travail de traiter la question plus générale, soulevée par une autre proposition du canton de Genève, de savoir dans quelle mesure l'octroi d'autorisations de séjour de durée limitée pourrait détendre la situation dans le domaine des demandeurs d'asile. Cette question sera examinée dans le contexte du postulat de la commission de gestion du Conseil national du 24 mai 1989 portant sur les questions relatives aux étrangers, au marché du travail et à la politique d'asile. Le groupe de travail prend donc en considération notamment:

- le rôle actuel des ressortissants turcs sur le marché du travail suisse;
- les aspects de politique d'intégration;
- l'effet qu'a exercé l'ouverture du marché du travail aux ressortissants turcs sur le nombre des demandeurs d'asile turcs en République fédérale allemande;

- les éventuelles corrélations entre cette question et celle de la "compatibilité européenne" de la Suisse.

La composition de la commission est indiquée en annexe.

2. Remarques générales sur la politique suisse à l'égard des étrangers

La politique suisse à l'égard des étrangers poursuit trois objectifs:

- a) assurer un rapport équilibré entre les effectifs de la population résidante suisse et étrangère;
- b) instaurer des conditions favorisant l'intégration des étrangers vivant dans notre pays;
- c) améliorer la structure du marché du travail dans le souci de "préserver la qualité du marché du travail" ainsi que d'assurer un équilibre optimal en matière d'emploi.

A fin 1989, notre pays comptait 1'040'325 étrangers. Leur part à la population active ne cesse d'augmenter (fin décembre - 1985: 14,6%, 1986: 14,7%, 1987: 15,0%, 1988 15,3%, 1989: 15,6%). En Europe, seuls la Principauté du Liechtenstein et le Luxembourg ont une proportion supérieure d'étrangers. Des considérations de politique générale nous contraindront, à l'avenir aussi, de mettre certaines barrières à l'arrivée de nouveaux étrangers.

La politique des étrangers joue un rôle important dans notre politique du marché du travail: en Suisse, une personne active sur quatre est étrangère, et il s'agit souvent là de travailleurs qualifiés, voire hautement qualifiés.

En 1964, le DFJP a édicté des directives sur l'admission de travailleurs étrangers provenant des pays lointains. Eu égard à la Convention internationale du 21 décembre 1965 concernant l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ces directives ont cessé d'être appliquées, de 1979 à 1983, aux étrangers possédant une autorisation à l'année. Puis, en 1983, le DFJP a publié de nouvelles directives préconisant:

- de recruter les travailleurs à l'année en premier lieu dans les régions traditionnelles de recrutement;
- de n'accorder d'autorisations saisonnières qu'aux travailleurs provenant de ces mêmes régions;
- que les frontaliers doivent en règle générale être ressortissants des pays voisins.

En 1986, ces règles ont été reprises dans l'ordonnance limitant le nombre des étrangers (OLE).

La limitation aux régions traditionnelles de recrutement procède du souci de faciliter l'intégration du travailleur. Les travailleurs étrangers doivent posséder des systèmes de valeurs culturelles, religieuses et sociales qui ne soient pas trop différents des nôtres.

Sont considérés aujourd'hui comme régions traditionnelles de recrutement les pays de l'Europe occidentale y compris la Yougoslavie ainsi que les USA et le Canada. La Turquie n'en fait pas partie.

3. La situation en Turquie

Le Comité interdépartemental de la coopération au développement et de l'aide humanitaire internationale (CICDA) constate que la Turquie souffre principalement des maux suivants: une économie sous-développée, une démographie galopante, un chômage élevé et une dégradation rapide de l'environnement.

L'explosion démographique est particulièrement préoccupante. Le rapport "Stratégie pour la politique des années 90 en matière d'asile et de réfugiés" (p. 24) du groupe de réflexion interdépartemental prévoit que la population de la Turquie passera le cap des 70 millions d'habitants en l'an 2000. La création de nouveaux emplois n'arrivera pas à suivre le rythme de la croissance démographique. De plus en plus de demandeurs d'emploi turcs continueront donc à tenter leur chance dans d'autres pays dont la Suisse.

4. Ressortissants turcs en Suisse, en particulier sur le marché du travail

Le nombre des ressortissants turcs résidant en Suisse est passé de 4'700 en 1964 à 59'500 à fin 1989; ce chiffre ne comprend pas les demandeurs d'asile. La Turquie arrive maintenant en sixième position dans le total de la population résidente étrangère permanente (fin 1989: 5,7%), avant nos voisins, la France et l'Autriche.

Les Turcs constituent le premier groupe de nouveaux demandeurs d'asile (9'395 en 1989, soit 38,5% de toutes les demandes d'asile). Ils sont également à l'origine d'une bonne partie des demandes en suspens (31 décembre 1989: 10'609 demandes en première instance ou 39% des cas pendants). Néanmoins, leurs chances d'obtenir le statut de réfugiés sont très minces (taux d'acceptation en 1989: 3,4%).

En 1989, 1'907 personnes d'origine turque sont entrées en Suisse par la voie du regroupement familial, soit 5,8% du total des admissions à ce titre. Ce chiffre varie cependant sensiblement d'une année à l'autre (1982: 2'960 ou 13,8%). La proportion de naissances - par rapport à la part des Turcs à l'ensemble de la population résidente étrangère - (1989: 12,2%), le nombre des moins de 16 ans (1989: 9,9%) et des enfants en âge scolaire (1989: 8,8%) sont supérieurs à la moyenne. La population résidente étrangère de nationalité turque enregistre par ailleurs un taux d'activité inférieur à la moyenne (1989: 51,6% contre 60,7% pour l'ensemble de la population résidente étrangère), mais un taux de chômage particulièrement élevé: à fin décembre 1989, selon nos calculs, 2,2% contre 0,7% pour l'ensemble des travailleurs étrangers et 0,6% pour les Suisses. 15,7% des Turcs travaillent dans l'industrie textile et dans le domaine de

de l'habillement, des sous-vêtements et des chaussures, un secteur économique caractérisé par une forte régression de l'emploi.

5. La situation sociale des Turcs en Suisse

Les ressortissants turcs ont beaucoup plus de peine à s'intégrer en Suisse que par exemple les Italiens ou les Espagnols. Au gros handicap que constitue déjà en soi la différence de culture, vient bien souvent s'ajouter le faible niveau voire le manque total de formation scolaire. L'appartenance à l'Islam représente également un facteur déterminant dans l'optique de la politique d'intégration. Il peut s'avérer une source de difficultés susceptible d'entraver l'intégration de ressortissants d'autres pays. Ce danger apparaît aujourd'hui déjà, dans le domaine scolaire par exemple.

Selon les enquêtes approfondies de la Commission fédérale pour les problèmes des étrangers, les Turcs se heurtent fréquemment en Suisse aux handicaps suivants: difficulté à trouver un logement pour les familles traditionnellement nombreuses; vues fondamentalement divergentes sur la scolarisation et de l'éducation des enfants, en particulier des filles; claustration et isolement des femmes turques en raison d'une conception différente du rôle des hommes et des femmes; fréquentes querelles politiques et idéologiques entre les Turcs eux-mêmes; difficulté à assurer de manière adéquate l'assistance de la communauté religieuse musulmane; activisme accru des mouvements fondamentalistes hostiles à l'intégration; important endettement de nombreuses familles turques cédant à la facilité des petits crédits.

Dans le domaine familial, les sources majeures de problèmes résident dans le culte de l'esprit de clan ou de la famille au sens large faisant que les ressortissants turcs ont tendance à se concentrer au même endroit - domicile, lieu de travail - et le maintien de la femme dans le rôle traditionnel assigné par le Coran. De surcroît, faute de moyens financiers et vu la situation du marché du logement, il n'est pas rare qu'une partie des enfants restent ou soient envoyés vivre en Turquie.

Dans le domaine scolaire, s'ajoute souvent aux problèmes de langues l'incapacité à surmonter les grandes différences culturelles. Selon les statistiques scolaires, un grand nombre d'enfants turcs fréquentent les classes spéciales, doivent répéter une ou plusieurs classes ou ne suivent qu'à grand-peine l'enseignement normal. Les mesures d'appui nécessaires (scolarisation des nouveaux arrivés ayant déjà suivi une partie du cursus scolaire, rattrapage linguistique) menacent les principes et les objectifs fondamentaux de l'enseignement (par exemple, égalité des chances, forme d'enseignement interculturel) ayant également cours dans les pays d'origine des étrangers. En fin de compte, tous les élèves en pâtissent. Les fillettes turques n'ont souvent pas le droit, pour des motifs religieux, de participer à toutes les activités scolaires. Faute de formation scolaire suffisante, les jeunes gens turcs ont souvent, leur scolarité terminée, de la peine à trouver une place d'apprentissage ou un emploi.

Les Turcs arrivant pour la première fois en Suisse n'ont dans bien des cas qu'une formation scolaire et professionnelle lacunaire. Leur manque de connaissance de la langue du pays rend non seulement difficile leur emploi efficient et leur intégration à leur lieu de travail, mais également des mesures à long terme, telles que perfectionnement ou reconversion professionnels au titre de l'assurance-chômage ou de l'assurance-invalidité, ou rattrapage d'une formation professionnelle de base.

6. Expériences faites en République fédérale allemande

Tandis que, dans les années soixante, la Suisse édictait des prescriptions restrictives à l'encontre des travailleurs turcs, la République fédérale allemande de son côté concluait, en 1961, avec la Turquie une convention de recrutement.

En dépit du blocage du recrutement décidé par la RFA en 1973 - pas de recrutement de travailleurs hors des pays communautaires - le nombre de Turcs n'a cessé d'augmenter. Forte d'environ 1,5 millions de personnes, la communauté turque fournit aujourd'hui un tiers de la population résidante étrangère de la République fédérale allemande et forme le premier groupe d'immigrants. Aucun autre pays d'Europe ne compte une telle proportion de Turcs.

Le fait d'ouvrir le marché du travail aux travailleurs turcs n'a pas tari les demandes d'asile de requérants turcs. Loin de là, puisque les turcs ont représenté certaines années jusqu'à un tiers de l'ensemble des candidats à l'asile. La régression enregistrée ces derniers temps est vraisemblablement due à l'afflux des travailleurs des pays de l'Est et à la détente du marché du travail qui en a résulté.

Les données statistiques fournies par l'institut fédéral du travail concernant les travailleurs et les demandeurs d'asile turcs ne permettent pas de procéder à des comparaisons significatives avec les conditions suisses. Elles ne permettent pas notamment de comparer l'évolution du nombre des demandeurs d'asile, en République fédérale allemande et en Suisse, avant et après le blocage du recrutement décidé par la RFA en 1973 (durant la période 1970 - 79, manque de données statistiques par pays). Elles confirment néanmoins le constat fait ci-dessus.

7. Conséquences possibles d'une extension des régions traditionnelles de recrutement à la Turquie

- a) Une extension devrait forcément se faire au détriment des actuelles régions de recrutement, puisqu'il est hors de question d'augmenter substantiellement les contingents fixés jusqu'ici. Il s'agit en l'occurrence de pays avec lesquels nous entretenons traditionnellement d'étroites relations; nos rapports avec eux risqueraient dès lors d'en pâtir.
- b) Eu égard à la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée régnant dans notre pays, le recrutement devra être davantage régi à l'avenir par des critères qualitatifs. Or la Turquie n'est guère en mesure de fournir des spécialistes et des travailleurs qualifiés.

- c) La perspective de pouvoir exercer une activité rémunérée accroît toujours l'attrait du pays de destination et incite davantage à émigrer. En donnant plus ou moins automatiquement aux ressortissants turcs immigrant en Suisse une autorisation de séjour les habilitant à travailler, on accroîtrait sensiblement l'attrait de la Suisse en tant que pays d'immigration. Il ne faut pas oublier, à ce propos, que la pression migratoire va devenir de plus en plus grande non seulement en Turquie, mais encore dans d'autres pays du bassin méditerranéen.
- d) Le problème se pose avec d'autant plus d'acuité que nombre de Turcs sont encore prêts à se contenter de salaires de misère et à travailler au noir dans de mauvaises conditions. Ouvrir plus largement les portes aux travailleurs turcs risquerait par conséquent d'entraîner une prolifération du travail au noir et de saper la paix du travail. Tant l'Union syndicale suisse que l'Union centrale des associations patronales suisses se sont déclarées résolument opposées à une extension des régions traditionnelles de recrutement à la Turquie.
- e) Il convient de considérer en outre les aspects de politique européenne: favoriser les ressortissants turcs au détriment des ressortissants des pays de la CE affaiblirait notre position face à la CE dans les questions de migrations, une position dont la force réside essentiellement dans le fait que les trois quarts des étrangers travaillant en Suisse proviennent des pays de la CE.

La CE a décidé de renvoyer l'examen de la demande d'entrée déposée par la Turquie. Les pays de la CE et les autres pays de l'AELE ne se montrent guère plus empressés que nous à ouvrir leurs portes aux travailleurs Turcs. Il n'incombe pas à la Suisse de faire cavalier seul dans sa politique européenne.

- f) Le constat fait à propos du Kosovo yougoslave - en dépit des possibilités légales de recrutement, le nombre des demandes d'asile ne cessent d'augmenter - se vérifierait probablement pour la Turquie. La majorité des demandeurs d'asile turcs provient en effet des mêmes régions que les Turcs immigrés légalement, et une minorité d'entre eux seulement des provinces où les persécutions politiques sont les plus virulentes. L'octroi d'autorisations de séjour normales permettant de travailler risquerait, partant, d'accroître le flot des demandeurs d'asile turcs.

8. Synthèse

Les raisons pour lesquelles la Suisse avait décidé en son temps de ne pas inclure la Turquie dans les régions traditionnelles de recrutement restent valables aujourd'hui encore.

Autoriser les ressortissants turcs à immigrer légalement et à prendre normalement un emploi en Suisse serait source de difficultés pour notre marché du travail et notre infrastructure, freinerait l'intégration des étrangers dans notre pays et nous amènerait à faire cavalier seul sur le plan de la politique européenne.

Octroyer des autorisations de travail aux ressortissants turcs mettrait en péril les objectifs de la politique suisse à l'égard des étrangers et en matière de marché du travail. Si la proportion élevée d'étrangers que compte notre population active reste supportable, c'est notamment parce que les quatre cinquièmes de ces étrangers proviennent de régions linguistiques et culturelles qui nous sont familières. Plus les différences culturelles sont grandes, plus difficile est l'intégration.

D'un point de vue de politique de coopération et humanitaire, on pourrait imaginer d'autoriser un certain nombre de Turcs provenant de régions où les possibilités de travail sont quasi inexistantes, à venir travailler en Suisse pour un temps limité. La difficulté serait alors, outre les problèmes susmentionnés, de s'assurer que ces travailleurs quittent effectivement la Suisse au terme de leur séjour et rentrent chez eux, ce qui paraît pour le moins difficile.

La position de la Suisse face à la CE à la veille des négociations en vue de la création d'un Espace économique européen constitue un des éléments de réponse déterminants à la question qui nous occupe. Il paraît inopportun pour l'heure de mener une politique d'immigration isolée en ce qui concerne la Turquie. La RDA elle-même a été contrainte, sous la pression de la RFA, à suspendre l'accord supprimant l'obligation du visa conclu avec la Turquie. Il est fort peu probable que la CE ouvre ses portes à l'immigration turque ces prochaines années. Les actuels bouleversements intervenant dans les pays de l'Est posent des problèmes de politique d'immigration nouveaux aux pays de l'Europe de l'ouest en général et à la CE en particulier, auxquels on ne sait pas encore comment ceux-ci vont répondre.

9. Conclusion

Le groupe de travail interdépartemental estime qu'il convient de renoncer pour l'heure à inclure la Turquie dans les régions traditionnelles de recrutement.

Annexe

AnnexeComposition du groupe de travail interdépartemental

Messieurs:

- K. Hug, directeur de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, président du groupe de travail
- P.- O. Vallotton, secrétaire adjoint au département de justice et police, Genève
- W. Wüthrich, directeur-adjoint de l'Office fédéral des étrangers
- G. Zürcher, conseiller scientifique du Délégué aux réfugiés
- M. Greco, Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire
- S. Lutz, vice-président de la Commission fédérale pour les problèmes des étrangers
- R. Riedo, secrétaire de la Commission fédérale pour les problèmes des étrangers
- S. Werenfels, chef-adjoint de la division du marché du travail, OFIAMT
- E. Williner, division du marché du travail, OFIAMT
- P. Gasser, division du marché du travail, OFIAMT, secrétaire de la commission

Verordnung
über die Begrenzung der Zahl der Ausländer
(BVO)

Änderung vom

Der Schweizerische Bundesrat
verordnet:

I

Die Verordnung vom 6. Oktober 1986¹⁾ über die Begrenzung der Zahl der Ausländer wird wie folgt geändert:

Art. 13 Bst. d Ziffer 3 - 5 und Bst. m

Von den Höchstzahlen ausgenommen sind:

- d. Ausländer, die innerhalb eines Kalenderjahres insgesamt längstens vier Monate in der Schweiz erwerbstätig sind, sofern:
 3. sie nicht bereits im Vorjahr mit einer Saisonbewilligung (Art. 16) von über sieben Monaten in der Schweiz erwerbstätig waren;
 4. die Bewilligungen in Saisonbetrieben (Art. 16 Abs. 2 und 3) nur während der Saison oder Beschäftigungsspitze gewährt werden;

1) SR 823.21

5. die Zahl dieser kurzfristig beschäftigten Ausländer nur in begründeten Ausnahmefällen einen Viertel des gesamten Personalbestandes im Betrieb überschreitet;
- m. Schüler und Studenten, die an einer Hoch-, Berufs- oder Fachschule in der Schweiz eine ganztägige Ausbildung mit obligatorischem Praktikum absolvieren, wenn das Praktikum die Hälfte der gesamten Ausbildung nicht überschreitet;

Art. 15 Abs. 4 Bst. b

⁴Für zeitlich begrenzte Tätigkeiten kann das BIGA befristete Verfügungen erlassen für Jahresbewilligungen an:

- b. Führungskräfte oder qualifizierte Fachleute international tätiger Unternehmen im Rahmen eines betrieblichen Kadertransfers;

Art. 17 Abs. 2

²Für dringende und unaufschiebbare Vorhaben von nationaler oder grosser regionaler Bedeutung sowie in Ausnahmefällen kann die für die Kontingentszuteilung zuständige Arbeitsmarktbehörde oder das BIGA verfügen, dass die betreffenden Saisoniers früher zum Stellenantritt einreisen können.

Art. 20 Höchstzahlen für die Kantone

¹Die Kantone können bis zu den in Anhang 3 Absatz 1 Buchstabe a festgesetzten Höchstzahlen Aufenthaltsbewilligungen erteilen:

- a. für höchstens sechs Monate an Ausländer, die sich für eine kurzfristige Erwerbstätigkeit in der Schweiz aufhalten;
- b. für höchstens 18 Monate an Au-pair-Angestellte;
- c. für höchstens 18 Monate für Weiterbildungsaufenthalte von jungen Berufsleuten im Gesundheitswesen, die ihren Berufsabschluss im Ausland erlangt haben und zur Vertiefung ihrer Fachkenntnisse im erlernten Beruf eingesetzt werden.

²Bewilligungen für die Bedürfnisse des Gesundheitswesens gehen grundsätzlich zulasten der Höchstzahlen für die Kantone.

Art. 25 Abs. 1, 3 und 4

¹Jahresbewilligungen für zeitlich begrenzte Tätigkeiten (Art. 15 Abs. 4) können nur aus zwingenden Gründen aufgrund einer Verfügung des BIGA verlängert werden.

³Bewilligungen für Kurzaufenthalter nach Artikel 20 Absatz 1 Buchstabe a können nicht verlängert werden.

⁴Bewilligungen für Kurzaufenthalter nach Artikel 20 Absatz 1 Buchstaben b und c sowie nach Artikel 21 können höchstens bis zu einer Gesamtdauer von 18 Monaten verlängert werden.

Art. 26 Abs. 3

³Der Ausländer kann nur einmal eine Bewilligung zu einem Weiterbildungsaufenthalt (Art. 20 Abs. 1 Bst. c, Art. 21 Abs. 2 und 22) erhalten.

Art. 49 Abs. 1 Bst. a.ter

¹Die kantonalen Arbeitsmarktbehörden sind zuständig für:

- a.ter Verfügungen über die vorzeitige Einreise von Saisoniers des Baugewerbes (Art. 17 Abs. 2), soweit die Bewilligungen zulasten der Höchstzahlen für die Kantone gehen;

Art. 50 Bst. a, c und e

Das BIGA ist zuständig für:

- a. die Zustimmung zur Wiedereinreise nach längerem Auslandaufenthalt (Art. 13 Bst. i Ziff. 2);
- c. Verfügungen über die vorzeitige Einreise von Saisoniers des Baugewerbes (Art. 17 Abs. 2), soweit die Bewilligungen zulasten der Höchstzahl für den Bund gehen;
- e. Verfügungen über Verlängerungen von Jahresbewilligungen für zeitlich begrenzte Tätigkeiten (Art. 25 Abs. 1), von Bewilligungen für Kurzaufenthalter (Art. 25 Abs. 4) und von Stagiaires-Bewilligungen (Art. 25 Abs. 5);

II

Die Anhänge 1-3 erhalten die Fassung gemäss Beilage.

III

Diese Änderung tritt am 1. November 1990 in Kraft.

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates

Der Bundespräsident:

Der Bundeskanzler:

101	Basel-Stadt	455 503
102	Basel-Landschaft	519 517
103	Solothurn	481 2
104	Schaffhausen	481 2
105	Sankt Gallen	481 2
106	Appenzell A. u. E.	481 2
107	Appenzell A. u. E.	481 2
108	Appenzell A. u. E.	481 2
109	Appenzell A. u. E.	481 2
110	Appenzell A. u. E.	481 2
111	Appenzell A. u. E.	481 2
112	Appenzell A. u. E.	481 2
113	Appenzell A. u. E.	481 2
114	Appenzell A. u. E.	481 2
115	Appenzell A. u. E.	481 2
116	Appenzell A. u. E.	481 2
117	Appenzell A. u. E.	481 2
118	Appenzell A. u. E.	481 2
119	Appenzell A. u. E.	481 2
120	Appenzell A. u. E.	481 2
121	Appenzell A. u. E.	481 2
122	Appenzell A. u. E.	481 2
123	Appenzell A. u. E.	481 2
124	Appenzell A. u. E.	481 2
125	Appenzell A. u. E.	481 2
126	Appenzell A. u. E.	481 2
127	Appenzell A. u. E.	481 2
128	Appenzell A. u. E.	481 2
129	Appenzell A. u. E.	481 2
130	Appenzell A. u. E.	481 2
131	Appenzell A. u. E.	481 2
132	Appenzell A. u. E.	481 2
133	Appenzell A. u. E.	481 2
134	Appenzell A. u. E.	481 2
135	Appenzell A. u. E.	481 2
136	Appenzell A. u. E.	481 2
137	Appenzell A. u. E.	481 2
138	Appenzell A. u. E.	481 2
139	Appenzell A. u. E.	481 2
140	Appenzell A. u. E.	481 2
141	Appenzell A. u. E.	481 2
142	Appenzell A. u. E.	481 2
143	Appenzell A. u. E.	481 2
144	Appenzell A. u. E.	481 2
145	Appenzell A. u. E.	481 2
146	Appenzell A. u. E.	481 2
147	Appenzell A. u. E.	481 2
148	Appenzell A. u. E.	481 2
149	Appenzell A. u. E.	481 2
150	Appenzell A. u. E.	481 2
151	Appenzell A. u. E.	481 2
152	Appenzell A. u. E.	481 2
153	Appenzell A. u. E.	481 2
154	Appenzell A. u. E.	481 2
155	Appenzell A. u. E.	481 2
156	Appenzell A. u. E.	481 2
157	Appenzell A. u. E.	481 2
158	Appenzell A. u. E.	481 2
159	Appenzell A. u. E.	481 2
160	Appenzell A. u. E.	481 2
161	Appenzell A. u. E.	481 2
162	Appenzell A. u. E.	481 2
163	Appenzell A. u. E.	481 2
164	Appenzell A. u. E.	481 2
165	Appenzell A. u. E.	481 2
166	Appenzell A. u. E.	481 2
167	Appenzell A. u. E.	481 2
168	Appenzell A. u. E.	481 2
169	Appenzell A. u. E.	481 2
170	Appenzell A. u. E.	481 2
171	Appenzell A. u. E.	481 2
172	Appenzell A. u. E.	481 2
173	Appenzell A. u. E.	481 2
174	Appenzell A. u. E.	481 2
175	Appenzell A. u. E.	481 2
176	Appenzell A. u. E.	481 2
177	Appenzell A. u. E.	481 2
178	Appenzell A. u. E.	481 2
179	Appenzell A. u. E.	481 2
180	Appenzell A. u. E.	481 2
181	Appenzell A. u. E.	481 2
182	Appenzell A. u. E.	481 2
183	Appenzell A. u. E.	481 2
184	Appenzell A. u. E.	481 2
185	Appenzell A. u. E.	481 2
186	Appenzell A. u. E.	481 2
187	Appenzell A. u. E.	481 2
188	Appenzell A. u. E.	481 2
189	Appenzell A. u. E.	481 2
190	Appenzell A. u. E.	481 2
191	Appenzell A. u. E.	481 2
192	Appenzell A. u. E.	481 2
193	Appenzell A. u. E.	481 2
194	Appenzell A. u. E.	481 2
195	Appenzell A. u. E.	481 2
196	Appenzell A. u. E.	481 2
197	Appenzell A. u. E.	481 2
198	Appenzell A. u. E.	481 2
199	Appenzell A. u. E.	481 2
200	Appenzell A. u. E.	481 2

Von der Höchstzahl von 4'000 wird ein Anteil von 3'000
 freigegeben. 000'000 sind für die Landes-
 die 31. Oktober 1991.

Anhang 1

(Art. 14 und 15)

¹Die Höchstzahlen für erstmalige Jahresbewilligungen, die zu einer Erwerbstätigkeit berechtigen, werden insgesamt auf 12'006 festgesetzt:

a. Höchstzahlen für die Kantone: 8'006

Zürich	1'372	Schaffhausen	106
Bern	925	Appenzell A. Rh...	107
Luzern	387	Appenzell I. Rh...	28
Uri	47	St. Gallen	404
Schwyz	152	Graubünden	310
Obwalden	50	Aargau	487
Nidwalden	37	Thurgau	244
Glarus	77	Tessin	293
Zug	111	Waadt	687
Freiburg	243	Wallis	308
Solothurn	241	Neuenburg	264
Basel-Stadt	292	Genf	516
Basel-Landschaft ..	237	Jura	81

b. Höchstzahl für den Bund: 4'000

Von der Höchstzahl von 4'000 wird ein Anteil von 3'000 freigegeben.

²Die Höchstzahlen gelten für die Zeit vom 1. November 1990 bis 31. Oktober 1991.

³Die durch die Änderung vom 18. Oktober 1989¹⁾ der Verordnung des Bundesrates freigegebenen, aber noch nicht ausgeschöpften Höchstzahlen können bis zu einem Fünftel des restlichen Teils weiterhin beansprucht werden.

1) AS 1989 2234

Anhang 2

(Art. 18 und 19)

¹Der gesamtschweizerische Höchstbestand der Saisonniers, der zu keinem Zeitpunkt überschritten werden soll, wird auf 110'000 festgesetzt.

²Die Höchstzahlen der Saisonbewilligungen werden insgesamt auf 163'750 festgesetzt:

a. Höchstzahlen für die Kantone: 153'750

Zürich	15'187	Schaffhausen	768
Bern	16'890	Appenzell A. Rh...	980
Luzern	6'714	Appenzell I. Rh...	445
Uri	1'489	St. Gallen	6'768
Schwyz	2'905	Graubünden	25'374
Obwalden	1'961	Aargau	5'356
Nidwalden	1'182	Thurgau	3'294
Glarus	1'129	Tessin	9'201
Zug	1'554	Waadt	14'152
Freiburg	2'918	Wallis	16'852
Solothurn	2'189	Neuenburg	2'110
Basel-Stadt	2'554	Genf	8'506
Basel-Landschaft ..	2'263	Jura	1'009

b. Höchstzahl für den Bund: 10'000

³Die Höchstzahlen gelten für die Zeit vom 1. November 1990 bis 31. Oktober 1991.

⁴Bewilligungen an Saisonniers, die nach dem 31. Oktober 1990 einreisen, sind an die Höchstzahlen für 1990/91 anzurechnen, auch wenn die Gesuche schon früher eingereicht und behandelt worden sind.

Anhang 3

(Art. 20 und 21)

¹Die Höchstzahlen der Bewilligungen für Kurzaufenthalter werden insgesamt auf 15'002 festgesetzt:

a. Höchstzahlen für die Kantone: 9'002

Zürich	1'544	Schaffhausen	119
Bern	1'041	Appenzell A. Rh...	114
Luzern	436	Appenzell I. Rh...	30
Uri	53	St. Gallen	454
Schwyz	171	Graubünden	349
Obwalden	57	Aargau	548
Nidwalden	42	Thurgau	275
Glarus	86	Tessin	329
Zug	125	Waadt	773
Freiburg	274	Wallis	346
Solothurn	271	Neuenburg	297
Basel-Stadt	329	Genf	581
Basel-Landschaft ..	267	Jura	91

b. Höchstzahl für den Bund: 6'000

²Die Höchstzahlen gelten für die Zeit vom 1. November 1990 bis 31. Oktober 1991.

³Die durch die Änderung vom 18. Oktober 1989¹⁾ der Verordnung des Bundesrates festgesetzten, aber noch nicht ausgeschöpften Höchstzahlen der Bewilligungen für Kurzaufenthalter verfallen am 31. Oktober 1990.

1) AS 1989 2234

Erläuterungen zur Änderung der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer

Vernehmlassung zur Ausländerregelung 1990/91

I

Art. 13 Bst. d Ausnahmen

Die vorliegende Fassung bringt eine geringfügige Anpassung der letztjährigen Änderung dieses Tatbestandes, was sich aufgrund der bisherigen Erfahrungen aufdrängt.

Die bisherige Ziffer 3 hat sich als zu restriktiv erwiesen und damit auch gegen den beabsichtigten Schutz des ausländischen Arbeitnehmers gewendet. Um bestehende Umwandlungsansprüche des Saisonniers auf eine Jahresbewilligung nicht zu unterlaufen, genügt eine Befristung der letztjährigen Saisonbewilligung auf sieben Monate. Dieser Zeitraum berücksichtigt auch allfällige Ferienansprüche am Ende der Saison.

Die Beschränkung der Beschäftigung von Kurzaufenthaltern in Zweisaisonbetrieben auf eine einzige Saison in Ziffer 4 trägt den tatsächlichen Bedürfnissen in den Saisonbetrieben der Berg- und Tourismusregionen nicht Rechnung. Dies hätte zur Folge, dass zahlreiche Betriebe während einer der beiden Hauptsaisons in personeller Hinsicht stark eingeengt würden. Diese Einschränkung fällt daher weg.

In Ziffer 5 wird dagegen eine Quotengrenze eingeführt, die den Betrieben einen übermässigen oder missbräuchlichen Zugriff auf Kurzaufenthalter verunmöglicht. Diese Regelung geht davon aus, dass der Zweisaisonbetrieb über einen minimalen Bestand von Stammpersonal verfügen muss, um Kurzaufenthalter zu beschäftigen.

Art. 13 Bst. m Ausnahmen

Hier handelt es sich nicht um eine materielle Änderung, sondern um eine Zuständigkeitsdelegation vom BIGA an die kantonalen Arbeitsmarktbehörden. Schüler und Studenten mit einer ganztägigen Ausbildung und obligatorischem Praktikum wurden von der Kontingentierung ausgenommen, wenn das Praktikum einen Drittel der Ausbildung nicht überschritten hat. Für längere Praktika war bisher die Zustimmung des BIGA erforderlich. Es geht dabei darum, zwischen der schulischen und der betrieblichen Ausbildung zu unterscheiden; letztere unterliegt grundsätzlich der Kontingentierung.

Wenn nun das obligatorische Praktikum die Hälfte der gesamten Ausbildung nicht überschreitet, kann inskünftig eine Bewilligung ohne Kontingentsbelastung erteilt werden.

**Art. 15 Abs. 4 Bst. b Höchstzahl für den Bund
(zeitlich begrenzte Tätigkeiten)**

Ziel dieser Anpassung ist es, den international tätigen Unternehmen mehr Flexibilität zu verleihen zur Erleichterung des betrieblichen Kadertransfers von qualifizierten Arbeits- und Führungskräften. Obwohl wegen der Kontingentsbeschränkung keine maximale Lösung möglich ist, soll den wachsenden Bedürfnissen nach Kadertransfer etwas besser Rechnung getragen werden können. Gleichzeitig wird in den Weisungen die grundsätzliche Maximaldauer von bisher drei auf vier Jahre hinaufgesetzt. In diesem Zusammenhang ist auch auf Art. 25 Abs. 1 zu verweisen.

**Art. 17 Abs. 2 Einreisedatum für Saisoniers
der Bauwirtschaft**

Die vorgesehene Änderung ist administrativer Natur; sie delegiert die Zuständigkeit für die vorzeitigen Einreisen der Bausaisoniers vom BIGA an die kantonalen Arbeitsmarktbehörden. Diese Ausnahmegesuche sind inskünftig von jener

Behörde zu behandeln, deren Kontingente damit belastet werden.

Art. 20 Höchstzahlen für die Kantone

Vor allem wegen Übereinstimmung mit Bst. c wird in Art. 20 Abs. 1 Bst. b die Höchstdauer für Au-pair-Angestellte von zwölf auf 18 Monate festgelegt. Diese Maximalbefristung erfolgt auch im Sinne einer Vereinheitlichung auf internationaler Ebene. Im übrigen ist diese Anpassung ohne grössere mengenmässige Bedeutung.

Der Änderungsvorschlag in Art. 20 Abs. 1 Bst. c bringt eine wesentliche Neuerung im Bereiche der Weiterbildungsaufenthalte für das Gesundheitswesen. Parallel zum Grundsatz bei den Jahresbewilligungen, wo die Kantone für die Bedürfnisse des Gesundheitswesens zuständig sind, soll ihnen darüber hinaus auch die Verantwortung für die Kurzaufenthalter überbunden werden. Diese Vollzugsdelegation vom BIGA an die Kantone bringt eine grössere Kompetenzkongruenz auf regionaler und kantonaler Ebene und beschleunigt den Vollzug. Diese Lösung wurde von mehreren Kantonen wiederholt gefordert. Materiell entspricht sie der heutigen Regelung von Art. 21 Abs. 1 Bst.c., verzichtet aber auf die zwingende Vermittlung durch einen Berufsverband. Die Änderung trägt den aktuellen Gegebenheiten im schweizerischen Gesundheitswesen besser Rechnung.

Art. 20 Abs. 2 ist neu formuliert, analog zum Grundsatz in Art. 14 Abs. 3. Damit erteilen die Kantone die Bewilligungen für Kurzaufenthalter zur Weiterbildung im Gesundheitswesen, die bisher über Art. 21 Abs. 2 Bst. c liefen, vollständig und autonom.

Art. 25 Abs. 1, 3 und 4 Verlängerung

Die Neufassung von Art. 25 Abs. 1 hat zur Folge, dass im Falle einer unvorhergesehenen Verlängerung im Rahmen des betrieblichen Kadertransfers (vgl. vorne Art. 15 Abs. 4 Bst. b) keine erneute Kontingentsbelastung erfolgen muss. Dies verhilft der Bewilligungsbehörde zu einer zusätzlich wünschbaren Flexibilität.

Abs. 3 und 4 sind lediglich formelle Anpassungen ohne materiellen Einfluss auf die bisherige Regelung.

Art. 26 Abs. 3 Erneuerung

Es handelt sich auch hier lediglich um eine formelle Anpassung. Weiterbildungsaufenthalte nach Art. 20 und 21 von höchstens 18 Monaten können, unabhängig von der Kontingentsbelastung, nur einmal gewährt werden.

Art. 49 Abs. 1 Bst. a.^{ter} Kantonale Arbeitsmarktbehörden

Dieser Zusatz regelt die formelle Zuständigkeit für die vorzeitige Einreise von Saisoniers des Baugewerbes gemäss Art. 17 Abs. 2 (vorne).

Art. 50 Bst. a, c und e BIGA

Hier wird für die materiellen Änderungen von Art. 13 Bst. m (Ausnahmen für Schüler und Studenten), von Art. 17 Abs. 2 (vorzeitige Einreise von Saisoniers des Baugewerbes) und für Art. 25 die formelle Zuständigkeit angeglichen.

II

Anhänge 1-3 der Verordnung; Höchstzahlen

Der Bundesrat hat das BIGA und das BFA im vergangenen Jahr beauftragt, gemeinsam mit den Kantonen die Verteilung der Höchstzahlen der Kantone für die verschiedenen Aufenthaltskategorien zu überprüfen und ihm neue Entscheidungsgrundlagen vorzulegen. Die Arbeitsgruppe, der Vertreter von elf Kantonen angehörten, hat sich nach umfassender Arbeit mehrheitlich für die nachfolgenden Lösungsvorschläge entschieden (für detailliertere Informationen vgl. Zusatzberichte der Arbeitsgruppe).

Anhang 1, Jahresbewilligungen

Grundlage für die Schlüsselverteilung sind die jährlichen Zahlen der Erwerbstätigen insgesamt (Schweizer und Ausländer, ohne Saisonniers). Die entsprechende Grundverteilung wird durch die Parameter Grenzgängerbeschäftigung, Ausländerbeschäftigung und Binnenwanderung gewichtet und korrigiert. Um eine notwendige wirtschaftliche Kontinuität zu gewährleisten und die Änderungsverluste zu begrenzen, wird in der Hauptvariante eine Übernahme der bisherigen Kontingente von 70% bzw. eine Neuverteilung von 30 % vorgeschlagen. Damit verbunden ist eine Erhöhung der Höchstzahlen für die Kantone um 1'000 Einheiten.

Anhang 2, Saisonbewilligungen

Grundlage für die Schlüsselverteilung sind die jährlich erhobenen Zahlen für Beschäftigte (Schweizer und Ausländer, inkl. Saisonniers) in der Landwirtschaft, in der Bauwirtschaft und im Gastgewerbe. Die entsprechende Grundverteilung im Gastgewerbe wird zusätzlich durch einen Saisonalitätsfaktor (Gastbetten/Logiernächte) und einen Rotationsfaktor

(Zweisaisonbetriebe) gewichtet. Anschliessend wird diese Gesamtverteilung durch die Parameter Saisonabhängigkeit und Grenzgängerbeschäftigung gewichtet und korrigiert.

Eine entsprechende Neuverteilung hätte bei der gegenwärtig äusserst angespannten Arbeitsmarktlage unzumutbare Kürzungen insbesondere für Nichttourismuskantone zur Folge. Deshalb schlägt die Arbeitsgruppe eine Begrenzung der Kontingentsgewinne auf höchstens 25 % und eine Umverteilung ohne Kontingentsverluste vor. Die Hauptvariante geht von einer Neuverteilung von 50 % bzw. von einer entsprechenden Übernahme der bisherigen Kontingente aus; dies hat eine Erhöhung der Höchstzahlen für die Kantone um rund 7'000 Einheiten auf 153'750 Bewilligungen zur Folge.

Anhang 3, Bewilligungen für Kurzaufenthalter

Die Schlüsselverteilung für Kurzaufenthalter berechnet sich gleich wie für die Jahresbewilligungen (vgl. vorne, Anhang 1).

Ausländerregelung 1990/91
Réglementation pour les étrangers 1990/91

Höchstzahlen der Kantone
für die Kontingentsperiode November 1990 - Oktober 1991

Nombres maximums de contingents par canton
Période novembre 1990 - octobre 1991

Kanton Canton	Erstmalige Jahresbewilligungen autorisations à l'année initiales			Saison- bewilligungen autorisations saisonnnières			Kurzaufenthalter- bewilligungen autorisations pour des séjours de courte durée		
	1990	1989	+	1990	1989	+	1990	1989	+
Total	8'006	7'000	1'006	153'750	146'725	7'025	9'002	7'000	2'002
ZH	1'372	1'162	210	15'187	15'187	0	1'544	1'162	382
BE	925	750	175	16'890	14'897	1'993	1'041	750	291
LU	387	273	114	6'714	5'564	1'150	436	273	163
UR	47	36	11	1'489	1'356	133	53	36	17
SZ	152	123	29	2'905	2'324	581	171	123	48
OW	50	44	6	1'961	1'569	392	57	44	13
NW	37	26	11	1'182	1'109	73	42	26	16
GL	77	70	7	1'129	1'129	0	86	70	16
ZG	111	74	37	1'554	1'554	0	125	74	51
FR	243	177	66	2'918	2'334	584	274	177	97
SO	241	207	34	2'189	2'189	0	271	207	64
BS	292	253	39	2'554	2'554	0	329	253	76
BL	237	228	9	2'263	2'263	0	267	228	39
SH	106	105	1	768	768	0	119	105	14
AR	107	107	0	980	966	14	114	107	7
AI	28	28	0	445	356	89	30	28	2
SG	404	336	68	6'768	6'768	0	454	336	118
GR	310	310	0	25'374	24'871	503	349	310	39
AG	487	414	73	5'356	5'234	122	548	414	134
TG	244	229	15	3'294	3'026	268	275	229	46
TI	293	276	17	9'201	9'201	0	329	276	53
VD	687	645	42	14'152	14'152	0	773	645	128
VS	308	281	27	16'852	15'790	1'062	346	281	65
NE	264	264	0	2'110	2'110	0	297	264	33
GE	516	507	9	8'506	8'506	0	581	507	74
JU	81	75	6	1'009	948	61	91	75	16

BUNDESAMT FÜR INDUSTRIE,
GEWERBE UND ARBEIT

BUNDESAMT FÜR AUSLÄNDERFRAGEN

Ausländerregelung; Schlussbericht der Arbeitsgruppe
"Verteilungsschlüssel"

1. Einleitung

Aufgrund der Auswertungsergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens zur Revision 1989 der Ausländerregelung und auf zusätzliche Anregung von Seiten der VDK wurde das BIGA mit der Bildung einer Arbeitsgruppe für die Ueberarbeitung der geltenden Verteilungsschlüssel (Berechnungsmethoden) zu den Jahres-, Kurz- und Saisonaufenthalterkontingenten beauftragt. Die neuen Schlüssel sollten möglichst objektiv berechnet, klar und einfach nachvollziehbar sein. In 6 halbtägigen Sitzungen zwischen dem 26. Oktober 1989 und dem 2. April 1990 wurden die Materialien für den vorliegenden Schlussbericht erarbeitet. Die letzte Anpassung der Verteilungsschlüssel erfolgte 1986, damals allerdings nur für die Jahresaufenthalter- und Kurzaufenthalter-Kontingente.

Der Arbeitsgruppe gehörten an:

- D. Grossen, BIGA, Vorsitz,
- Dr. A. Villiger, KIGA ZH,
- K. Leiser, KIGA BE,
- H. Blümli, AA LU,
- M. Marti, AA OW,
- G. Curty, OCT FR,
- Frau Jaiser, KIGA BL,
- St. Frei, KIGA SG,
- P. Schwendener, KIGA GR,
- Dr. H. Engler, KIGA AG,
- Dr. R. Piccand, OCT VD,
- Dr. M. Dini, OCT VS,
- Dr. A. Kipfer, BFA,
- G. Steffen, K. Rohner, P. Chatelain,
U. Treuthardt und E. Williner, BIGA, Sekretariat.

Die Mechanismen und die Bewertungsgrundsätze für die einzelnen Verteilungsschlüssel wurden im Laufe der Sitzungen sukzessive entwickelt und verabschiedet. Die vielen zugrundeliegenden Berechnungen wurden vom Vertreter des Zentralen Ausländerregisters im BFA durchgeführt. Die Arbeitsgruppe befasste sich zusätzlich auch mit schriftlichen Eingaben aus verschiedenen Kantonen (ZH, BE, LU, OW, AG). Diese wurden ausgiebig diskutiert und geprüft und, soweit ins allgemein gebilligte Gesamtkonzept passend, berücksichtigt.

2. Rahmenbedingungen und Grundlagen

2.1 Rahmenbedingungen

Die Arbeitsgruppe musste bei ihrer Tätigkeit folgende Gegebenheiten und Forderungen berücksichtigen:

- Wirtschafts- und Arbeitsmarktstrukturen präsentieren sich je nach Kanton sehr unterschiedlich; auch die Entwicklung dieser Strukturen verläuft sehr verschieden;
- Schwierigkeit, Status und Entwicklung dieser Strukturen mit einem Verteilungsschlüssel konsequent zu berücksichtigen;
- Wünsche der Kantone, ihre Ausländerkontingente zu erhöhen;
- Respektierung des Stabilisierungsziels;
- Bedürfnis nach plausiblerer und objektiverer Verteilung der Globalkontingente.

Diese kurze Auflistung zeigt, mit welchen gegensätzlichen Problemen und Zielen sich die Arbeitsgruppe auseinandersetzen hatte. Schon sehr bald stellte sich heraus, dass die von allen Seiten erhobene Forderung nach "besseren" Verteilungsschlüsseln zwar wohl einige grundsätzliche, berechnete Kriterien enthielt, vor allem aber ein verkappter Ruf nach mehr Kontingenten war.

2.2 Grundlagen

Die Arbeitsgruppe arbeitete mit branchenbezogenen Erhebungen und Kennzahlen. Von besonderer Bedeutung war das statistische Zahlenmaterial der

- Betriebszählung 1985 und der
- Erhebung des Zentralen Ausländerregisters vom August 1989.
- Bisherigen Schlüssel und Höchstzahlen für alle diejenigen Varianten, die nicht eine 100 %ige Neuverteilung nach den neuen Schlüsseln vorsehen.

3. Der Saisoniersverteilungsschlüssel

3.1 Kriterien/Parameter und ihre Gewichtung

Die Arbeitsgruppe hat eine ganze Palette potentieller Kriterien geprüft; u.a. solche, die eine bestimmte gegebene Struktur charakterisieren und andere, die Informationen über die Veränderungen dieser Strukturen geben. Auf einige dieser Parameter musste nach eingehender Abwägung der Vor- und Nachteile verzichtet werden. Erstens, weil das Zahlenmate-

rial nicht in jedem Fall 100 %ig gesichert war; zweitens, weil das Interpretationsspektrum nicht klar eingrenzbar war. Verzichtet musste vor allem auf folgende Kriterien werden: Logiernächte in der Parahotellerie, landwirtschaftlicher Gesamtertrag nach Kulturen, Bundesbeiträge an die Landwirtschaft, Rotationsfaktor (Verhältnis der Einreise zum Bestand der Saisoniers in einem bestimmten Zeitpunkt/Zeitraum) im Baugewerbe und in der Landwirtschaft, Schlechtwetterentschädigungen der Arbeitslosenversicherung.

Für die Berechnung verschiedener Verteilungsschlüssel-Varianten im Bereich Saisoniers entschied sich die Arbeitsgruppe für folgende Kriterien:

- Beschäftigte Schweizer und Ausländer in der Landwirtschaft;
- Beschäftigte Schweizer und Ausländer in der Bauwirtschaft;
- Beschäftigte Schweizer und Ausländer im Gastgewerbe;
- Saisonalitätsfaktor im Gastgewerbe, berechnet aus den Zahlenreihen vorhandene und verfügbare Gastbetten sowie Logiernächte (vgl. Tabelle 2.10.90.01);
- Rotationsfaktor im Gastgewerbe (Zweisaisonbetriebsproblematik);
- Saisonabhängigkeit der kantonalen Volkswirtschaften als Verhältnis der Gesamtheit der im Kanton Erwerbstätigen zu den Erwerbstätigen in den entsprechenden Saisonbranchen;
- Korrekturfaktor Grenzgänger (10 ‰ des Grenzgängerbestandes).

3.2 Neuer Saisoniersverteilungsschlüssel

Mit den oben angeführten Parametern wurden mehrere vollständige Berechnungen durchgeführt. Dabei interessierten auch Varianten, welche den Grenzgängerkorrekturfaktor stärker gewichteten.

Der Mechanismus für die Berechnung des Verteilungsschlüssels und der Höchstzahlen kann direkt aus den entsprechenden beiliegenden Tabellen herausgelesen werden.

An dieser Stelle sollen jedoch in erster Linie die Resultate dargelegt werden, die sich ergeben, wenn der neu berechnete Schlüssel 100 %ig zur Anwendung gelangt, was objektiv betrachtet die konsequenteste Lösung wäre. Wir verweisen dazu auf die Tabellen 2.10.90.01, 2.20.90.01 und 2.00.21. Die Ergebnisse dieser Neuberechnung zeigen folgende extreme Abweichungen von den bisherigen Höchstzahlen:

BE	+ 3'998	+ 26.84 %	ZH	- 4'356	- 28.68 %
FR	+ 2'509	+ 107.51 %	GE	- 4'247	- 49.92 %
VS	+ 2'153	+ 13.63 %	VD	- 2'394	- 16.92 %
LU	+ 1'770	+ 31.81 %	BS	- 1'035	- 40.52 %
GR	+ 1'032	+ 4.15 %	TI	- 743	- 8.07 %
SZ	+ 956	+ 41.13 %	BL	- 596	- 26.33 %
OW	+ 912	+ 58.10 %	NE	- 513	- 24.30 %

Gestützt auf diese Resultate musste die Arbeitsgruppe feststellen, dass eine 100 %ige Neuverteilung mit der neuen Schlüsselberechnungsmethode keine realistische Lösung darstellt. Eine solche würde zwangsläufig zu grössten Vollzugsproblemen bei den stark betroffenen "Verliererkantonen" führen. Die Arbeitsgruppe ist sich aber trotzdem im klaren, dass die neue Methode gegenüber der bisherigen eindeutig Vorteile aufweist, dass sie die Saisonbetroffenheit der Kantone deutlich besser reflektiert. Sie hat darum beschlossen, verschiedene Untervarianten zu prüfen, bei denen jeweils teilweise auf die alten Höchstzahlen zurückgegriffen wurde und nur ein Teil der gesamtschweizerischen Saisonniershöchstzahl für die Kantone mit der neuen Berechnungsmethode umverteilt wird. Die Neuverteilung wurde dabei von 10 % - 90 % variiert. Nach hartem Ringen einigte sich die Arbeitsgruppe auf nachstehende

neue Saisonniersverteilungsschlüssel-Hauptvariante:

Die Neuverteilung der kantonalen Saisonniershöchstzahlen erfolgt danach gestützt auf die neugewählten Kriterien und unter Zugrundelegung folgender zusätzlicher Bedingungen:

- Neuverteilung von 50 % der alten Höchstzahlen, womit eine schrittweise Annäherung an die realen Verhältnisse angestrebt wird;
- Vermeidung von Verlusten (Besitzstandsgarantie);
- Begrenzung der Gewinne auf höchstens 25 %.

Der Berechnungsvorgang und die detaillierten Resultate finden sich in den Tabellen 2.00.01 und 3.00.01. Bei der Betrachtung dieser Tabellen fällt insbesondere folgendes auf:

- Die Gesamtzahl der zu verteilenden Einheiten für Saisonbewilligungen wurde um 7'025 erhöht, von 146'725 auf 153'750. Damit kann der erwähnte Besitzstand gewährt werden und mit den begrenzten Gewinnen trotzdem eine notwendige Korrektur der kantonalen Höchstzahlen erreicht werden. Ein Transfer von Bundeskontingentseinheiten auf die Kantone wurde abgelehnt (Flexibilität des Begrenzungssystems).
- 12 Kantone, darunter ZH, TI, VD, NE, und GE, kann so der Besitzstand garantiert werden. 14 Kantone, namentlich BE, LU, FR und VS kommen in den Genuss angemessener

Erhöhungen ihrer Kontingente.

Besitzstand	Erhöhung	absolut	in %
ZH	BE	1'992	13.37
GL	LU	1'149	20.66
ZG	VS	1'062	6.73
SO	FR	584	25.00
BS	SZ	581	25.00
BL	GR	503	2.02
SH	OW	392	25.00
SG	TG	268	8.87
TI	UR	133	9.81
VD	AG	122	2.34
NE	AI	89	25.00
GE	NW	73	6.57
	JU	61	6.43
	AR	14	1.45

- Die Bedingungen: 50 %ige Neuverteilung, Vermeidung von Verlusten und eine Gewinnbeschränkung führen vor allem bei den Kantonen SZ, OW und FR zu relativ grossen Gewinneinbussen.

Im Zusammenhang mit der Neuberechnung des Saisoniersverteilungsschlüssels ist schliesslich noch festzuhalten, dass bei einer 100 %igen Neuverteilung in Kombination mit den genannten Verlust- und Gewinnbedingungen eine Erhöhung der Höchstzahl um 11'272 Einheiten notwendig wäre.

Fazit Saisoniersverteilungsschlüssel

Unter stabilisierungspolitischen und verteilungstechnischen Aspekten hält die Arbeitsgruppe die oben dargelegte Hauptvariante gemäss Tabellen 2.10.90.01, 2.20.90.01, 2.00.01 und 3.00.01 (50 % Neuverteilung, Verlust = 0, Erhöhung des Gesamtkontingentes um 7'025 Bewilligungen, Gewinn höchstens 25 %) als die beste aller untersuchten und beurteilten Lösungen. Sie empfiehlt ihre Umsetzung und Realisierung.

4. Der Jahresaufenthalterverteilungsschlüssel

4.1 Kriterien/Parameter und ihre Gewichtung

Für die Entwicklung eines neuen Jahresaufenthalterschlüssels wählte die Arbeitsgruppe dasselbe Vorgehen wie beim Saisonierschlüssel. Es wurden vorweg ebenfalls die notwendigen Kriterien gesucht, diskutiert, beurteilt und ausgewählt. Von Seiten der Universitätskantone und von Kantonen mit grossen Aufgaben im Gesundheitswesen kam der Vorschlag, man solle einen bestimmten Anteil der Jahresaufenthalterhöchstzahl (5 - 10 %) im voraus nach bestimmten Kriterien auf diese Kantone verteilen und nur den Rest gemäss neu zu definierendem Verteilungsschlüssel. Der Vorschlag wurde von der Arbeitsgruppe nicht weiterverfolgt, da festgestellt werden musste, dass das Gesundheitswesen in praktisch allen Kantonen besondere Probleme bereitet. Ebenfalls nicht als geeignet wurden zudem folgende Kriterien befunden: Veränderung der Beschäftigungslage in den Kantonen, gemessen am Beschäftigungsindex; Arbeitsmarktverhältnisse in den Kantonen, insbesondere Zahlen der Arbeitslosenstatistik.

Teilweise konnten die Vorteile dieser Kriterien mit den gewählten ebenfalls berücksichtigt werden; im Fall der Arbeitsmarktverhältnisse musste festgestellt werden, dass die Ursachen dazu unterschiedlich bedingt sind und u.a. von langfristig gewachsenen, kaum beeinflussbaren sozialen Strukturen abhängen.

Für die Berechnung mehrerer Schlüsselvarianten für Jahresaufenthalter (und Kurzaufenthalter) entschied sich die Arbeitsgruppe schlussendlich für folgende Kriterien/Parameter:

- Erwerbstätige insgesamt (ohne Saisonarbeiter);
- Korrekturfaktor Ausländerbeschäftigung (JA + NL);
- Korrekturfaktor Binnenwanderung (JA);
- Korrekturfaktor Grenzgängerbeschäftigung.

Viel Zeit verbrachte die Arbeitsgruppe mit dem Problem der Gewichtung der verschiedenen Korrekturfaktoren. Zu diesem Zweck musste eine grössere Anzahl Berechnungen und Wirkungsanalysen mit verschiedenen Kombinationen von Korrekturfaktoren bzw. Gewichten durchgeführt werden.

Aufgrund der so erarbeiteten Unterlagen konnte man sich sodann auf folgende Gewichtungen einigen:

- Der Korrekturfaktor Ausländerbeschäftigung wurde auf 20 % begrenzt. Damit kann einerseits ausreichend Rücksicht auf gewachsene Wirtschafts- und Gesellschaftsstrukturen genommen werden; andererseits erhalten Kantone mit kleinem Anteil einen angemessenen Ausgleich.
- Die Binnenwanderung wurde mit 10 % gewichtet. Berücksichtigt wird nur die Wanderung der

Jahresaufenthalter. Das relativ geringe Gewicht ist mit den Einwänden bezüglich Datenlage und dem Hinweis, dass Kantone mit Wanderungsgewinnen nicht unbedingt die Arbeitskräfte erhalten, die ihrer Nachfrage am besten entsprechen, zu erklären.

- Von den beschäftigten Grenzgängern, so wurde ebenfalls entschieden, sollen 3 % von den Grenzkantonen auf die sogenannten Binnenkantone umverteilt werden. Zusätzlich standen 1 % und 5 % zur Diskussion. Mit der Wahl des mittleren Gewichtes konnten Teilziele eines ebenfalls besprochenen Pool-Umlegeverfahrens erreicht werden. Trotzdem bleibt die Wirkung des Korrekturfaktors deutlich spürbar. Es wurde erwogen, dass die Tatsache, dass in den Binnenkantonen das Grenzgängerpotential auch für weniger qualifizierte Tätigkeiten fehlt, berücksichtigt werden muss.

Das besprochene "Pool-System" bestand darin, dass jeder Grenzgängerkanton einen bestimmten Anteil von seinem Grenzgängerbestand in einen Pool abgeben sollte und alle Kantone dann wieder gemäss Grundverteilung an diesem partizipieren konnten. Damit wurde die Einbusse der weniger bedeutenden Grenzgängerkantone gemildert.

4.2 Neuer Jahresaufenthalterverteilungsschlüssel

Hier interessierte a priori auch das Ergebnis der neuentwickelten Berechnungsmethode bei einer 100 %igen Neuverteilung von 7'000 Einheiten (bisherige Gesamthöchstzahl für die Kantone).

Der entsprechende Mechanismus und die umfassende, detaillierte Berechnung lassen sich aus den Tabellen P.02.100, 1.02.100 und 2.02.100 herauslesen.

Die Ergebnisse dieser Neuverteilung zeigen folgende grössere Abweichungen von den bisherigen Höchstzahlen:

LU	+ 220	+ 80.55 %	GE	- 185	- 36.45 %
BE	+ 199	+ 26.50 %	VD	- 146	- 22.64 %
ZH	+ 129	+ 11.12 %	GR	- 129	- 41.46 %
FR	+ 119	+ 67.45 %	NE	- 110	- 41.70 %
ZG	+ 77	+ 104.49 %	BL	- 69	- 30.12 %
SG	+ 57	+ 17.00 %	TI	- 66	- 23.94 %
AG	+ 42	+ 10.04 %	AR	- 62	- 57.98 %

Obwohl die hier skizzierte Schlüsselberechnungsvariante die wirtschaftlichen und ausländerpolitischen Verhältnisse gut widerspiegelt, konnte diese konsequente Variante resultatmässig nicht befriedigen. Beim Jahresaufenthalterschlüssel

wollte man jedoch grundsätzlich nicht mit den Gewinn- und Verlustkonditionen à la Saisonierschlüssel arbeiten. Der neue Schlüsselberechnungsmechanismus sollte möglichst stark wirken. Es wurde darum vereinbart, obige Rechnung unter Zugrundelegung von 8'000 zu verteilenden Einheiten zu wiederholen. Für die entsprechenden Resultate sei auf Tabelle 4.02.100 verwiesen. Mit der letzterwähnten Massnahme konnte die negative Veränderung indessen nur wenig verkleinert werden.

Die Berechnung von zusätzlichen Varianten mit den gewählten Kriterien und Gewichten, aber mit variierenden Anteilen der Uebernahme von alten Höchstzahlen und neuverteilter Komponente wurde beschlossen. Von besonderem Interesse sollten die Varianten: Neuverteilung = 50 %, Neuverteilung = 30 % sein.

Gestützt auf die Diskussion in der Arbeitsgruppe und die errechneten Resultate soll hier vor allem die Variante mit der 30 %igen Neuverteilung kommentiert werden. Es sind folgende Feststellungen zu machen:

- Bei Verteilung von 7'000 Einheiten müssen immer noch 13 Kantone mit Kürzungen ihrer bisherigen Kontingente rechnen. Mit - 17.4 % Reduktion wäre der Kanton AR relativ am stärksten betroffen, gefolgt von AI mit - 16.11 %. Der Kanton TI und alle Westschweizerkantone mit Ausnahme von FR gehörten nach wie vor zu den "Verlierern".
- Bei der Verteilung von 8'000 Einheiten kann die Zahl der "Verliererkantone" bis auf 2 reduziert werden. Absolute und insbesondere relative Reduktionen bewegen sich in einem vertretbaren Rahmen (AR - 5.59 %, AI - 4.12 %).

Die ausführlichen Berechnungen und Resultate dieser Variante finden sich in den Tabellen P.02.030, 1.02.030, 2.02.030, 4.02.030.

Fazit Jahresaufenthalterverteilungsschlüssel

- Die neue Berechnungsmethode wird im Vergleich mit der alten eindeutig als objektiver und einfacher beurteilt.
- Bei 100 %iger Anwendung des neuen Schlüssels wäre jedoch aufgrund der berechneten grossen Abweichungen eine Umsetzung aus realpolitischen Gründen gefährdet.
- Da die Grundlagen der Berechnung und die Wirkung in eine sehr erwünschte Richtung tendieren, sollte die Komponente Neuverteilung soweit wie möglich zur Anwendung gelangen.
- Die Arbeitsgruppe schlägt darum die Schlüsselvariante gemäss Tabellensatz P.02.030 vor. Diese berücksichtigt im besondern eine 30 %ige Neuverteilung und eine Erhöhung der zur Verteilung kommenden Höchstzahl um 1'000 auf 8'000

Einheiten. Da auch die Kantone ihre Einheiten immer mehr für qualifizierte ausländische Arbeitskräfte einsetzen müssen, hält es die Arbeitsgruppe für zweckmässig, auf die in Erwägung gezogene Erhöhung des Bundeskontingentes für Jahresaufenthalter zugunsten der Kantone zu verzichten.

5. Der Kurzaufenthalterverteilungsschlüssel

Der Kurzaufenthalterverteilungsschlüssel ist identisch mit dem Jahresaufenthalterverteilungsschlüssel. Es gelten somit grundsätzlich die gleichen Betrachtungen. Für die Resultate wird auf die Tabellen im Anhang 3 verwiesen.

6. Schlussbemerkungen

Die Arbeitsgruppe hat sich jederzeit bemüht, neue, sachlich besser abgestützte, vor allem einfachere und leicht nachvollziehbare Verteilungsschlüssel zu erarbeiten. Es gelang dabei weitgehend, verständliche Partikularinteressen der verschiedenen Mitglieder im Sinne einer unbedingt notwendigen Gesamtschau an bestimmten übergeordneten (globalen) Zielen auszurichten. Die so zustande gekommenen Lösungen stützen sich auf eine recht breite Basis ab. Trotzdem muss deutlich darauf hingewiesen werden, dass einige Mitglieder der Arbeitsgruppe in ihrer Eigenschaft als Kantonsvertreter teilweise deutliche Vorbehalte anbringen mussten. Diese betreffen jedoch weit mehr die Resultate als die eigentlichen Grundlagen der neuen Schlüssel.

Aus plausiblen Gründen können - wie gezeigt und obwohl wünschbar - alle neuen Verteilungsschlüssel nicht voll zur Anwendung gelangen. Der schliesslich vorgeschlagene Saisonnierschlüssel kommt zu 50 % zum Tragen. Die Auswirkung auf die neuen Höchstzahlen muss weiter durch eine Ausschaltung der Verluste und eine Gewinnbegrenzung auf höchstens 25 % limitiert werden. Damit einher geht zwangsläufig eine Erhöhung der zu verteilenden Gesamthöchstzahl. Der Jahresaufenthalter- bzw. Kurzaufenthalterverteilungsschlüssel wird sogar nur zu 30 % neu angewendet. Um die Verluste im Rahmen zu halten musste auch hier eine Anhebung der Gesamthöchstzahlen in Aussicht genommen werden.

Trotz allen Vorbehalten ist die Arbeitsgruppe zum Schluss gekommen, dass die alten Schlüssel und Höchstzahlen durch die vorgeschlagenen neuen Berechnungsmethoden und die "begrenzten" Ergebnisse ersetzt werden sollten. Allerdings

legt sie Wert auf die Feststellung, dass die hier vorgeschlagenen Revisionen des Saisoniers- und des Jahresaufenthalterverteilungsschlüssels enge Zusammenhänge aufweisen; sie beantragt daher eine gleichzeitige Revision beider Verteilungsschlüssel.

- Anhang 1: Resultatevergleich Saisoniers**
- Anhang 2: Resultatevergleich Jahresaufenthalter**
- Anhang 3: Resultatevergleich Kurzaufenthalter**

Beilagen: Im Text erwähnte Tabellen

BIGA 4.90

REVIDIERTER VERTEILUNGSSCHLUESSEL FUER SAISONARBEITER

Arbeits- kantone	Kant.Kont. gemäss VO 1989/1990	Neuverteilung gemäss revidiertem Verteilungsschlüssel															Arbeits- kantone
		100 % neu verteilt ohne Korrekturen			50 % neu verf. mit Korrektil. *)			Differenz zu den bisherigen Kontingenzen						in Prozent			
		A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	CH					
	146725	146725	146725	153750	0	0	7025	0,00	0,00	4,79	CH						
ZH	15187	10831	12996	15187	-4356	-2191	0	-28,68	-14,43	0,00	ZH						
BE	14897	18895	16889	16889	3998	1992	1992	26,84	13,37	13,37	BE						
LU	5564	7334	6713	6713	1770	1149	1149	31,81	20,66	20,66	LU						
UR	1356	1513	1489	1489	157	133	133	11,56	9,81	9,81	UR						
SZ	2374	3280	2920	2905	956	596	581	41,13	25,66	25,00	SZ						
OW	1569	2481	2114	1961	912	545	392	58,10	34,76	25,00	OW						
NW	1109	1170	1182	1182	61	73	73	5,53	6,57	6,57	NW						
GL	1129	889	1041	1129	-240	-88	0	-21,27	-7,79	0,00	GL						
ZG	1554	1130	1383	1554	-424	-171	0	-27,30	-11,02	0,00	ZG						
FR	2334	4843	3763	2918	2509	1429	584	107,51	61,24	25,00	FR						
SO	2189	1975	2076	2189	-214	-113	0	-9,77	-5,15	0,00	SO						
BS	2554	1519	1910	2554	-1035	-644	0	-40,52	-25,20	0,00	BS						
BL	2263	1667	1913	2263	-596	-350	0	-26,33	-15,47	0,00	BL						
SH	768	725	725	768	-43	-43	0	-5,58	-5,65	0,00	SH						
AR	966	997	980	980	31	14	14	3,18	1,45	1,45	AR						
AI	356	649	502	445	293	146	89	82,33	41,13	25,00	AI						
SG	6768	6623	6643	6768	-145	-125	0	-2,14	-1,85	0,00	SG						
GR	24871	25903	25374	25374	1032	503	503	4,15	2,02	2,02	GR						
AG	5234	5573	5356	5356	339	122	122	6,47	2,34	2,34	AG						
TG	3026	3615	3294	3294	589	268	268	19,47	8,87	8,87	TG						
TI	9201	8458	8635	9201	-743	-566	0	-8,07	-6,16	0,00	TI						
VD	14152	11758	12896	14152	-2394	-1256	0	-16,92	-8,87	0,00	VD						
VS	15700	17943	16852	16852	2153	1062	1062	13,63	6,73	6,73	VS						
NE	2110	1597	1835	2110	-513	-275	0	-24,30	-13,02	0,00	NE						
GE	8506	4259	6232	8506	-4247	-2274	0	-49,92	-26,73	0,00	GE						
JU	948	1097	1009	1009	149	61	61	15,76	6,43	6,43	JU						

*) 1. Verluste = 0
2. Gewinne höchstens 25 %
3. 50 Prozent neu verteilt

REVIDIERTER VERTEILUNGSSCHLÜSSEL FUER JAHRESAUFEHTHALTER

Arbeits- kantone	Kant.Kont. gemäss VO 1989/1990	Neuverteilung von 7000 Einheiten gemäss revidiertem Verteilungsschlüssel												Arbeits- kantone																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
		100 % nach neuem Schlüssel			50 % verteilt			30 %			Differenz zu den bisherigen Kontingenzen																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
		A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C		A	B	C																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000

REVIDIERTER VERTEILUNGSSCHLUESSEL FUER JAHRESAUFENTHALTER

Arbeits- kantone	Kant. Kont. gemäss VO 1989/1990	Neuverteilung von 8000 Einheiten gemäss revidiertem Verteilungsschlüssel												Arbeits- kantone			
		100 % nach neuem Schlüssel			50 % verteilt			30 %			Differenz zu den bisherigen Kontingenten						
		A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C		A	B	C
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	12					
CH	7000	8000	8000	8000	1000	1000	1000	1000	14,29	14,29	14,29	CH					
ZH	1162	1476	1402	1372	314	240	210	210	27,00	20,64	18,10	ZH					
DE	750	1084	971	925	334	221	175	175	44,58	29,43	23,37	DE					
LU	273	563	438	387	290	165	114	114	106,34	60,31	41,90	LU					
UR	36	60	51	47	24	15	11	11	66,81	40,55	30,04	UR					
SZ	123	178	159	152	55	36	28	28	44,57	29,43	23,37	SZ					
OW	44	50	50	50	6	6	6	6	14,55	14,42	14,37	OW					
NW	26	55	43	37	29	17	11	11	113,04	63,66	43,91	NW					
GL	70	68	74	77	-2	4	7	7	-2,26	6,01	9,32	GL					
ZG	74	173	129	111	99	55	37	37	133,71	74,00	50,11	ZG					
FR	177	339	271	243	162	94	66	66	91,38	52,83	37,41	FR					
SO	207	251	244	241	44	37	34	34	21,36	17,82	16,41	SO					
BS	253	300	294	292	47	41	39	39	18,51	16,40	15,55	BS					
BL	228	182	221	237	-46	-7	9	9	20,13	2,92	3,96	BL					
SH	105	73	97	106	-32	-8	1	1	-30,03	-7,87	0,99	SH					
AR	107	51	87	101	-56	-20	-6	-6	-51,98	-18,85	-5,59	AR					
AI	28	15	23	27	-13	-5	-1	-1	-47,07	-16,39	-4,12	AI					
SG	336	449	417	404	113	81	68	68	33,71	24,00	20,11	SG					
GR	310	207	281	310	-103	-29	0	0	-33,10	-9,41	0,07	GR					
AG	414	521	497	487	107	83	73	73	25,78	20,02	17,73	AG					
TG	229	203	233	244	-26	4	15	15	-11,21	1,54	6,64	TG					
TI	276	240	278	293	-36	2	17	17	-13,08	0,60	6,08	TI					
VD	645	570	654	687	-75	9	42	42	-11,59	1,35	6,52	VD					
VS	281	277	259	308	-4	18	27	27	-1,52	6,38	9,54	VS					
NE	264	176	239	264	-88	-25	0	0	-33,37	-9,54	-0,01	NE					
GE	507	368	474	516	-139	-30	9	9	-27,37	-6,54	1,79	GE					
JU	75	68	77	81	-7	2	6	6	-8,75	2,77	7,37	JU					

Grundlagen Saisonniers-
Verteilungsschlüssel

bases pour clef de
répartition: saisonniers

SA 09.02.1990 TABELLE 2.10.90.01

1. GASTGEGÄBBE

Kantone	Verfügb. Gastbetten 1988	Kol. 23 in % von 1988	Prozentverteilung Kol. 23	Logier-nachte 1988	Saisonalität gem. Kol. 25 und 27	Im Gastf. besch. Schweizer u. Ausl. Kol. 29 + Absolut in %	Durchschnittlicher Gehalt Kol. 31	Verteilung von 29168 Aug. 1989 arbeiter der Einz.gem. Kol. 14 und 14 um Kol. 37	SA-Bestand im Gastgew. Saison-1989 (1989)	Eingereis Best. in Prozent Gastgew. Arbeitskol. 38	Kochstahl: in % des	CH	Gewichte											
													24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
CH	272256	223726	2280.57	100.00	33423843	40863929	100.00	198187	100.00	150.00	100.00	29168	36216	59795	60.57	47960	CH							
ZH	17505	16929	96.71	4.24	3121739	3227954	7.90	27899	14.08	14.94	9.96	2905	1085	1424	76.19	3812	ZH							
BE	36379	29421	80.87	3.55	4536152	5608942	13.73	26015	13.13	20.29	13.53	3945	4791	6951	68.93	5724	BE							
LU	11058	9353	84.58	3.71	1320986	1561794	3.82	7888	3.98	5.81	3.87	1130	1544	1807	85.45	1323	LU							
UR	3300	2612	79.15	3.47	278812	352251	0.86	1302	0.66	1.19	0.79	231	447	651	68.66	337	UR							
SZ	7075	5857	82.78	3.63	671674	811353	1.99	3619	1.83	2.90	1.93	564	805	1027	78.38	719	SZ							
OW	5225	4258	81.49	3.57	626124	768318	1.88	1654	0.83	2.30	1.53	447	645	1166	55.32	808	OW							
NW	2861	2394	83.68	3.67	284134	339560	0.83	1481	0.75	1.20	0.80	234	491	683	71.89	326	NW							
GL	1794	1578	87.96	3.86	164418	186924	0.46	1007	0.51	0.71	0.47	138	171	311	54.98	252	GL							
ZG	1402	1342	95.72	4.20	166853	174313	0.43	1871	0.94	0.90	0.60	175	205	306	66.99	261	ZG							
FR	3605	3295	91.40	4.01	302976	331481	0.81	4114	2.08	1.85	1.23	360	375	401	93.52	384	FR							
SO	2554	2378	93.11	4.08	297669	319700	0.78	4235	2.14	1.85	1.23	360	375	401	93.52	430	SO							
BS	4122	4050	98.25	4.31	667367	679231	1.66	6600	3.33	3.33	2.22	647	778	92	83.70	430	BS							
BL	1765	1653	93.65	4.11	205485	219408	0.54	3174	1.60	1.34	0.89	260	341	371	64.96	996	BL							
SH	1104	1043	94.47	4.14	124173	131435	0.32	1618	0.82	0.73	0.49	142	205	235	87.23	163	SH							
AR	1842	1629	88.44	3.88	163072	184394	0.45	1366	0.69	0.80	0.53	155	292	385	75.84	204	AR							
AI	1169	979	83.75	3.67	83693	99936	0.24	563	0.28	0.39	0.26	75	163	190	85.79	88	AI							
SG	11635	10327	88.76	3.89	1166247	1313962	3.22	9834	4.96	5.70	3.80	1108	789	1487	83.06	2088	SG							
GR	48960	34590	70.65	3.10	6018727	8519135	20.85	15187	7.66	24.68	16.45	4799	6768	15653	43.24	11099	GR							
AG	5709	5391	94.43	4.14	688551	729167	1.78	8316	4.20	3.88	2.59	755	203	545	37.25	2027	AG							
TG	3250	2899	89.20	3.91	318843	357447	0.87	3868	1.95	1.85	1.23	360	255	280	91.07	395	TG							
TI	26236	20341	77.53	3.40	3086293	3980728	9.74	15009	7.57	13.53	9.02	2631	4795	5198	92.25	3852	TI							
VD	22375	19072	84.88	3.70	2661988	3150922	7.71	17797	8.98	12.20	8.13	2372	3920	6541	59.93	3959	VD							
VS	33631	25217	74.98	3.29	3925937	5235880	12.81	14688	7.41	16.52	11.01	3212	5077	10314	49.22	6525	VS							
NE	2655	2513	94.65	4.15	257130	271659	0.66	3226	1.63	1.48	0.99	288	379	475	79.79	360	NE							
GE	13093	13021	99.45	4.36	2179356	2191407	5.36	14428	7.28	9.00	6.00	1751	2195	2929	74.94	2336	GE							
JU	1752	1584	90.41	3.96	105444	116627	0.29	1428	0.72	0.65	0.43	126	160	191	83.77	150	JU							

Tab. 2.10.90.01

Tab. 2.20.90.01

Grundlagen Saisonniers-
Verteilungsschlüssel

bases pour clef de
répartition: saisonniers

SA 09.02.1990 TABELLE Z.20.90.01

3. Baugesetze

in Baugesch. besch. Vert. von
Schweizer u. Ausl. 28106
CH BZ 85/Ausl. B. 89/10h. gem. 5279 Abh.
Absolut in Kol. 21 20h. 22

2. LADEXPRTS: HAF I

in d. Landk. besch. Vert. von
Artl. Schweizer u. Ausl. 28106
Kon- CH BZ 85/Ausl. B. 89/10h. gem. 5279 Abh.
Tone Absolut in Kol. 18 19

17	18	19	20	21	22	CH
CH 190973	100,00	28106	358253	100,00	52726	CH
ZH 17020	8,91	2505	58246	16,26	8572	ZH
BE 37143	19,45	5466	43356	12,10	6381	BE
LU 14254	7,46	2098	16253	4,54	2392	LU
UF 1416	0,74	208	2546	0,71	375	UR
SZ 4129	2,16	608	5950	1,66	876	SZ
OW 1652	0,87	243	1750	0,49	258	OW
NW 1243	0,65	183	1682	0,47	248	NW
GL 1325	0,69	195	2157	0,60	317	GL
ZG 1791	0,94	264	4874	1,36	717	ZG
FR 11055	5,79	1627	9832	2,74	1447	FR
SO 4939	2,59	727	9240	2,58	1360	SO
BS 621	0,33	91	13319	3,72	1960	BS
BL 3688	1,94	544	9438	2,63	1389	BL
SH 2019	1,06	297	3133	0,87	461	SH
AR 1991	1,04	293	2141	0,60	315	AR
AI 1180	0,62	174	630	0,18	93	AI
SG 12351	6,47	1818	21893	6,11	3222	SG
GR 7497	3,93	1103	15027	4,19	2212	GR
AG 11915	6,24	1754	20958	5,85	3085	AG
TG 9681	5,07	1425	9833	2,75	1450	TG
TI 4790	2,51	705	25281	7,06	3721	TI
VD 17267	9,04	2541	30915	8,63	4550	VD
VS 12262	6,42	1805	18012	5,03	2651	VS
NE 3522	1,84	518	7694	2,15	1132	NE
GE 3002	1,57	442	21209	5,92	3121	GE
JU 3210	1,68	472	2864	0,80	422	JU

1) Ohne Forstwirtschaft

Saisonniers-Verteilungs-
schlüssel revidiert:
100% neu verteilt,
ohne Einschränkungen

clef de répartition pour
saisonniers, révisée:
répartition des 100%,
sans corrections

SA 09.02.1980 IAH 111 7.00 24
100 % neu verteilt

Kant. gemäss VO 1988/1989	Neue Berechnungsgrundlagen /zusammen Kant. gemäss VO Grundwert d. Höchstzahlen 1988/1989		Prozent von		Prozent vert.		Vert von		Kantone ohne Grenzg.		Kontingente Neuer Ver- teilungs- schlüssel		Differenz zu den Kontingenten 1988/1989		Arbeits- kantone		
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15	16
CH	146725	28106	52726	47960	148928	0	100,00	146725	163362	145091	21066	100,00	1634	146725	0	0,00	CH
ZH	15187	2505	8572	3812	11021	0	7,40	10858	2706	10831	0	0,00	0	10831	-4358	-28,68	ZH
BE	14897	5466	6381	5724	19193	0	12,89	18909	1352	18895	0	0,00	0	18895	3996	26,84	BE
LU	5964	2098	2392	1323	6907	0	4,64	6804	0	6804	6804	32,39	529	7334	1770	31,81	LU
UR	1356	208	375	337	1425	0	0,96	1404	0	1404	1404	6,68	109	1513	157	11,56	UR
SZ	2324	608	876	719	3089	0	2,07	3043	0	3043	3043	14,49	237	3280	956	41,13	SZ
OW	1569	243	258	808	2336	0	1,57	2302	0	2302	2302	10,96	179	2481	912	58,10	OW
NW	1109	183	248	326	1102	0	0,74	1086	0	1086	1086	5,17	84	1170	61	5,53	NW
GL	1129	195	317	252	837	0	0,56	825	0	825	825	3,93	64	889	-240	-21,27	GL
ZG	1554	264	717	261	1064	0	0,71	1048	0	1048	1048	4,99	82	1130	-424	-27,30	ZG
FR	2534	1627	1447	384	4561	0	3,06	4494	0	4494	4494	21,39	349	4843	2509	107,51	FR
SO	2189	727	1360	430	2016	0	1,35	1986	1142	1975	0	0,00	0	1975	-214	-9,77	SO
BS	2554	91	1960	996	1798	0	1,21	1771	25218	1519	0	0,00	0	1519	-1035	-40,52	BS
BL	2263	544	1389	343	1798	0	1,21	1771	10432	1667	0	0,00	0	1667	-596	-26,33	BL
SH	768	297	461	163	781	0	0,52	769	4396	725	0	0,00	0	725	-43	-5,58	SH
AR	966	293	315	204	1014	0	0,68	999	269	997	0	0,00	0	997	31	3,18	AR
AI	356	174	93	88	659	0	0,44	649	21	649	0	0,00	0	649	293	82,33	AI
SG	6768	1818	3222	2088	6829	0	4,59	6728	10535	6623	0	0,00	0	6623	-145	-2,14	SG
GR	24871	1103	2212	11099	26317	0	17,67	25928	2524	25903	0	0,00	0	25903	1032	4,15	GR
TG	5234	1754	3085	2027	5752	0	3,86	5657	9410	5573	0	0,00	0	5573	339	6,47	TG
TI	3026	1425	1450	395	3722	0	2,50	3667	5221	3615	0	0,00	0	3615	589	19,47	TI
VD	9201	705	3721	2852	8981	0	6,03	8848	38997	8458	0	0,00	0	8458	-743	-8,07	VD
VS	14152	2541	4550	3959	12054	0	8,09	11875	11729	11758	0	0,00	0	11758	-2394	-16,92	VS
NE	15790	1805	2651	6525	18241	0	12,25	17971	2856	17943	0	0,00	0	17943	2153	13,63	NE
GE	2110	518	1132	360	1658	0	1,11	1634	3655	1597	0	0,00	0	1597	-613	-24,30	GE
JU	8506	442	3121	2336	4630	0	3,11	4561	30154	4259	0	0,00	0	4259	-4247	-49,92	JU
	948	472	422	150	1142	0	0,77	1125	2745	1097	0	0,00	0	1097	149	15,76	JU

Tab. 2.00.21

Gewichtung: 0,00 0,00 0,00 0,00 0,00 0,00 100,00 10 Promille 146725
 Zur Beachtung: Erlaubte Einwanderung gemäss Rotationsfaktor 143264 Effektiv erreichbarer Höchstbestand (August) 119550
 Geplante Einreiseziffer (einschl. BIGA-Kont.) 156725 Mögliche Überschreitung..... 10334

Saisonniers-Verteilungs-
schlüssel revidiert:
50% neu verteilt

clef de répartition pour
saisonniers, révisée:
répartition des 50%

SA 09 02 1990 TAB111 > 00 01
50 % neu verteilt

B Revidierter Verteilungsschlüssel
(Berücksichtigung des Saisonabstufungsfaktors gemäss Tabelle 0.01)

Arb. kant.	Kant. 1988/1989	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	Arbeits- kanton
CH	146725	28106	52726	47960	148928	73363	100,00	73363	163362	71729	10503	100,00	1634	146725	0	0,00	CH	
ZH	15187	2505	8572	3812	11021	7594	7,40	5429	2706	5402	0	0,00	0	12996	-2191	-14,43	ZH	
BE	14897	5466	6381	5724	19193	7449	12,89	9454	1352	9441	0	0,00	0	16089	1992	13,37	BE	
LU	5564	2098	2392	1323	6907	2782	4,04	3402	0	3402	3402	32,39	529	6713	1149	20,06	LU	
UR	1356	208	375	337	1425	678	0,96	702	0	702	702	6,68	109	1489	133	9,81	UR	
SZ	2324	608	876	719	3089	1162	2,07	1522	0	1522	1522	14,49	237	2920	596	25,06	SZ	
OW	1569	243	258	808	2336	785	1,57	1151	0	1151	1151	10,96	179	2114	545	34,76	OW	
NW	1129	195	248	326	1102	555	0,74	543	0	543	543	5,17	84	1182	73	6,57	NW	
GL	1554	264	717	261	1064	777	0,56	412	0	412	412	3,93	64	1041	-88	-7,79	GL	
FR	2334	1627	1447	384	4561	1167	3,06	2247	0	2247	2247	21,39	349	3763	-171	-11,02	FR	
SO	2189	727	1360	430	2016	1095	1,35	993	1142	982	0	0,00	0	2076	-113	-5,15	SO	
BS	2554	91	1960	996	1798	1277	1,21	886	25218	633	0	0,00	0	1910	-644	-25,20	BS	
BL	2263	544	1389	343	1798	1132	1,21	886	10432	781	0	0,00	0	1913	-350	-15,47	BL	
SH	708	297	461	163	781	384	0,52	385	4390	341	0	0,00	0	725	-43	-5,65	SH	
AR	966	293	315	204	1014	483	0,68	500	269	497	0	0,00	0	980	14	1,45	AR	
AI	356	174	93	88	659	178	0,44	325	21	324	0	0,00	0	502	146	41,13	AI	
SG	6768	1818	3222	2088	6829	3384	4,59	3364	10535	3259	0	0,00	0	6043	-125	-1,85	SG	
GR	24871	1103	2212	11099	26317	12436	17,67	12964	2524	12939	0	0,00	0	25374	503	2,02	GR	
AG	5234	1754	3085	2027	5752	2617	3,86	2833	9410	2739	0	0,00	0	5350	122	2,34	AG	
TG	3026	1425	1450	395	3722	1513	2,50	1834	5221	1781	0	0,00	0	3294	268	8,87	TG	
TI	9201	705	3721	2852	8981	4601	6,03	4424	38997	4034	0	0,00	0	8635	-566	-6,16	TI	
VD	14152	2541	4550	3959	12054	7076	8,09	5938	11729	5820	0	0,00	0	16852	1062	8,87	VD	
VS	15790	1805	2651	6525	18241	7895	12,25	8986	2856	8957	0	0,00	0	1835	-276	-13,02	VS	
NE	2110	518	1132	360	1658	1055	1,11	817	3655	780	0	0,00	0	6232	-2274	-20,73	NE	
GE	8506	442	3121	2336	4630	4253	3,11	2281	30154	1979	0	0,00	0	1009	61	6,43	GE	
JU	948	472	422	150	1142	474	0,77	562	2745	535	0	0,00	0	1009	61	6,43	JU	

Tab. 2.00.01

Gewichtung: 0,00 0,00 0,00 0,00 50,00 50,00 10 Promille 146725

Zur Beachtung: Erlaubte Einwanderung gemäss Notationsfaktor 143264 Effektiv erreichbarer Höchstbestand (August) 119550
 Geplante Einreisenziffer (einschl. BÜGA-Kont.) 156725 Mögliche Ueberschreitung: 10334

Tab. 3.00.01

Saisonniers-Verteilungs-
schlüssel revidiert;
Fort. Tab. 2.00.01;
Einschränkungen:

clef de répartition pour
saisonniers, révisée;
suite Tab. 2.00.01;
corrections:

Verluste = 0
Gewinne < 25%
Neuverteilung 50%
Kontingenterhöhung
+ 7'025 Einheiten

perte = 0
gains < 25%
répartitions des 50%
augmentation de
7'025 unités

C. BEGRENZUNG DER VERAENDERUNGEN GEGENUEBER
DEN LETZTJAERIGEN KANTONALEN KONTINGENTEN

- 1 Verluste 0
- 2 Gewinne höchstens 25 %
- 3 50 Prozent neu verteilt

SA 09.02.1980 TABELLE 3.00.01

Ab.- kant.	Kant.Kont.	Kantonale gemäss VO Kontingente 1988/1989	Begrenzung der Veränderungen der kantonalen Kontingente gegenüber den Vorjahreskontingenten				7	8	Ab.- kant.
			Verluste = 0	Gewinne höchstens 25 %	Kol. 3 + Kol. 4 als 25 %	Kol. 5 + Kol. 6 als 25 %			
1	2	3	4	5	6	7	8		
CH	146725	146725	66381	8229	74610	153750	7025	4,79	CH
ZH	15187	12996	15187	0	15187	15187	0	0,00	ZH
BE	14897	16889	0	0	0	16889	1992	13,37	BE
LU	5564	6713	0	0	0	6713	1149	20,66	LU
UR	1356	1489	0	0	0	1489	133	9,81	UR
SZ	2324	2920	0	2905	2905	2905	581	25,00	SZ
OW	1569	2114	0	1961	1961	1961	392	25,00	OW
NW	1109	1182	0	0	0	1182	73	6,57	NW
GL	1129	1041	1129	0	1129	1129	0	0,00	GL
ZG	1554	1383	1554	0	1554	1554	0	0,00	ZG
FR	2334	3763	0	2918	2918	2918	584	25,00	FR
SO	2189	2076	2189	0	2189	2189	0	0,00	SO
BS	2554	1910	2554	0	2554	2554	0	0,00	BS
BL	2283	1913	2283	0	2283	2283	0	0,00	BL
SH	768	725	768	0	768	768	0	0,00	SH
AR	966	980	0	0	0	980	14	1,45	AR
AI	356	502	0	445	445	445	89	25,00	AI
SG	6768	6643	6768	0	6768	6768	0	0,00	SG
GR	24871	25374	0	0	0	25374	503	2,02	GR
AG	5234	5356	0	0	0	5356	122	2,34	AG
TG	3026	3294	0	0	0	3294	268	8,87	TG
TI	9201	8635	9201	0	9201	9201	0	0,00	TI
VD	14152	12896	14152	0	14152	14152	0	0,00	VD
VS	15790	16852	0	0	0	16852	1062	6,73	VS
NE	2110	1835	2110	0	2110	2110	0	0,00	NE
GE	8506	6232	8506	0	8506	8506	0	0,00	GE
JU	948	1009	0	0	0	1009	61	6,43	JU

PARAMETERTABELLE

Tabelle P .02.100

PARAMETER	Prozent
Grenzgängerabzug (Promille)	3
Ausl.-Beschäftigungsabzug	20
Abzug für Binnenwanderung	10
Neuverteilung	100

KANTONALE KONTINGENTE FÜR JAHRESAUFENTHALTER
Revision des Verteilungsschlüssels

Tabella 1 .02.100

K	Kant.	Erwerbst.	Grenzb.	Kol. 3	Erwerbst.	Kol. 6	Ausländer-	Kol. 8 x	Kol. 3	Masszahl	Verteil-	Saldo der	K
a	(bisher)	insgesamt	bestand	Kol. 4	JA + NG	in % der	beschäfti-	Kol. 6	abzögl.	für die	lung von	Binnenw.	a
n	1989 1)	1989	1989	Kol. 5	August	(Ueberfr)	gungslakt.	: 100	20	Grundver-	7000 Ein-	JA	n
i				1989	1989		Kol. 7 2)		Prozent	teilung	heiten	1989	i
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
CH	7000	2988177	163062	2824815	620633	21,97	100,00	689669	2850243	100,00	7000	343	CH
ZH	1162	565273	2706	562567	132455	23,54	107,16	141944	536884	18,84	1319	255	ZH
BE	750	392983	1352	391631	51517	13,15	59,87	30845	386814	13,57	950	18	BE
LU	273	129116	0	129116	19908	15,42	70,18	13971	126322	4,43	310	54	LU
UR	36	13067	0	13067	1311	10,03	45,66	599	12947	0,45	32	-7	UR
SZ	123	38379	0	38379	5897	15,37	69,93	4124	37554	1,32	92	-40	SZ
OW	44	10718	0	10718	1089	10,16	46,25	504	10617	0,37	26	-12	OW
NW	26	11605	0	11605	1086	9,36	42,59	463	11512	0,40	28	-17	NW
GL	70	16047	0	16047	3962	24,69	112,38	4452	15157	0,53	37	2	GL
ZG	74	39868	0	39868	7815	19,60	89,22	6973	38473	1,35	94	9	ZG
FR	177	76089	0	76089	10376	13,64	62,07	6440	74801	2,62	184	4	FR
SO	207	93658	1142	92516	15701	16,97	77,24	12128	91232	3,20	224	19	SO
BS	253	142889	25218	117471	25938	22,08	100,50	26067	137476	4,82	338	9	BS
BL	228	83974	10432	73542	16411	22,32	101,57	16668	80640	2,83	198	82	BL
SH	105	32344	4396	27948	6203	22,19	101,02	6266	31091	1,09	76	-8	SH
AR	107	17388	269	17119	3565	20,82	94,78	3379	16712	0,59	41	-45	AR
AI	28	4946	21	4925	629	12,77	58,13	366	4873	0,17	12	-10	AI
SG	336	185192	10535	174657	35281	20,20	91,94	32438	178704	6,27	439	161	SG
GR	310	72223	2524	69699	11615	16,66	75,85	8810	70461	2,47	173	-151	GR
AG	414	201646	9410	192236	39860	20,73	94,38	37618	194122	6,81	477	-48	AG
TG	229	82438	5221	77217	18264	23,65	107,66	19662	78506	2,75	193	1	TG
TI	276	143577	38997	104580	36791	35,18	160,12	50910	131795	4,62	324	-22	TI
VD	645	239281	11729	227552	70307	30,90	140,63	98872	219507	7,70	539	74	VD
VS	281	100315	2856	97459	16234	16,66	75,02	12308	97853	3,43	240	-92	VS
NE	264	70472	3655	66817	18174	27,20	123,80	22499	65972	2,31	162	-21	NE
GE	507	197249	30154	167095	66650	39,89	181,55	121002	173049	6,07	425	139	GE
JU	75	27640	2745	24895	3594	14,44	65,71	2362	27168	0,95	67	-11	JU

1) Gemäss Betriebszählung 1985 (Schweizer) plus Ausländerbestand August (1989) ohne Saisonarbeiter

2) Kantonszahlen in % des Totals

3) Abzug für Ausl.-Beschäftig. = 20 %

Tab. 2.02.100

KANTONALE KONTINGENTE FÜR JAHRESAUFTHALTER
Revision des Verteilungsschlüssels

Tabelle 2 .02.100

a) Grenz.-Abzug:		3 /1000			b) Neuverteilung:			100 %		Veränderung zu den bisherigen Konting. in %			
K	Kol. 12 abzüglich % der Kol.13	Grenz- abzug /1000	Kantone ohne Grenz- gänger	Prozent- verteil- ung	Grenz- zuschlag -(Kol.3)	Neue Grundver- teilung Einheiten	Neue Verteilung von 7000 Einheiten	0 % der bisherig. Konting.	100 % neu ver- teilt	11 Konting. Kol.9 + Kol. 10	12 absolut	13	14
CH	6966	490	805	100,00	6966	100,00	7000	0	7000	7000	0	0,00	CH
ZH	1293	8	0	0,00	1285	18,45	1291	0	1291	1291	129	11,12	ZH
BE	948	4	0	0,00	944	13,55	949	0	949	949	199	20,50	DE
LU	305	0	305	37,88	490	7,04	493	0	493	493	220	80,55	LU
UR	32	0	32	4,04	52	0,75	53	0	53	53	17	45,96	UR
SZ	96	0	96	11,96	155	2,22	156	0	156	156	33	26,50	SZ
OW	27	0	27	3,39	44	0,63	44	0	44	44	0	0,23	OW
NW	30	0	30	3,72	48	0,69	48	0	48	48	22	86,41	NW
GL	37	0	37	4,60	60	0,86	60	0	60	60	-10	-14,48	GL
ZG	94	0	94	11,63	151	2,16	151	0	151	151	77	104,49	ZG
FR	183	0	183	22,78	295	4,23	296	0	296	296	119	67,45	FR
SO	222	3	0	0,00	219	3,14	220	0	220	220	13	6,19	SO
BS	337	76	0	0,00	261	3,75	262	0	262	262	9	3,70	BS
BL	190	31	0	0,00	159	2,28	159	0	159	159	-69	-30,12	BL
SH	77	13	0	0,00	64	0,92	64	0	64	64	-41	-38,78	SH
AR	46	1	0	0,00	45	0,64	45	0	45	45	-62	-57,98	AR
AI	13	0	0	0,00	13	0,19	13	0	13	13	-15	-53,69	AI
SG	423	32	0	0,00	391	5,62	393	0	393	393	57	17,00	SG
GR	188	8	0	0,00	181	2,59	181	0	181	181	-129	-41,46	GR
AG	482	28	0	0,00	453	6,51	456	0	456	456	42	10,04	AG
TG	193	16	0	0,00	177	2,54	178	0	178	178	-51	-22,31	TG
TI	326	117	0	0,00	209	3,00	210	0	210	210	-66	-23,94	TI
VD	532	35	0	0,00	497	7,13	499	0	499	499	-146	-22,64	VD
VS	250	9	0	0,00	241	3,46	242	0	242	242	-9	-13,83	VS
NE	164	11	0	0,00	153	2,20	154	0	154	154	-110	-41,70	NE
GE	411	90	0	0,00	321	4,60	322	0	322	322	-195	-36,45	GE
JU	68	8	0	0,00	60	0,86	60	0	60	60	-15	-20,16	JU

Tab. 4.02.100

VERTEILUNG VON 8000 EINHEITEN

Tab. 4 .02.100

K	"Neue" Konting. gem. Kol.11*)	2	3	Prozent- vert. von Kol.2	4	Vert.von 8000 Einheiten gem.Kol.3	5	Diffr. Kol.4 zu Kol.2 absolut	Differenz der neuen		
									6	7	8
1	Kol.11*)	Kol.2	Kol.3	absolut	in %	Kol.4 zu Kol.2 absolut	Kol.4 bisherigen Konting. absolut	in %			
CH	7000	100,00	8000	1000	14,29	14,29	1000	14,29	1000	14,29	
ZH	1291	18,45	1478	184	14,29	1478	184	14,29	314	27,00	
BE	949	13,55	1084	136	14,29	1084	136	14,29	334	44,58	
LU	493	7,04	563	70	14,29	563	70	14,29	290	106,34	
UR	53	0,75	60	8	14,29	60	8	14,29	24	66,81	
SZ	156	2,22	178	22	14,29	178	22	14,29	55	44,57	
OW	44	0,63	50	6	14,29	50	6	14,29	6	14,55	
NW	48	0,69	55	7	14,29	55	7	14,29	29	113,04	
GL	60	0,86	68	9	14,29	68	9	14,29	-2	-2,26	
ZG	151	2,16	173	22	14,29	173	22	14,29	99	133,71	
FR	296	4,23	339	42	14,29	339	42	14,29	162	91,38	
SO	220	3,14	251	31	14,29	251	31	14,29	44	21,36	
BS	262	3,75	300	37	14,29	300	37	14,29	47	18,51	
BL	159	2,28	182	23	14,29	182	23	14,29	-46	-20,13	
SH	64	0,92	73	9	14,29	73	9	14,29	-32	-30,03	
AR	45	0,64	51	6	14,29	51	6	14,29	-56	-51,98	
AI	13	0,19	15	2	14,29	15	2	14,29	-13	-47,07	
SG	393	5,62	449	56	14,29	449	56	14,29	113	33,71	
GR	181	2,59	207	26	14,29	207	26	14,29	-103	-33,10	
AG	456	6,51	521	65	14,29	521	65	14,29	107	25,76	
TG	178	2,54	203	25	14,29	203	25	14,29	-26	-11,21	
TI	210	3,00	240	30	14,29	240	30	14,29	-36	-13,08	
VD	499	7,13	570	71	14,29	570	71	14,29	-75	-11,59	
VS	242	3,46	277	35	14,29	277	35	14,29	-4	-1,52	
NE	154	2,20	176	22	14,29	176	22	14,29	-88	-33,37	
GE	322	4,60	368	46	14,29	368	46	14,29	-139	-27,37	
JU	60	0,86	68	9	14,29	68	9	14,29	-7	-6,75	

*) Tab. 2 .02.100

PARAMETERTABELLE

Tabelle P .02.030

PARAMETER	Prozent
Grenzgängerabzug (Promille)	3
Ausl.-Beschäftigungsabzug	20
Abzug für Binnenwanderung	10
Neuverteilung	30

Tab. 1.02.030

KANTONALE KONTINGENTE FÜR JAHRESAUFENTHALTER
Revision des Verteilungsschlüssels

Tabelle 1 02.030

K	Kant.	Erwerbst.	Grenz-	Kol. 3	Erwerb.	Kol. 6	Ausländer-	Kol. 8 x	Kol. 3	Masszahl	Verrei-	Saldo der
n	(bisher)	insgesamt	bestand	abzühl.	JA + NG	in % der	beschäfti-	Kol. 5	abzühl.	für die	lung von	Binnenw.
t	1989	1989	1989	Kol. 4	August	Kol. 5	gungsfakt.	: 100	von Kol.9	Grundver-	7000 Ein-	JA
				1989	1989	(Ueberfr)	Kol. 7.2)		von Kol.9	teilung	heiten	1989
									(Kol. 10)			1
												13
												14
												CH
CH	7000	2988177	163362	2824815	620633	21,97	100,00	689669	2850243	100,00	7000	343
ZH	1162	562573	2706	562567	132455	23,54	107,16	141944	536884	18,84	1319	255
BE	750	392983	1352	391631	51517	13,15	59,87	30845	386814	13,57	950	18
LU	273	129116	0	129116	19908	15,42	70,18	13971	126322	4,43	310	54
UR	36	13067	0	13067	1311	10,03	45,66	599	12947	0,45	32	-7
SZ	123	38379	0	38379	5897	15,37	69,93	4124	37554	1,32	92	-40
OW	44	10718	0	10718	1089	10,16	46,25	504	10617	0,37	26	-12
NW	26	11605	0	11605	1086	9,36	42,59	463	11512	0,40	28	-17
GL	70	16047	0	16047	3962	24,69	112,38	4452	15157	0,53	37	2
ZG	74	39868	0	39868	7815	19,60	89,22	6973	38473	1,35	94	9
FR	177	76989	0	76989	10376	13,64	62,07	6440	74801	2,02	184	4
SO	207	99658	1142	92516	15701	16,97	77,24	12128	91232	3,20	224	19
BS	253	142889	25218	117471	25938	22,08	100,50	26067	137476	4,82	338	9
BL	228	83974	10432	73542	16411	22,32	101,57	16668	80640	2,83	198	82
SH	105	32344	4396	27948	6203	22,19	101,02	6266	31091	1,09	76	-8
AI	107	17388	269	17119	3585	20,82	94,78	3379	16712	0,59	41	-45
AI	28	4946	21	4925	629	12,77	58,13	366	4873	0,17	12	-10
SG	336	185192	10535	174657	35281	20,20	91,94	32438	178704	6,27	439	161
GR	310	72223	2524	69699	11615	16,66	75,85	8810	70461	2,47	173	-151
AG	414	201646	9410	192236	39860	20,73	94,38	37618	194122	6,81	477	-48
TG	229	82438	5221	77217	18264	23,65	107,66	19662	78506	2,75	193	1
TI	276	143577	38997	104580	36791	35,18	160,12	58910	131795	4,62	324	-22
VD	645	239281	11729	227552	70307	30,90	140,63	98872	219507	7,70	539	74
VS	281	100315	2856	97459	16234	16,66	75,82	12308	97853	3,43	240	-92
NE	264	70472	3655	66817	18174	27,20	123,80	22499	65972	2,31	162	-21
GE	507	197249	30154	167095	66650	39,89	181,55	121002	173049	6,07	425	139
JU	75	27640	2745	24895	3594	14,44	65,71	2362	27168	0,95	67	-11

1) Gemäss Betriebszahlung 1985 (Schweizer) plus Ausländerbestand August (1989) ohne Saisonarbeiter

2) Kantonszahlen in % des Totals

3) Abzug für Ausl.-Beschäftig. = 20 %

Tab. 4.02.030

VERTEILUNG VON 8000 EINHEITEN

Tab. 4 .02.030

K	"Neue" Konting. gem. Kol.11*)	Prozent- vert. von Kol.2	Vert.von 8000 Einheiten gem.Kol.3	Diff. Kol.4 zu absolut	Differenz der neuen Kontingente zu den bisherigen Konting.		
					Kol.2 in %	Kol.4 absolut	Kol.4 zu Kol.2 in %
1	2	3	4	5	6	7	8
CH	7000	100,00	8000	1000	14,29	1000	14,29
ZH	1201	17,15	1372	172	14,29	210	18,10
BE	810	11,57	925	116	14,29	175	23,37
LU	339	4,84	387	48	14,29	114	41,90
UR	41	0,59	47	6	14,29	11	30,04
SZ	133	1,90	152	19	14,29	29	23,37
OW	44	0,63	50	6	14,29	6	14,37
NW	33	0,47	37	5	14,29	11	43,91
GL	67	0,96	77	10	14,29	7	9,32
ZG	97	1,39	111	14	14,29	37	50,11
FR	213	3,04	243	30	14,29	66	37,41
SO	211	3,01	241	30	14,29	34	16,41
BS	256	3,65	292	37	14,29	39	15,55
BL	207	2,96	237	30	14,29	9	3,96
SH	93	1,33	106	13	14,29	1	0,99
AI	88	1,26	101	13	14,29	-8	-5,59
AI	23	0,34	27	3	14,29	-1	-4,12
SG	353	5,04	404	50	14,29	68	20,11
GR	271	3,88	310	39	14,29	0	0,07
AG	426	6,09	487	61	14,29	73	17,73
TG	214	3,05	244	31	14,29	15	6,64
TI	256	3,66	293	37	14,29	17	6,08
VD	601	8,59	687	86	14,29	42	6,52
VS	269	3,85	308	38	14,29	27	9,54
NE	231	3,30	264	33	14,29	0	-0,01
GE	452	6,45	516	65	14,29	9	1,79
JU	70	1,01	81	10	14,29	6	7,37

*) Tab. 2 .02.030

EIDGENOESSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

EIDGENOESSISCHES
JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT

Bern,

An die
Kantonsregierungen

Ausländerregelung 1990/91

Aenderung der Verordnung des Bundesrates über die Begrenzung
der Zahl der Ausländer vom 6. Oktober 1986;
Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens

Herr Regierungspräsident,
Frau Regierungsrätin,
Herren Regierungsräte,

wir unterbreiten Ihnen in der Beilage den Entwurf einer
Aenderung der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der
Ausländer vom 6. Oktober 1986. Eine Arbeitsgruppe aus Mit-
gliedern der Konferenz der kantonalen Volkswirtschaftsdirek-
toren hat die Vorschläge bereits erörtert und gutgeheissen.

Der Bundesrat möchte Ihnen nun Gelegenheit zur Stellungnahme
geben. Wir bitten Sie, Ihre Bemerkungen unseren beiden De-
partementen bis spätestens zum 23. August 1990 zukommen zu
lassen.

1. Allgemeines

Die anhaltend günstige Wirtschaftsentwicklung hatte eine weitere Anspannung auf dem Arbeitsmarkt zur Folge. Bei einer Arbeitslosenquote von 0,6 % und einer Zunahme offener Stellen kann man von einem allgemeinen Personalmangel in praktisch sämtlichen Bereichen und auf allen Qualifikationsstufen sprechen. Da die wirtschaftlichen Hauptindikatoren nur auf einen schwachen Nachfragerückgang schliessen lassen, ist mit einem weiteren mehr oder weniger starken Beschäftigungswachstum zu rechnen.

Die erneute jährliche Zunahme der ausländischen Wohnbevölkerung betrug Ende März 4,0 %, gegenüber 2,9 % im Vorjahr, und erreichte ein Total von ungefähr 1'055'000 Personen. Die anhaltende Konjunktorentwicklung hatte ebenfalls eine weitere Zunahme der erwerbstätigen Ausländer zur Folge. Im Vordergrund stehen hierbei die Grenzgänger (Zuwachsrate 5,8 % auf knapp 163'000 Personen). Gleichzeitig wurden aber Ende März auch 8,8 % mehr Saisonniers als in der vorangegangenen Vergleichsperiode beschäftigt. Diese Zunahmen blieben indessen ohne grösseren Einfluss auf den Anteil der ausländischen Bevölkerung an der gesamten Wohnbevölkerung von 15,6 % Ende 1989 (Anstieg um 0,9 % seit 1986).

Die vom Bundesrat bereits im April 1989 zugestandenen quantitativen Erleichterungen wurden zwar im allgemeinen als ungenügend erachtet; sie gestatteten es jedoch den Kantonen, den dringendsten Bedürfnissen in den wichtigsten Bereichen besser entgegenzukommen. Die vollständige Kontingentsfreigabe im Herbst 1989 erleichterte zudem die Rekrutierungsplanung. Dennoch zeigte sich die Mehrheit der politischen und wirtschaftlichen Kreise überzeugt, dass eine weitere Flexibilisierung vor allem im Hinblick auf die Entwicklung in Europa unerlässlich sei. Gleichzeitig wurde jedoch allseits verlangt, dass am Grundsatz der Begrenzung der Zahl der Ausländer festzuhalten sei.

Der beiliegende Revisionsentwurf liegt auf der bisherigen politischen Linie. Er beinhaltet jedoch eine Anzahl quantitativer und qualitativer Erleichterungen sowie administrative Vereinfachungen als Antwort auf die von den meisten betroffenen Kreisen geäusserten Begehren.

2. Aenderung der Ausländerregelung

2.1 Ausländerkontingente

Vorgesehen ist eine Freigabe der Kontingente bei den Jahresaufenthalten von gesamthaft 11'000 Einheiten; 8'000 für die Kantone, 3'000 für das BIGA. Falls sich die Nachfrage nach hochqualifiziertem Personal erneut verstärken sollte, würde es sich der Bundesrat vorbehalten, im Frühjahr 1991 über eine Freigabe von 1'000 weiteren Jahresbewilligungen an das BIGA zu befinden. Die Erhöhung der kantonalen Höchstzahlen von 7'000 auf 8'000 Einheiten rechtfertigt sich aufgrund des starken Anwachsens der Bedürfnisse, welche in kantonaler Kompetenz abzudecken sind. Das für den Bund im Herbst 1989 vorgesehene Reservekontingent soll damit den Kantonen zugute kommen. Diese Kontingenterhöhung könnte die ausländische Wohnbevölkerung insgesamt um rund 3'000 Personen anwachsen lassen.

Die Höchstzahlen für Saisonniers werden auf total 163'750 Einheiten festgelegt, wovon 10'000 wie bisher für den Bund bestimmt sind. Die Bewilligungen für die Kantone erfahren hingegen eine Erhöhung um rund 7'000; dies geschieht, um die Verluste des neuen Verteilungsschlüssels zu entschärfen.

Für die Kurzaufenthalter stehen insgesamt 15'000 Bewilligungen zur Verfügung, 1'000 mehr als im laufenden Jahr. Die Höchstzahl für die Kantone soll auf 9'000 Einheiten erhöht, diejenige für den Bund auf 6'000 gekürzt werden. Die Begrün-

derung hierfür liegt in der Kompetenzübertragung für Bewilligungen im Gesundheitswesen an die Kantone. Die Anpassung zugunsten der Kantone geht über die Zahl hinaus, welche diesem Sektor bisher zur Verfügung stand. Dadurch soll einerseits den grossen Schwierigkeiten im Gesundheitswesen und andererseits der wachsenden Nachfrage nach Spezialisten für befristete Aufträge vermehrt Rechnung getragen werden. Dies dürfte bei den Kurzaufenthaltern eine Zunahme von rund 1'000 Ausländern, jedoch ohne längerfristige Auswirkungen, haben.

2.2 Verteilung der kantonalen Höchstzahlen

Im Auftrag des Bundesrates hat eine aus Vertretern von elf Kantonen bestehende Arbeitsgruppe unter der Leitung des BIGA und des BFA einen neuen Verteilungsschlüssel für die Saisoniers sowie für die Jahres- und Kurzaufenthalter erarbeitet.

Hauptziel war dabei eine bessere Berücksichtigung der wirtschaftlichen Gegebenheiten; angestrebt wurden ferner insbesondere die Gewährleistung einer gewissen Kontinuität sowie die Vermeidung von Kontingentsverlusten. Diese Ziele konnten einzig durch eine leichte Heraufsetzung der Kontingente erreicht werden.

Weitere Informationen dazu finden sich in den Erläuterungen und im Schlussbericht.

2.3 Materielle Aenderungen

Die wesentlichsten Aenderungen betreffen die Kriterien für die Erteilung von nicht-kontingentierte Viermonatebewilligungen und von Kurzaufenthalterbewilligungen zur Weiterbildung im Gesundheitswesen.

Seit der Ausdehnung der nicht-kontingentierte Bewilligungen von drei auf vier Monate hat sich gezeigt, dass vereinzelte Elemente dieser Regelung zu restriktiv sind, um ausgewiesenen wirtschaftlichen und personellen Engpässen in genügendem Ausmass entgegenzuwirken. Die vorgesehene Flexibilisierung soll einesteils die Umwandlungsansprüche der Saisonniers sicherstellen und andernteils den besonderen Saisonbedürfnissen in den Touristikregionen Rechnung tragen. Hingegen scheint eine betriebliche Begrenzung für die kurzfristige Anstellung solcher Arbeitnehmer unerlässlich, um die allgemeinen Begrenzungsmaßnahmen nicht zu umgehen und um erforderlichen Rationalisierungs- oder Restrukturierungsmaßnahmen nicht entgegentzulaufen.

Die Uebertragung der Kompetenz an die Kantone für die Erteilung von Kurzaufenthalterbewilligungen zur Weiterbildung im Gesundheitswesen entspricht einem wiederholten Anliegen der Mehrheit der Kantone. Zudem begünstigt eine Kompetenzkongruenz im Gesundheitswesen eine höhere Wirtschaftlichkeit.

Zur Schaffung möglichst einheitlicher Aufenthaltsfristen und mit Rücksicht auf die von der Schweiz unterzeichnete Vereinbarung des Europarates können Kurzaufenthalterbewilligungen an Au-pair-Angestellte ebenfalls auf achtzehn Monate ausgedehnt werden.

2.4 Weitere Aenderungen

Die Anpassung in Artikel 15 gestattet es, dem Kadertransfer innerhalb international tätiger Unternehmen flexibler Rechnung zu tragen.

Die Neuverteilung der Kompetenzen für die vorzeitige Einreise der Bausaisoniers soll den Vollzug vereinfachen.

Auch die übrigen Aenderungsvorschläge dienen im wesentlichen der Verfahrenserleichterung, indem weitere Kompetenzen vom

BIGA an die kantonalen Arbeitsmarktbehörden delegiert werden.

Nähere Angaben zu den verschiedenen Aenderungen sind in den Erläuterungen enthalten.

3. Schlussbemerkungen

Unter Berücksichtigung der gegenwärtigen Wirtschaftsentwicklung sowie des langfristigen Begrenzungszieles ist der Bundesrat gewillt, den verbliebenen minimalen Handlungsspielraum optimal auszunützen. Bevorstehende EWR-Verhandlungen lassen indessen eine gewisse Zurückhaltung als angezeigt erscheinen, um über etwas mehr Freiraum zu verfügen, wenn es darum geht, allfällige Liberalisierungsmassnahmen auszuhandeln.

Mit den vorgeschlagenen Lösungen hofft der Bundesrat, den Interessen einer Mehrheit der Kantone, der Wirtschaftskreise wie auch der Sozialpartner Rechnung zu tragen.

Wir versichern Sie, Herr Regierungspräsident, Frau Regierungsrätin, Herren Regierungsräte, unserer ausgezeichneten Hochachtung.

EIDGENOESSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

EIDGENOESSISCHES
JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT

Beilagen

- Aenderungsentwurf zur Verordnung des Bundesrates über die Begrenzung der Zahl der Ausländer vom 6. Oktober 1986
- Erläuterungen zur Aenderung der Verordnung
- Schlussbericht

EIDGENOESSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

EIDGENOESSISCHES
JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT

Bern,

An die

- politischen Parteien
 - Spitzenverbände der
Arbeitgeber- und Arbeit-
nehmerorganisationen
-

Ausländerregelung 1990/91

Aenderung der Verordnung des Bundesrates über die Begrenzung
der Zahl der Ausländer vom 6. Oktober 1986;
Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens

Sehr geehrte Damen und Herren,

wir unterbreiten Ihnen in der Beilage den Entwurf einer
Aenderung der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der
Ausländer vom 6. Oktober 1986. Eine Arbeitsgruppe aus Mit-
gliedern der Konferenz der kantonalen Volkswirtschaftsdirek-
toren hat die Vorschläge bereits erörtert und gutgeheissen.

Der Bundesrat möchte Ihnen nun Gelegenheit zur Stellungnahme
geben. Wir bitten Sie, Ihre Bemerkungen unseren beiden De-
partementen bis spätestens zum 23. August 1990 zukommen zu
lassen.

1. Allgemeines

Die anhaltend günstige Wirtschaftsentwicklung hatte eine weitere Anspannung auf dem Arbeitsmarkt zur Folge. Bei einer Arbeitslosenquote von 0,6 % und einer Zunahme offener Stellen kann man von einem allgemeinen Personalmangel in praktisch sämtlichen Bereichen und auf allen Qualifikationsstufen sprechen. Da die wirtschaftlichen Hauptindikatoren nur auf einen schwachen Nachfragerückgang schliessen lassen, ist mit einem weiteren mehr oder weniger starken Beschäftigungswachstum zu rechnen.

Die erneute jährliche Zunahme der ausländischen Wohnbevölkerung betrug Ende März 4,0 %, gegenüber 2,9 % im Vorjahr, und erreichte ein Total von ungefähr 1'055'000 Personen. Die anhaltende Konjunktorentwicklung hatte ebenfalls eine weitere Zunahme der erwerbstätigen Ausländer zur Folge. Im Vordergrund stehen hierbei die Grenzgänger (Zuwachsrate 5,8 % auf knapp 163'000 Personen). Gleichzeitig wurden aber Ende März auch 8,8 % mehr Saisoniers als in der vorangegangenen Vergleichsperiode beschäftigt. Diese Zunahmen blieben indessen ohne grösseren Einfluss auf den Anteil der ausländischen Bevölkerung an der gesamten Wohnbevölkerung von 15,6 % Ende 1989 (Anstieg um 0,9 % seit 1986).

Die vom Bundesrat bereits im April 1989 zugestandenen quantitativen Erleichterungen wurden zwar im allgemeinen als ungenügend erachtet; sie gestatteten es jedoch den Kantonen, den dringendsten Bedürfnissen in den wichtigsten Bereichen besser entgegenzukommen. Die vollständige Kontingentsfreigabe im Herbst 1989 erleichterte zudem die Rekrutierungsplanung. Dennoch zeigte sich die Mehrheit der politischen und wirtschaftlichen Kreise überzeugt, dass eine weitere Flexibilisierung vor allem im Hinblick auf die Entwicklung in Europa unerlässlich sei. Gleichzeitig wurde jedoch allseits verlangt, dass am Grundsatz der Begrenzung der Zahl der Ausländer festzuhalten sei.

Der beiliegende Revisionsentwurf liegt auf der bisherigen politischen Linie. Er beinhaltet jedoch eine Anzahl quantitativer und qualitativer Erleichterungen sowie administrative Vereinfachungen als Antwort auf die von den meisten betroffenen Kreisen geäußerten Begehren.

2. Aenderung der Ausländerregelung

2.1 Ausländerkontingente

Vorgesehen ist eine Freigabe der Kontingente bei den Jahresaufenthalten von gesamthaft 11'006 Einheiten; 8'006 für die Kantone, 3'000 für das BIGA. Falls sich die Nachfrage nach hochqualifiziertem Personal erneut verstärken sollte, würde es sich der Bundesrat vorbehalten, im Frühjahr 1991 über eine Freigabe von 1'000 weiteren Jahresbewilligungen an das BIGA zu befinden. Die Erhöhung der kantonalen Höchstzahlen von 7'000 auf 8'006 Einheiten rechtfertigt sich aufgrund des starken Anwachsens der Bedürfnisse, welche in kantonaler Kompetenz abzudecken sind. Diese Kontingenterhöhung könnte die ausländische Wohnbevölkerung insgesamt um rund 3'000 Personen anwachsen lassen.

Die Höchstzahlen für Saisonniers werden auf total 163'750 Einheiten festgelegt, wovon 10'000 wie bisher für den Bund bestimmt sind. Die Bewilligungen für die Kantone erfahren hingegen eine Erhöhung um rund 7'000; dies geschieht, um die Verluste des neuen Verteilungsschlüssels zu entschärfen.

Für die Kurzaufenthalter stehen insgesamt 15'002 Bewilligungen zur Verfügung, 1'002 mehr als im laufenden Jahr. Die Höchstzahl für die Kantone soll auf 9'002 Einheiten erhöht, diejenige für den Bund auf 6'000 gekürzt werden. Die Begrün-

derung hierfür liegt in der Kompetenzübertragung für Bewilligungen im Gesundheitswesen an die Kantone. Die Anpassung zugunsten der Kantone geht über die Zahl hinaus, welche diesem Sektor bisher zur Verfügung stand. Dadurch soll einerseits den grossen Schwierigkeiten im Gesundheitswesen und andererseits der wachsenden Nachfrage nach Spezialisten für befristete Aufträge vermehrt Rechnung getragen werden. Dies dürfte bei den Kurzaufenthaltern eine Zunahme von rund 1'000 Ausländern, jedoch ohne längerfristige Auswirkungen, haben.

2.2 Verteilung der kantonalen Höchstzahlen

Im Auftrag des Bundesrates hat eine aus Vertretern von elf Kantonen bestehende Arbeitsgruppe unter der Leitung des BIGA und des BFA einen neuen Verteilungsschlüssel für die Saisoniers sowie für die Jahres- und Kurzaufenthalter erarbeitet.

Hauptziel war dabei eine bessere Berücksichtigung der wirtschaftlichen Gegebenheiten; angestrebt wurden ferner insbesondere die Gewährleistung einer gewissen Kontinuität sowie die Vermeidung von Kontingentsverlusten. Diese Ziele konnten einzig durch eine leichte Heraufsetzung der Kontingente erreicht werden.

Weitere Informationen dazu finden sich in den Erläuterungen und im Schlussbericht.

2.3 Materielle Aenderungen

Die wesentlichsten Aenderungen betreffen die Kriterien für die Erteilung von nicht-kontingentierte Viermonatebewilligungen und von Kurzaufenthalterbewilligungen zur Weiterbildung im Gesundheitswesen.

Seit der Ausdehnung der nicht-kontingentierte Bewilligungen von drei auf vier Monate hat sich gezeigt, dass vereinzelte Elemente dieser Regelung zu restriktiv sind, um ausgewiesenen wirtschaftlichen und personellen Engpässen in genügendem Ausmass entgegenzuwirken. Die vorgesehene Flexibilisierung soll einesteils die Umwandlungsansprüche der Saisoniers sicherstellen und andernteils den besonderen Saisonbedürfnissen in den Touristikregionen Rechnung tragen. Hingegen scheint eine betriebliche Begrenzung für die kurzfristige Anstellung solcher Arbeitnehmer unerlässlich, um die allgemeinen Begrenzungsmaßnahmen nicht zu umgehen und um erforderlichen Rationalisierungs- oder Restrukturierungsbemühungen nicht entgegenzulaufen.

Die Uebertragung der Kompetenz an die Kantone für die Erteilung von Kurzaufenthalterbewilligungen zur Weiterbildung im Gesundheitswesen entspricht einem wiederholten Anliegen der Mehrheit der Kantone. Zudem begünstigt eine Kompetenzkongruenz im Gesundheitswesen eine höhere Wirtschaftlichkeit.

Zur Schaffung möglichst einheitlicher Aufenthaltsfristen und mit Rücksicht auf die von der Schweiz unterzeichnete Vereinbarung des Europarates können Kurzaufenthalterbewilligungen an Au-pair-Angestellte ebenfalls auf achtzehn Monate ausgedehnt werden.

2.4 Weitere Aenderungen

Die Anpassung in Artikel 15 gestattet es, dem Kadertransfer innerhalb international tätiger Unternehmen flexibler Rechnung zu tragen.

Die Neuverteilung der Kompetenzen für die vorzeitige Einreise der Bausaisoniers soll den Vollzug vereinfachen.

Auch die übrigen Aenderungsvorschläge dienen im wesentlichen der Verfahrenserleichterung, indem weitere Kompetenzen vom

BIGA an die kantonalen Arbeitsmarktbehörden delegiert werden.

Nähere Angaben zu den verschiedenen Aenderungen sind in den Erläuterungen enthalten.

3. Schlussbemerkungen

Unter Berücksichtigung der gegenwärtigen Wirtschaftsentwicklung sowie des langfristigen Begrenzungszieles ist der Bundesrat gewillt, den verbliebenen minimalen Handlungsspielraum optimal auszunützen. Bevorstehende EWR-Verhandlungen lassen indessen eine gewisse Zurückhaltung als angezeigt erscheinen, um über etwas mehr Freiraum zu verfügen, wenn es darum geht, allfällige Liberalisierungsmassnahmen auszuhandeln.

Mit den vorgeschlagenen Lösungen hofft der Bundesrat, den Interessen einer Mehrheit der Kantone, der Wirtschaftskreise wie auch der Sozialpartner Rechnung zu tragen.

Wir versichern Sie, sehr geehrte Damen und Herren, unserer ausgezeichneten Hochachtung.

EIDGENOESSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

EIDGENOESSISCHES
JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT

Beilagen

- Aenderungsentwurf zur Verordnung des Bundesrates über die Begrenzung der Zahl der Ausländer vom 6. Oktober 1986
- Erläuterungen zur Aenderung der Verordnung
- Schlussbericht

ADRESSENLISTE / LISTE DES ADRESSES

I. Politische Parteien / Partis politiques

- | | |
|--|--|
| - Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz
Postfach 2642, 3001 <u>Bern</u> | - GPS/PES
Grüne Partei der Schweiz
Postfach 6415, 3001 <u>Bern</u> |
| - Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz
Postfach, 3001 <u>Bern</u> | - Nationale Aktion für Volk und Heimat
Postfach 59, 8956 <u>Killwangen</u> |
| - Sozialdemokratische Partei der Schweiz
Postfach, 3001 <u>Bern</u> | - Progressive Organisationen der Schweiz
Zentralsekretariat
Postfach 1461, 4600 <u>Olten 1</u> |
| - Schweizerische Volkspartei
Generalsekretariat
Postfach, 3000 <u>Bern 9</u> | - Partito Socialista unitario
Casella postale 2245
6501 <u>Bellinzona</u> |
| - Liberale Partei der Schweiz
Postfach 625, 3018 <u>Bern</u> | - Schweizer Autopartei
Postfach, 8700 <u>Küsnacht</u> |
| - Landesring der Unabhängigen
Postfach 7075, 3001 <u>Bern</u> | - Parti Suisse du Travail
Case postale 232
1211 <u>Genève 8</u> |
| - Evangelische Volkspartei der Schweiz
Postfach 7334, 8023 <u>Zürich</u> | |

II. Spitzenverbände der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen / Associations faïtières des employeurs et des travailleurs

- | | |
|--|--|
| - Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins
Postfach 4138, 8022 <u>Zürich</u> | - Schweizerischer Gewerkschaftsbund
Postfach 64, 3000 <u>Bern 23</u> |
| - Schweizerischer Gewerbeverband
Postfach 2721, 3001 <u>Bern</u> | - Vereinigung Schweizerischer Angestelltenverbände
Badenerstrasse 332, 8004 <u>Zürich</u> |
| - Zentralverband Schweizerischer Arbeitgeber-Organisationen
Postfach 504, 8034 <u>Zürich</u> | - Christlichnationaler Gewerkschaftsbund der Schweiz
Postfach 2630, 3001 <u>Bern</u> |
| - Schweizerischer Bauernverband
Laurstrasse 10, 5200 <u>Brugg</u> | - Landesverband Freier Schweizer Arbeitnehmer
Badenerstrasse 41, 8004 <u>Zürich</u> |

Interdepartementale Arbeitsgruppe
(EDA, EJPD, EVD)

Bern, Mai 1990

Aussprachepapier zur Ausländerregelung 1990/91;

Bericht zum Thema "Die Türkei als traditionelles Rekrutierungsgebiet?"

1. Anlass zur Bildung der Arbeitsgruppe und ihr Mandat

Mit Schreiben vom 7. März 1988 an die damalige Vorsteherin des EJPD, Frau Bundesrätin Elisabeth Kopp, schlug die Regierung des Kantons Genf vor, die Türkei in die traditionellen Rekrutierungsgebiete einzubeziehen. In der Fragestunde vom 19. Juni 1989 ersuchte Herr Nationalrat Allenspach um Auskunft, ob der Bundesrat einen solchen Einbezug beabsichtige. Im Rahmen der im Herbst 1989 erfolgten Revision der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer (BVO) beschlossen die Vorsteher des EJPD und des EVD, die Möglichkeit des Einbezugs der Türkei in die traditionellen Rekrutierungsgebiete für ausländische Arbeitskräfte näher zu untersuchen. Mit dieser Aufgabe wurde eine interdepartementale Arbeitsgruppe unter dem Vorsitz von Dr. Klaus Hug, Direktor des BIGA, betraut. Die Arbeitsgruppe führte zwei Sitzungen und verschiedene Schriftenwechsel durch.

Die Arbeitsgruppe erhielt den Auftrag zu prüfen, ob der Begriff der traditionellen Rekrutierungsgebiete (Artikel 8 BVO) auf die Türkei auszudehnen sei. Die weitergehende Frage, die an einen Vorschlag des Kantons Genf anknüpft, inwiefern nämlich die Gewährung befristeter Aufenthaltsbewilligungen zur Arbeitsaufnahme den Asylbereich entlasten könnte, war von der Arbeitsgruppe nicht zu behandeln. Sie wird untersucht werden im Zusammenhang mit dem Postulat der Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates vom 24. Mai 1989 über Fragen der Ausländer-, Arbeitsmarkt- und Asylpolitik. Die Arbeitsgruppe berücksichtigt demzufolge insbesondere:

- die heutige Rolle türkischer Staatsangehöriger auf dem schweizerischen Arbeitsmarkt;
- integrationspolitische Aspekte;
- den Einfluss, welchen die Zulassung türkischer Staatsangehöriger auf dem Arbeitsmarkt auf die Zahl der türkischen Asylbewerber in der Bundesrepublik Deutschland hatte;

- allfällige Zusammenhänge der Frage mit der Europafähigkeit der Schweiz.

Die Zusammensetzung der Arbeitsgruppe ist aus der Beilage ersichtlich.

2. Allgemeine Bemerkungen zur schweizerischen Ausländerpolitik

Die schweizerische Ausländerpolitik verfolgt drei Ziele:

- a.) Schaffung eines ausgewogenen Verhältnisses zwischen dem Stand der schweizerischen und der ausländischen Wohnbevölkerung.
- b.) Gewährung günstiger Rahmenbedingungen für die Integration der hier lebenden Ausländer.
- c.) Verbesserung der Arbeitsmarktstruktur oder "qualitative Pflege des Arbeitsmarktes" sowie eine möglichst ausgeglichene Beschäftigung.

Ende 1989 wohnten in der Schweiz 1'040'325 Ausländer. Ihr Anteil an der gesamten ständigen Wohnbevölkerung nimmt ständig zu (Ende Dezember - 1985: 14,6%; 1986: 14,7%; 1987: 15,0%; 1988: 15,3%; 1989: 15,6%). In Europa haben nur das Fürstentum Liechtenstein und Luxemburg einen höheren Ausländeranteil. Aus staatspolitischen Gründen wird auch künftig eine Zulassungsbegrenzung für neueinreisende Ausländer notwendig sein.

Die Ausländerpolitik hat im Rahmen unserer Arbeitsmarktpolitik einen hohen Stellenwert: Jeder vierte in der Schweiz Erwerbstätige ist ein Ausländer, viele davon sind qualifizierte, ja hochqualifizierte Arbeitskräfte.

Im Jahre 1964 hat das EJPD Weisungen über die Zulassung von Arbeitskräften aus entfernteren Ländern erlassen. Im Hinblick auf die internationale Konvention über die Beseitigung aller Formen der Rassendiskriminierung vom 21. Dezember 1965 wurden diese Weisungen zwischen 1979 und 1983 auf die Jahresaufenthalter nicht angewandt. Im Jahre 1983 hat das EJPD dann ein Kreisschreiben erlassen, wonach

- Jahresaufenthalter in erster Linie in den traditionellen Rekrutierungsgebieten anzuwerben sind;
- Saisoniers nur dann eine Bewilligung erhalten, wenn sie aus den traditionellen Rekrutierungsgebieten stammen;
- Grenzgänger in der Regel Angehörige der Nachbarstaaten sein müssen.

Im Jahre 1986 wurde diese Regelung in die Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer (BVO) übernommen.

Der Sinn der Beschränkung der Rekrutierungsgebiete liegt darin, die Eingliederung der Arbeitnehmer in die schweizerischen Verhältnisse zu erleichtern. Ausländische Arbeitnehmer sollen kulturellen, religiösen und gesellschaftlichen Wertvorstellungen verhaftet sein, die von den unsrigen nicht allzusehr entfernt sind.

Als traditionelle Rekrutierungsgebiete gelten heute die Staaten Westeuropas inklusive Jugoslawien sowie die USA und Kanada. Nicht dazu gehört die Türkei.

3. Die Verhältnisse in der Türkei

Nach Erkenntnissen des Interdepartementalen Komitees für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe (IKEH) ist die Türkei vor allem mit den Problemen einer unterentwickelten Wirtschaft, eines starken Bevölkerungswachstums, einer hohen Arbeitslosenrate und einer rasch fortschreitenden ökologischen Zerstörung konfrontiert.

Besorgniserregend ist insbesondere die demographische Entwicklung. Wie im Bericht der interdepartementalen Strategiegruppe für eine Flüchtlings- und Asylpolitik der 90er Jahre ausgeführt wird (S.24), dürfte in der Türkei die Einwohnerzahl bis zum Jahre 2000 auf 70 Millionen ansteigen. Es wird nicht möglich sein, für diesen Bevölkerungszuwachs genügend und rechtzeitig die erforderlichen Arbeitsplätze bereitzustellen. Der Migrationsdruck von türkischen Arbeitssuchenden auch nach der Schweiz wird also unvermindert hoch bleiben.

4. Die aktuelle Präsenz türkischer Staatsangehöriger in der Schweiz, insbesondere auf dem Arbeitsmarkt

Die ständige türkische Wohnbevölkerung in der Schweiz ist von 4'700 im Jahre 1964 auf 59'500 Personen Ende 1989 angestiegen. In dieser Zahl nicht inbegriffen sind die Asylbewerber. Die Türkei weist mittlerweile die sechstgrösste Bestandeszahl am Total der ständigen ausländischen Wohnbevölkerung auf. Der Anteil von Staatsangehörigen aus der Türkei (Ende 1989: 5,7%) ist höher als derjenige der Angehörigen unserer Nachbarstaaten Frankreich und Oesterreich.

Die Türken stellen die grösste Gruppe neuer Asylbewerber (1989: 9'395 Gesuchsteller oder 38,5% aller Asylgesuche). Die türkischen Gesuche bilden einen grossen Teil der Pendenzen im Asylbereich (31. Dezember 1989: 10'609 erstinstanzliche Gesuche oder 39% der Pendenzen insgesamt). Ihre Chancen auf Anerkennung als Flüchtlinge sind minim (Anerkennungsquote 1989: 3,4%).

Die Zahl der Familiennachzüge von Türken betrug im Jahre 1989 1'907 Personen oder 5,8% aller Familiennachzüge, ist jedoch starken Schwankungen unterworfen (1982: 2'960 oder 13,8% aller Familiennachzüge). Ueberproportional gross (im Vergleich zum Anteil der Türken an der gesamten ausländischen Wohnbevölkerung) sind die Geburtenquote (1989: 12,2%), die Zahl der unter 16 Jahre alten (1989: 9,9%) sowie der schulpflichtigen Kinder (1989: 8,8%). Unterdurchschnittlich ist die Erwerbsquote (1989: 51,6%; für die ständige ausländ. Wohnbevölkerung: 60,7%), dennoch überdurchschnittlich wieder die Arbeitslosenquote: Liegt diese für Ausländer (angenäherter Wert 1989: 0,7%) schon höher als für Schweizer (Dezember 1989: 0,6%), so für Türken noch einmal empfindlich darüber (angenäherter Wert Dezember 1989: 2,2%). 15,7% der Türken sind in der Textilindustrie und den Bereichen

Kleider, Wäsche, Schuhe tätig, einer Erwerbsgruppe mit sehr stark rückläufiger Beschäftigung.

5. Die gesellschaftliche Situation der Türken in der Schweiz

Die Schwierigkeiten für die Eingliederung der türkischen Staatsangehörigen in der Schweiz sind bedeutend grösser als beispielsweise diejenigen der Italiener oder Spanier. Eine wesentliche Ursache dafür liegt darin, dass sie aus einem anderen Kulturkreis stammen. Hinzu kommt häufig eine bescheidene oder gar fehlende Schulbildung. Auch der islamische Hintergrund ändert die integrationspolitische Ausgangslage entscheidend. Daraus können Erschwernisse erwachsen, welche weitere Fortschritte in der Integration der übrigen Ausländer beeinträchtigen. Diese Gefahr ist bereits heute - etwa im Bereich der Schule - ersichtlich.

Gemäss eingehender Untersuchungen der Eidgenössischen Kommission für Ausländerprobleme stossen die Türken in der Schweiz häufig auf folgende Probleme: schwierige Wohnungssuche für die traditionsgemäss kinderreichen Familien; oft grundlegende Meinungsverschiedenheiten bei der Schulung und Erziehung der Türkinder, insbesondere der türkischen Mädchen; Absonderung und Isolation der Türkinnen bedingt durch das unterschiedliche Rollenverständnis Mann/Frau; verbreitete politische und ideologische Zerstrittenheit unter den Türken; Probleme einer angemessenen seelsorgeischen Betreuung für Muslime; zunehmende integrationshemmende Aktivitäten fundamentalistisch orientierter Bewegungen; hohe Verschuldung vieler türkischer Familien infolge Aufnahme von Kleinkrediten.

Im Umfeld der Familie liegen die Probleme vor allem darin, dass ein Stammes- und Grossfamilienbewusstsein hochgehalten wird, was am Wohnort und am Arbeitsplatz zu Massierungen von türkischen Staatsangehörigen führt, und dass die türkische Frau auf ihre traditionelle, dem Koran verhaftete Rolle verpflichtet wird. Dazu kommt, dass mangels finanzieller Mittel und angesichts der Lage auf dem Wohnungsmarkt oft nur ein Teil der Kinder in der Schweiz leben kann.

Im Bereich der Schule kumulieren Sprachprobleme mit dem Unvermögen, grosse kulturelle Unterschiede zu verarbeiten. Eine grosse Zahl türkischer Kinder befindet sich laut Schülerstatistik in Schulen mit besonderem Lehrplan, muss Klassen wiederholen oder vermag dem ordentlichen Schulunterricht nur knapp zu folgen. Von den Ausländern und ihren Heimatstaaten selbst hochgehaltene Grundsätze und Ziele (z.B. Chancengleichheit, interkulturelle Unterrichtsform) werden durch vordringliche Erstmassnahmen (Einschulung eingereister Kinder im Laufe der Schulpflicht, Beseitigung von Sprachdefiziten) gefährdet. Leidtragende sind dabei alle Schüler. Türkische Mädchen dürfen oft aus religiösen Gründen nicht am gesamten Unterricht teilnehmen. Mangels ausreichender Schulbildung ist es für türkische Jugendliche schwierig, nach Abschluss der Schulpflicht Lehr- oder Arbeitsstellen zu finden.

Erstmals in die Schweiz einreisende Türken sind schulisch und beruflich oft mangelhaft gebildet. Sprachliche Probleme erschweren ihren Einsatz und ihre Integration am Arbeitsplatz, ebenso aber längerfristige Massnahmen wie ihre Weiterbildung, ihre

Umschulung im Rahmen der Arbeitslosen- oder Invalidenversicherung sowie das Nachholen einer Berufslehre.

6. Erfahrungen in der Bundesrepublik Deutschland

Während die Schweiz in den sechziger Jahren gegenüber türkischen Arbeitnehmern einschränkende Zulassungsvorschriften erliess, schloss die Bundesrepublik Deutschland mit der Türkei im Jahre 1961 eine Anwerbevereinbarung.

Der von der BRD im Jahre 1973 verfügte Anwerbestopp - keine weitere Anwerbung von Arbeitnehmern aus Nicht-EG-Staaten - vermochte indessen nicht zu verhindern, dass der Bestand der türkischen Wohnbevölkerung auf 1,5 Millionen anstieg. Mit rund einem Drittel der ausländischen Wohnbevölkerung stellen die Türken in der Bundesrepublik Deutschland die stärkste Einwanderungsgruppe dar. Kein anderer europäischer Staat weist einen so hohen Anteil an Türken auf.

Trotz der Oeffnung gegenüber türkischen Arbeitnehmern hatte sich auch die Bundesrepublik Deutschland mit Gesuchen von türkischen Asylbewerbern zu befassen. Zeitweise lag der Anteil der türkischen Asylbewerber an dritter Stelle. Rückläufige Zahlen dürften in erster Linie auf den in letzter Zeit erfolgten Zustrom von Arbeitnehmern aus den Oststaaten zurückzuführen sein, was eine entsprechende Entspannung auf dem Arbeitsmarkt bewirkte.

Die von der Bundesanstalt für Arbeit zur Verfügung gestellten statistischen Angaben im Zusammenhang mit türkischen Arbeitnehmern/Asylbewerbern erlauben keinen schlüssigen Vergleich mit den schweizerischen Verhältnissen. Insbesondere lässt sich die Entwicklung der Zahl der Asylbewerber vor und nach dem Anwerbestopp im Jahre 1973 mit den von der BRD erhaltenen statistischen Daten nicht ermitteln (zwischen 1970 - 1979 kein Einzelnachweis nach Ländern). Die oben geschilderte Situation der Türken in der Bundesrepublik Deutschland ist durch das vorhandene Zahlenmaterial jedoch abgestützt.

7. Mögliche Konsequenzen einer Ausdehnung der traditionellen Rekrutierungsgebiete auf die Türkei

- a.) Eine Ausdehnung müsste zulasten der bisherigen Rekrutierungsgebiete erfolgen, da eine grössere Aufstockung der bisherigen Kontingente nicht zur Diskussion steht. Mit den davon betroffenen Staaten bestehen traditionell enge Bande. Nachteilige Auswirkungen auf das Verhältnis mit ihnen wären daher nicht auszuschliessen.
- b.) Die Rekrutierung ausländischer Arbeitskräfte muss angesichts des Fachkräftemangels in der Schweiz vermehrt unter qualitativen Aspekten erfolgen. In der Türkei sind die Möglichkeiten einer Rekrutierung von Spezialisten und Facharbeitern aber sehr beschränkt.
- c.) Die Aussicht auf bezahlte Arbeit führt stets zu einer gesteigerten Attraktivität des Ziellandes und verstärkt die Zuwanderung. Erhielte der in die Schweiz eingereiste türkische Staatsangehörige hier mehr oder weniger voraus-

setzungslos eine ordentliche Aufenthaltsbewilligung, die ihn zu einer Erwerbstätigkeit berechtigte, so würde dies eine beträchtliche Steigerung der Attraktivität der Schweiz als Immigrationsland bewirken. In diesem Zusammenhang ist nochmals an den steigenden Migrationsdruck aus der Türkei, aber auch aus anderen Schwellenländern des Mittelmeerraumes, zu erinnern.

- d.) Das Problem verschärft sich noch, weil die Türken rasch bereit sind, zu Billiglöhnen und unter schlechten Bedingungen schwarz zu arbeiten. Eine vermehrte Immigration von Türken in die Schweiz hätte somit eine Ausdehnung der Schwarzarbeit zur Folge, würde zu vermehrtem Lohndumping führen und wäre dem sozialen Frieden abträglich.

Sowohl der Schweiz. Gewerkschaftsbund als auch der Zentralverband Schweiz. Arbeitgeber-Organisationen haben sich klar gegen eine Ausdehnung der traditionellen Rekrutierungsgebiete auf die Türkei ausgesprochen.

- e.) Zudem ist auf europapolitische Aspekte hinzuweisen: Die Begünstigung von türkischen Staatsangehörigen zulasten von Angehörigen der EG-Staaten würde unsere Position gegenüber der EG in Wanderungsfragen schwächen, eine Position, deren Stärke wesentlich darauf beruht, dass drei Viertel der in der Schweiz arbeitenden Ausländer aus Staaten der EG stammen.

Das von der Türkei bei der EG eingereichte Beitritts-gesuch wurde vorläufig zurückgestellt. Die Aufnahmebereitschaft in den EG- und EFTA-Staaten für türkische Arbeitnehmer ist nicht grösser als in der Schweiz. Es ist nicht die Aufgabe der Schweiz, im Rahmen der von ihr befolgten Europapolitik einen Alleingang einzuschlagen.

- f.) Die Beobachtungen im jugoslawischen Kosovo - trotz legaler Rekrutierung von Arbeitskräften ist eine stete Zunahme von Asylgesuchen festzustellen - geben auch für die Türkei gewisse Anhaltspunkte. Ein grosser Teil türkischer Asylbewerber stammt nämlich aus den gleichen Gegenden wie die legal eingereisten Türken. Aus Provinzen mit dem grössten Verfolgungspotential stammt jedoch nur eine Minderheit der türkischen Asylgesuchsteller. Die Erteilung von ordentlichen Aufenthaltsbewilligungen zur Arbeitsaufnahme dürfte demzufolge eine zusätzliche Sogwirkung auf türkische Asylbewerber zur Folge haben.

8. Zusammenfassung

Die Gründe, welche seinerzeit dazugeführt haben, die Türkei nicht als traditionelles Rekrutierungsgebiet anzuerkennen, gelten auch heute noch.

Die Ermöglichung der legalen Einreise und der ordentlichen Aufnahme einer Erwerbstätigkeit für Türken hat arbeitsmarktliche und infrastrukturelle Schwierigkeiten zur Folge, erschwert die Integration der Ausländer in der Schweiz und würde europapolitisch einen Alleingang darstellen.

Arbeitsbewilligungen für türkische Staatsangehörige würden die Ziele der schweizerischen Ausländer- und Arbeitsmarktpolitik gefährden. Der hohe Ausländeranteil an unserer Wohnbevölkerung ist nicht zuletzt deshalb noch tragbar, weil vier Fünftel davon aus Sprach- und Kulturräumen stammen, die uns weniger fremd sind. Je grösser die Kulturunterschiede, desto schwieriger ist die Integration.

Unter ideellen entwicklungspolitischen und humanitären Gesichtspunkten wäre es denkbar, Türken aus Gegenden, die kaum Chancen auf eine genügende Erwerbstätigkeit bieten, zahlenmässig und zeitlich begrenzt in der Schweiz arbeiten zu lassen. Zu den schon genannten Schwierigkeiten käme jedoch dazu, dass es kaum zu gewährleisten wäre, dass sie nach Ablauf des Aufenthaltes freiwillig heimkehrten.

Wesentlich bei der Beurteilung der vorgelegten Frage ist das Verhältnis der Schweiz zur EG am Vorabend der Verhandlungen über die Schaffung eines Europäischen Wirtschaftsraumes. Es ist zu diesem Zeitpunkt nicht sinnvoll, bezüglich der Türkei eigene Wege in der Wanderungspolitik zu beschreiten. Sogar die DDR musste kürzlich auf Druck der BRD das Visumsabkommen mit der Türkei suspendieren. Es ist kaum wahrscheinlich, dass sich die EG in den nächsten Jahren in Wanderungsfragen der Türkei gegenüber öffnen wird.

Die gegenwärtigen Entwicklungen in Osteuropa stellen die Wanderungspolitik der einzelnen europäischen Staaten und der EG vor neue Herausforderungen. Ein konkretes Resultat ist hier noch nicht absehbar.

9. Schlussfolgerung

Die interdepartementale Arbeitsgruppe ist der Meinung, es sei weiterhin davon abzusehen, die Türkei in die traditionellen Rekrutierungsgebiete aufzunehmen.

Beilage

FÖDERATIONSSCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN

Beilage

DEPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Zusammensetzung der interdepartementalen Arbeitsgruppe

- Bern, 31. Mai 1990
- Dr. K. Hug, Direktor des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit, Präsident der Arbeitsgruppe
 - P.-O. Vallotton, secrétaire adjoint au département de justice et police, Genève
 - Dr. W. Wüthrich, stv. Direktor des Bundesamtes für Ausländerfragen
 - G. Zürcher, wissenschaftlicher Berater des Delegierten für das Flüchtlingswesen
 - M. Greco, Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe
 - S. Lutz, Vizepräsident der Eidg. Kommission für Ausländerprobleme
 - Dr. R. Riedo, Sekretär der Eidg. Kommission für Ausländerprobleme
 - Dr. S. Werenfels, stv. Chef Abteilung Arbeitsmarkt, BIGA
 - E. Williner, Abteilung Arbeitsmarkt, BIGA
 - P. Gasser, Abteilung Arbeitsmarkt, BIGA, Sekretär der Arbeitsgruppe



EIDGENÖSSISCHES FINANZDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELLE FINANZE

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
 FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
 DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

Bern, 31. Mai 1990

An den Bundesrat

Teilrevision der Verordnung des Bundesrates über die Begrenzung
 der Zahl der Ausländer vom 6.10.86; Eröffnung des
 Vernehmlassungsverfahrens

Mitbericht

zum Antrag des EVD vom 22.5.90

Wir sind mit dem vorliegenden Antrag des EVD nicht einverstanden
 und beantragen folgende Aenderung:

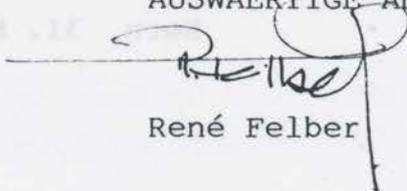
Wir haben ein gewisses Verständnis dafür, dass angesichts der
 Arbeitsmarktsituation ein Bedürfnis besteht, die Höchstzahlen
 der verschiedenen Kontingente zu erhöhen. Die Erhöhung des
 Kontingentes der Saisonierarbeitskräfte erscheint uns aber
 besonders unter dem Aspekt der bevorstehenden EWR-Verhandlungen
 als sehr problematisch. Im Moment, wo das Saisonierstatut als
 solches zur Diskussion steht, erachten wir es als fragwürdig,
 durch eine Aufstockung das Saisonierstatut noch zu verfestigen.

Die Begründung für die Erhöhung des Kontingentes - Vermeidung der
 aus dem neuen Verteilerschlüssel resultierenden Verluste -
 erscheint uns nicht gerade sehr überzeugend. Zudem besteht auf
 dem Arbeitsmarkt vor allem ein Bedürfnis nach qualifizierten
 Arbeitskräften. Diese Nachfrage kann aber nicht über das
 Saisonierstatut abgedeckt werden.

Wir b e a n t r a g e n, auf die Erhöhung des Kontingentes des Saisonierstatutes zu verzichten.

EIDG. DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

21. Mai 1990



René Felber

An den Bundesrat

Teilrevision der Verordnung des Bundesrates über die Begrenzung der Zahl der Ausländer vom 6.10.88: Erhöhung des Vernehmlassungsverfahrens

M i t t e i l u n g

zum Antrag des EVD vom 22.2.90

Wir sind mit dem vorliegenden Antrag des EVD nicht einverstanden und beantragen folgende Änderung:

Wir haben ein gewisses Verständnis dafür, dass angesichts der Arbeitsmarktsituation ein Bedürfnis besteht, die Höchstzahlen der verschiedenen Kontingente zu erhöhen. Die Erhöhung des Kontingentes der Saisonierstatute erscheint uns aber besonders unter dem Aspekt der bevorstehenden EMU-Verhandlungen als sehr problematisch. In diesem Moment, wo das Saisonierstatut als solches zur Diskussion steht, erachten wir es als irreführend, durch eine Aufstockung des Saisonierstatutes noch zu verfestigen.

Die Begründung für die Erhöhung des Kontingentes - Vermeidung der aus dem neuen Verteilungsschlüssel resultierenden Verluste - erscheint uns nicht gerade sehr überzeugend. Zudem besteht auf dem Arbeitsmarkt vor allem ein Bedürfnis nach qualifizierten Arbeitskräften. Diese Nachfrage kann aber nicht über das Saisonierstatut abgedeckt werden.



EIDGENÖSSISCHES FINANZDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELLE FINANZE

Berne, le 1er juin 1990

Au Conseil fédéral

Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère 1990/91;

Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
 limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986 (OLE);
 Ouverture de la procédure de consultation

C o - r a p p o r t

à la proposition du DFEP/DFJP du 22 mai 1990

Nous sommes conscients des tensions qui existent sur le marché du travail et des besoins en main-d'oeuvre de certaines entreprises, et notamment d'entreprises de pointe. Nous nous demandons néanmoins si l'augmentation du contingent pour les autorisations de séjour annuel de 1'006 unités, et la libération ultérieure de 1'000 unités supplémentaires constituent vraiment la meilleure réponse à la situation conjoncturelle présente. La préparation des négociations sur l'espace économique européen a montré que, sans remettre en cause la stabilisation de la population étrangère, une certaine réorientation de la politique était possible. Elle devrait en particulier permettre une certaine restructuration de différents secteurs de notre économie, en faveur des entreprises les plus dynamiques, et des régions les plus défavorisées. La nouvelle répartition des contingents ne constitue encore qu'un pas très timide dans cette direction.

L'accroissement des autorisations de séjour s'ajoute à l'accroissement du nombre des autorisations, non-contingentées, pour une durée de 4 mois. Nous souhaiterions un renforcement du contrôle de cette catégorie de travailleurs étrangers, ne serait-ce que pour éviter tout glissement vers le travail au noir. Outre l'exigence d'un contrat de travail écrit, nous souhaiterions que soient renforcées les exigences et surtout le contrôle du logement de ces travailleurs. Sur un plan plus général, nous continuons de penser que les autorisations de travail pour des périodes jusqu'à quatre mois étaient en fait destinées à remplacer, en tout cas dans de nombreux secteurs, les travailleurs saisonniers: ne devrions-nous pas aujourd'hui faire un pas supplémentaire dans cette direction en réduisant les contingents de saisonniers.

DEPARTEMENT FEDERAL DES FINANCES

Stich

Stich

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

530.1

Berne, le 6 juin 1990



Au Conseil fédéral

Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère 1990/91 :
Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986
Ouverture de la procédure de consultation

Réponse

au co-rapport du DFAE du 31 mai 1990.

1. Nous ne sommes pas d'accord avec la modification proposée dans le co-rapport du DFAE pour les raisons suivantes:
2. L'augmentation d'à peine 5% du nombre global des autorisations saisonnières n'entraîne pas nécessairement une augmentation de l'effectif maximum des saisonniers qui reste fixé comme par le passé à 110.000. Dans les régions de montagne où l'activité est marquée par une double saison, deux autorisations doivent être accordées pour le même travailleur saisonnier. Le fait d'adapter les contingents des cantons de montagne et touristiques sans opérer des réductions de ceux des autres doit permettre aux premiers de mieux respecter ce principe.

3. La légère augmentation proposée ne se justifie pas seulement pour des raisons techniques tenant au nouveau mode de calcul des contingents, mais aussi par le fait qu'une réduction abrupte de certains nombres maximums cantonaux serait inacceptable du point de vue économique, car elle ne permettrait pas aux responsables politiques d'assurer un minimum de continuité aux entreprises dont une bonne part des besoins restent déjà insatisfaits.
4. Cette adaptation du nombre total doit avant tout permettre une introduction progressive de la nouvelle clef de répartition. Dans cet esprit, un plafond a été fixé pour les gains qui auraient résulté pour certains cantons et les nouveaux critères n'ont été appliqués qu'à une partie des contingents.
5. Dans le contexte européen, ce n'est pas l'existence d'activités saisonnières qui est remise en question, mais bien certaines particularités du statut saisonnier en vigueur dans notre pays. Le problème est donc qualitatif et non quantitatif et c'est sur cet aspect-là que porteront les négociations.
6. La pénurie de personnel est à l'heure actuelle généralisée non seulement en ce qui concerne les secteurs d'activité, mais également les niveaux de qualifications.
7. Nous maintenons donc notre proposition.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

Maurice

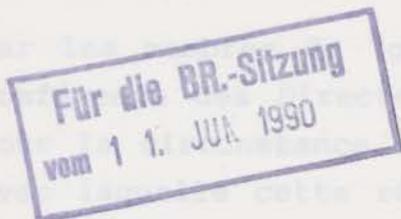
DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

U. B. Müller

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

530.1



Berne, le 6 juin 1990

Au Conseil fédéral

Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère 1990/91 :
Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986
Ouverture de la procédure de consultation

Réponse

au co-rapport du DFF du 1er juin 1990.

1. Les considérations formulées dans le co-rapport appellent les précisions suivantes :
2. Les nouvelles clefs de répartition des contingents cantonaux mettent l'accent sur les aspects relatifs à l'activité économique et au marché de l'emploi. Leur révision a donné lieu à des travaux approfondis auxquels ont participé 11 cantons représentatifs. Les solutions proposées sont le fruit de longues et souvent vives discussions à l'issue desquelles il a été néanmoins possible d'atteindre un consensus. Les deux méthodes de calcul doivent être considérées comme complémentaires et partant l'une ne saurait être adoptée sans l'autre. Tel est l'avis exprimé avec fermeté, lors d'une consultation préliminaire,

par les membres du "groupe de travail Spitteler" de la Conférence des Directeurs de l'économie publique élargi pour la circonstance à 11 cantons. La prudence relative avec laquelle cette révision est opérée, est dictée par le souci d'assurer la continuité nécessaire aux activités socio-économiques dans l'esprit de la politique de consolidation affirmée et suivie par le Conseil fédéral depuis le début de la période de croissance économique. La nouvelle répartition des nombres maximums, en privilégiant les aspects économiques et de l'emploi, s'inscrit mieux que par le passé dans la ligne du processus continu de restructuration et d'adaptation de l'économie nationale.

3. Le projet soumis en consultation propose un renforcement important des mesures de contrôle pour les autorisations valables jusqu'à 4 mois, en introduisant le plafonnement par entreprise (contrôle quantitatif). Les mesures déjà adoptées assurent à cette catégorie de travailleurs une protection juridique équivalente à celle garantie aux saisonniers grâce à l'exigence du contrat de travail écrit. Les prescriptions relatives au logement figurent depuis longue date dans la réglementation et sont applicables à tous les travailleurs. Des recommandations supplémentaires dans ce sens pourront être données aux cantons au niveau des directives.
4. L'extension à 4 mois des autorisations non contingentées constitue une réponse aux besoins croissants et réels ressentis dans tous les secteurs d'activité. Une part très importante de ces autorisations sert en effet à couvrir de nombreux besoins ponctuels et temporaires dans des domaines aussi variés que l'enseignement supérieur, les échanges culturels, l'équipement informatique ou télématique pour ne citer que les plus fréquents. C'est à

